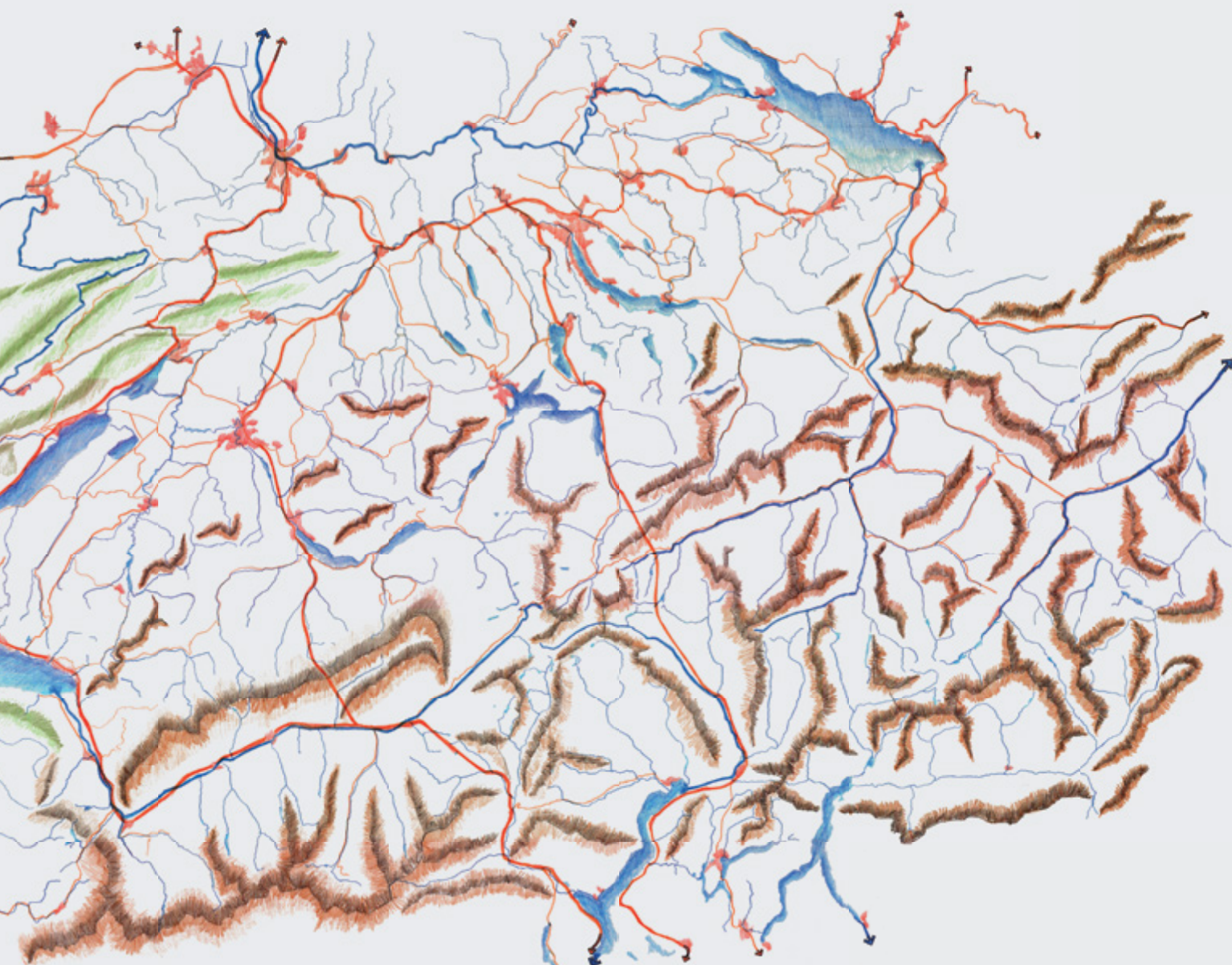


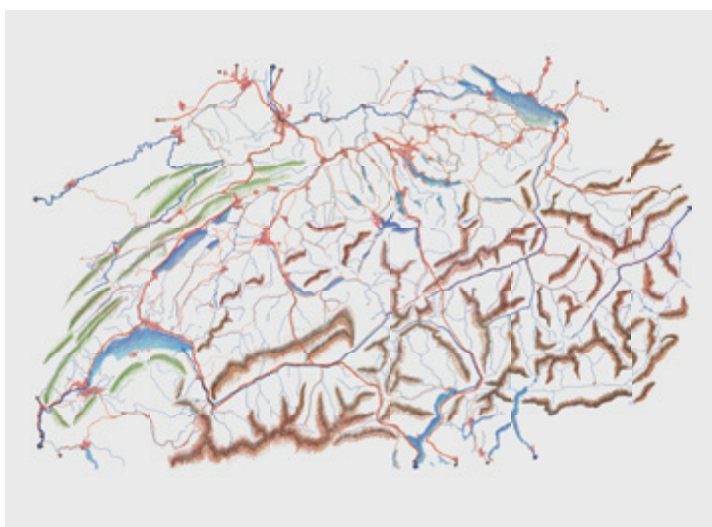
Perspectives 2030

Opportunités et dangers pour la Confédération



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundeskanzlei BK
Chancellerie fédérale ChF
Cancelleria federale CaF
Chanzlia federala ChF



La photo de couverture est une image tirée du projet « Swisstopia » de la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture (hepia) de Genève, qui a remporté le concours d'idées « demain ? La Suisse », lancé par la conseillère fédérale Doris Leuthard. Les participants avaient été appelés à imaginer la Suisse de 2035. Le projet gagnant de l'hepia propose des solutions concernant un aspect important du développement urbain : le paysage urbanisé.

<http://hepia.hesge.ch/>

Perspectives 2030

Opportunités et dangers
pour la Confédération

Éditeur : Chancellerie de la Confédération suisse
N° d'art. 104.693.f

Diffusion : OFCL, Vente des publications officielles, CH-3000 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
Également disponible sur Internet : www.admin.ch

Perspectives 2030

Opportunités et dangers pour la Confédération

Avant-propos du Conseil fédéral	4
Résumé	5
Situation initiale	7
Principaux éléments des scénarios	8
Pleins gaz.....	9
Attention, bouchon.....	11
Passage périlleux	13
Route de la soie	15
Les scénarios en détail.....	17
Pleins gaz.....	18
Attention, bouchon.....	27
Passage périlleux	34
Route de la soie	42
Tableau récapitulatif des quatre scénarios.....	50
Opportunités et dangers à l'horizon 2030.....	52
Description des opportunités et des dangers	53
Opportunités et dangers au niveau fédéral.....	56
Procédure et méthodologie	62
Annexes	72
A.1 Composition de l'État-major de prospective de l'administration fédérale	73
A.2 Composition des groupes thématiques départementaux.....	74
A.3 Experts externes	76
A.4 Laboratoires d'idées à l'étranger.....	77
A.5 Expertise méthodologique et modération	77

Avant-propos du Conseil fédéral

Tous les quatre ans, l'État-major de prospective de l'administration fédérale élabore, sur mandat du Conseil fédéral et à titre de document de base pour le programme de la législature, une vue d'ensemble des principaux thèmes déterminants pour la future politique fédérale (loi du 13 décembre 2002 sur le Parlement, RS 171.10, art. 146 « Programme de la législature »).

Le Conseil fédéral prend acte du présent rapport, sans se prononcer en détail sur les énoncés qu'il contient ni nécessairement les faire siens. Il analysera les dangers et les opportunités à venir lorsqu'il préparera son programme pour la prochaine législature, puis exposera début 2016, dans le message sur le programme de la législature 2015 à 2019, les priorités et les points essentiels qu'il entend assigner à la politique gouvernementale pour ces prochaines années.

Comme le Conseil fédéral l'a déjà déclaré, il a l'intention de jouer un rôle moteur dans les discussions concernant les défis à venir. La question des conséquences politiques qu'il s'agira d'en tirer ne relève toutefois pas du seul gouvernement mais constitue, dans notre État fédéral et libéral, une tâche commune de tous les acteurs politiques. L'orientation et l'intensité des discussions sur notre avenir dépendront fortement aussi du Parlement, des cantons et de l'opinion publique. C'est dans cette optique que le Conseil fédéral publie le présent rapport.

Résumé

Personne ne sait exactement ce qui adviendra de la Suisse au cours des dix à quinze prochaines années. La technique des scénarios et l'analyse des tendances permettent néanmoins d'esquisser des développements possibles. Les différentes combinaisons susceptibles de se présenter sur les axes¹ « Intégration économique de la Suisse » et « Évolution technologique globale » qui sous-tendent le présent rapport donnent quatre scénarios prospectifs pour l'année 2030. Les scénarios *Pleins gaz*, *Attention, bouchon*, *Passage périlleux* et *Route de la soie* illustrent quatre tableaux différents du monde et de la situation qui pourrait prévaloir en Suisse en l'an 2030 sous les angles politique, économique, socio-culturel, technologique, écologique et juridique. Le présent rapport doit servir de base de planification pour des décisions stratégiques.

Des développements d'une grande portée pour la Suisse se déroulent de différentes façons dans les quatre scénarios : si les rapports de force géopolitiques se stabilisent et si la mondialisation se poursuit, la Suisse sera plus fortement intégrée au plan économique. Si, à l'inverse, le monde se déstabilise du fait de la rivalité entre les grandes puissances ou de l'érosion de l'équilibre mondial, la situation sécuritaire et l'intégration économique de la Suisse en pâtiront. Dans les scénarios, l'évolution des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) est cruciale. L'intégration économique de notre pays influera aussi sur la croissance économique et la structure des différents secteurs. Si elle continue à se renforcer, l'économie connaîtra une période de croissance. La répartition des richesses et l'évolution des valeurs en Suisse influenceront sur la cohésion sociale. L'évolution de l'immigration et le vieillissement démographique modifieront la composition de la société et l'état de santé de cette dernière, tout en ayant un impact sur les assurances sociales. Si l'on dispose des moyens technologiques et financiers nécessaires à l'application de technologies ménageant davantage l'environnement et les ressources, les atteintes portées à l'environnement et au climat diminueront. Si ces moyens sont limités, les atteintes portées à l'environnement et la consommation des ressources augmenteront. La coopération internationale favorisera le développement technologique à l'échelle mondiale, mais il en résultera une rivalité entre les grandes puissances, qui se livreront une concurrence entraînant une technologisation planétaire ayant un impact considérable.

Sur la base de ces réflexions, il apparaît dans les quatre scénarios que, en 2030, la Suisse pourrait être exposée à certains risques ou avoir des opportunités à saisir :

- Si le système de gouvernance mondiale est renforcé, la situation de la Suisse en matière de sécurité s'améliorera grâce à la stabilité internationale. Si le système de gouvernance mondiale est affaibli, notre pays pourra encore exercer son influence en tant que médiateur et facilitateur.

¹ Concernant les axes retenus, veuillez vous référer à la section « Procédure et méthodologie », phase 2.

- Une forte intégration économique favorisera la croissance dans notre pays. Si la Suisse est moins bien intégrée au plan économique, elle pourra néanmoins occuper des marchés de niche et tirer profit de ses avantages intrinsèques et de son potentiel d'innovation.
- Si la mondialisation et le dynamisme économique se poursuivent, le déséquilibre au niveau de la répartition des richesses s'accroîtra et s'accompagnera d'une plus grande diversité culturelle. Une telle situation pourrait mettre en péril la cohésion de la société, mais elle constituera aussi une chance à saisir pour la Suisse. Dans un contexte de diversité sociétale de plus en plus marquée, la formation et la culture joueront un rôle de médiation important. En outre, du fait de la croissance économique, il y aura plus de moyens disponibles pour désamorcer les conflits liés à la répartition des richesses.
- La participation des femmes au marché du travail et la pression exercée sur les assurances sociales et le système de santé évolueront en fonction du degré d'intégration économique de la Suisse et de ses conséquences pour la population.
- Les progrès technologiques offriront de nouvelles solutions pour l'exploitation de ressources devenues rares. L'utilisation des nouvelles technologies entraînera cependant aussi des risques difficiles à évaluer.
- Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont des technologies-clé qui auront un impact considérable. Selon le degré de coopération internationale lors de la mise au point des technologies de sécurité, les menaces cybernétiques seront plus ou moins prononcées.
- Une forte croissance économique accroîtra la consommation des ressources. L'utilisation des nouvelles technologies offrira des moyens pour limiter les atteintes à l'environnement. Si les moyens technologiques et financiers font défaut, l'environnement payera un tribut plus lourd.

Situation initiale

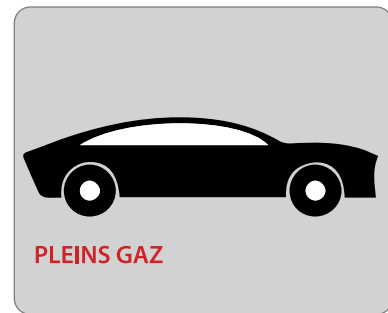
L'objectif du rapport « Perspectives 2030 » est d'identifier les principales opportunités et les principaux dangers pour la Suisse en général et pour la politique fédérale en particulier au cours des dix à quinze prochaines années. Le rapport n'a pour objet ni la formulation de priorités politiques ni la définition d'objectifs. Il doit permettre au Conseil fédéral d'identifier à un stade précoce les opportunités et les dangers majeurs pour notre pays et aussi de préparer à temps les décisions stratégiques qui s'imposent.

Le rapport « Perspectives 2030 » sert en premier lieu au Conseil fédéral de base à une discussion politique de fond en prévision de l'établissement du programme de la législature 2015-2019. Pour que ce rapport puisse contribuer à la mise en place d'une politique gouvernementale prévoyante et cohérente, l'analyse s'étend délibérément au-delà de la période de quatre ans du programme de la législature.

Parallèlement, le rapport « Perspectives 2030 » vise à fournir une série de contributions allant plus loin que le programme de la législature. Il peut ainsi enrichir notamment des réflexions stratégiques plus poussées dans les départements et les offices fédéraux. Le rapport entend donner à différentes entités, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'administration fédérale, une vue d'ensemble des principales opportunités et des principaux dangers dans les domaines politiques majeurs, mais aussi susciter des réflexions sur l'avenir en présentant une série de scénarios. Qui plus est, l'analyse de la situation et du contexte sera remise aux commissions spéciales des Chambres fédérales chargées du traitement du programme de la législature et également aux cantons et aux partis pour leurs propres réflexions.

Principaux éléments des scénarios

Pleins gaz



Le scénario *Pleins gaz* postule un monde caractérisé par le multilatéralisme, la mondialisation et l'interdépendance économique. L'économie mondiale, sous l'impulsion du libre-échange, ne cesse de croître. La mondialisation renforce les inégalités sociales et économiques entre les États, comme au sein du corps social. L'accroissement du besoin en ressources naturelles incite au développement de technologies plus efficaces. Les gros investissements dans la recherche et le développement, rendus possibles par le dynamisme de l'économie mondiale, débouchent sur une avancée fulgurante de la technologisation, ce qui modifie les conditions de production et les modes de vie.

Du fait de la levée des entraves au commerce, qui s'est opérée sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Suisse est fortement interconnectée sur le plan économique et se profile comme pôle de recherche et de production mondialement reconnu. Le dynamisme économique et technologique global exige toutefois de gros efforts d'adaptation de la part des institutions étatiques et de l'économie nationale et exportatrice suisses, de même que de la part de la population, qui tend à devenir très mobile internationalement, sous l'effet de la prospérité et des marchés. Un solide accord permet de clarifier les relations que la Suisse entretient avec l'UE. Le partage de la prospérité suisse est de plus en plus inégalitaire. Les changements économiques et sociaux, de même que l'accroissement de la diversité culturelle, déclenchent un réflexe identitaire en Suisse, parce que ces changements ne profitent pas de la même manière à tous les groupes sociaux et professionnels.

Principaux facteurs d'influence :

Rapports de force géopolitiques : La situation géopolitique renforce les organisations internationales. Pour résoudre des problèmes à dimension planétaire, un système de gouvernance mondiale se met en place. De nombreux acteurs, regroupés en constellations variables, se partagent les responsabilités. La position de la Suisse et ses possibilités d'action dans le contexte international se sont améliorées.

Mondialisation de l'économie : La croissance de l'économie mondiale renforce l'interdépendance entre les États. Des accords commerciaux multilatéraux lient la Suisse à des pays du monde entier. L'immigration reste importante.

Évolution mondiale de l'approvisionnement en ressources naturelles et en matières premières : L'utilisation des ressources naturelles et des matières premières croît fortement en raison du dynamisme de l'économie. Les États africains riches en matières premières gagnent en importance.

Développement technologique : La rentabilité des technologies qui permettent des gains d'efficacité s'améliore, surtout dans le domaine de l'énergie, du fait de la pénurie de matières premières. En raison de la situation économique favorable, d'importants investissements sont consentis en faveur de la recherche et du développement, ce qui crée un environnement propice à l'innovation et à la diffusion de nouvelles technologies.

Cohésion sociale : La forte immigration que connaît la Suisse ralentit le vieillissement démographique. La bonne situation économique permet en outre à l'État social de consacrer suffisamment de fonds publics à la réduction des inégalités. L'accès aux soins médicaux est garanti pour tous. Grâce à des formes d'emploi qui promeuvent l'égalité des sexes et permettent de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle, les

femmes sont plus nombreuses à exercer une activité professionnelle et à occuper des fonctions dirigeantes, alors que les hommes optent plus souvent pour le travail à temps partiel.

Gagnants

Ont notamment vu leur situation s'améliorer en Suisse en 2030 par rapport à 2015 :

Domaine économique

- le secteur tertiaire
- les secteurs des matières premières, de l'énergie, des produits pharmaceutiques et de la finance, de même que les entreprises exportatrices
- les entreprises multinationales
- le système dual de la formation professionnelle et les hautes écoles

Domaine politique

- la Genève internationale et les régions métropolitaines

Domaine technologique

- le pôle de recherche et de production suisse
- les spécialistes MINT²

Domaine socioculturel

- les personnes à haut niveau de formation, faisant preuve de compétences interculturelles, d'une grande capacité d'adaptation et de mobilité
- les femmes, en raison de leur présence accrue dans la vie professionnelle et dans les positions dirigeantes
- les groupes de population à hauts revenus

Perdants

Ont notamment vu leur situation se détériorer en Suisse en 2030 par rapport à 2015 :

Domaine économique

- les entreprises qui n'ont pas pu négocier le virage technologique et qui n'ont guère pu s'adapter aux nouvelles normes internationales
- les branches du secteur secondaire dont les produits ne sont pas protégés par des brevets

Domaine socioculturel

- les groupes de population retranchés des autres par le fossé numérique
- les personnes à faible niveau de formation dont les compétences interculturelles, la capacité d'adaptation et la mobilité sont faibles
- les groupes de population à bas revenus

² MINT= mathématiques, informatique, sciences naturelles et techniques

Attention, bouchon



Le scénario *Attention, bouchon* postule un monde caractérisé par un progrès technique fulgurant, sur fond de rivalité entre les grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine. La lutte pour les matières premières débouche sur une compétition technologique. Les liens transatlantiques entre les États-Unis et l'UE se renforcent. Simultanément, la Chine et la Russie se rapprochent, ce qui accentue le conflit Est-Ouest. Malgré le vieillissement démographique que connaissent les États industriels occidentaux, mais notamment aussi la Chine, la population mondiale s'accroît, ce qui intensifie la demande de matières premières. Cette évolution, combinée à l'instabilité géopolitique, contribue à pousser fortement à la hausse le prix des matières premières sur le marché mondial, accélérant ainsi l'introduction de nouvelles technologies plus efficaces au point de vue énergétique. La Suisse peine à affirmer sa position politique et économique dans le monde. Ses relations avec l'UE se distendent. La consolidation de relations commerciales avec d'autres États, non européens, prend du temps. L'interconnexion économique entre la Suisse et certains continents extra-européens – notamment l'Asie – est plutôt faible.

De nouvelles technologies compensent en partie les effets négatifs du recul du commerce extérieur et la consommation d'énergie en Suisse peut être largement réduite, grâce au progrès technique et à une réglementation efficace. Le défaut d'interconnexion entraîne également une moindre immigration ; il est plus difficile de recruter du personnel à l'étranger. Pour pallier les lacunes, davantage de femmes sont encouragées à entrer sur le marché du travail. Elles sont confrontées à une double tâche d'autant plus lourde que ce sont elles qui continuent majoritairement de s'occuper des enfants et des personnes âgées.

Principaux facteurs d'influence :

Rapports de force géopolitiques : Les États-Unis et l'UE ont formé une zone de libre-échange, face à laquelle la Chine renforce ses relations économiques en Asie orientale et méridionale, de même qu'en Asie centrale. Ces deux blocs s'excluent mutuellement de leurs marchés respectifs, en adoptant des mesures protectionnistes. La concurrence pour les sphères d'influence et les matières premières s'intensifie.

Menaces en Suisse et à l'étranger : La rivalité entre les grandes puissances accroît la marge de manœuvre des États tiers, ce qui entraîne des guerres locales ou régionales. Le manque de coopération et de coordination entre les blocs établis rend plus difficile le contrôle de technologies potentiellement dangereuses, notamment dans les domaines militaire et informatique. La protection contre les délits informatiques comme la cybercriminalité, le cyberespionnage et le cybersabotage est entravée par le manque d'échanges de savoir-faire, dû au peu d'interconnexion entre États et acteurs privés.

Rapports entre la Suisse et l'UE : Les relations entre la Suisse et l'UE se sont détériorées.

Approvisionnement mondial en ressources naturelles et en denrées alimentaires : Le prix élevé des matières premières stimule la diffusion de nouvelles technologies qui améliorent le rendement énergétique. L'importation d'électricité et d'autres agents énergétiques est frappée d'instabilité et soumise aux aléas des marchés, en raison d'une trop faible interconnexion. Il faut donc réduire les importations de matières premières et d'énergie en Suisse et boucler les cycles d'utilisation des matériaux. Les produits consommés en Suisse sont donc de plus en plus souvent recyclés (extraction du phosphore des eaux usées, par ex.). Une intensification écologiquement supportable de l'agriculture couvre les besoins croissants de la Suisse en denrées alimentaires.

Marché suisse de l'emploi : L'immigration diminue ; parallèlement, de plus en plus de jeunes Suisses hautement qualifiés quittent le pays, séduits par les meilleures perspectives économiques qu'offrent notamment les États-Unis et l'Asie. Cet exode entraîne une pénurie de main-d'œuvre, qui peut être partiellement compensée par une augmentation de l'activité professionnelle des femmes.

Cohésion sociale : La faiblesse de l'immigration et la baisse du taux de natalité accélèrent le vieillissement démographique de la Suisse, mettant ainsi les assurances sociales sous plus forte pression. Pour atténuer ces effets, la durée de la vie professionnelle est allongée. Le système des trois piliers est préservé, mais les besoins financiers augmentent.

Gagnants

Ont notamment vu leur situation s'améliorer en Suisse en 2030 par rapport à 2015 :

Domaine économique

- le secteur primaire
- les professions manuelles
- les branches à fort potentiel d'automatisation
- le pôle suisse pour les centres de calcul

Domaine socioculturel

- les femmes, sous l'angle d'une plus grande participation à la vie professionnelle et d'une présence accrue dans les positions dirigeantes
- les travailleurs faisant preuve de flexibilité et de mobilité

Domaine écologique

- l'environnement, du fait que des technologies plus efficaces et une croissance économique en berne conduisent à une moindre utilisation des ressources naturelles, ce qui diminue la pollution

Perdants

Ont notamment vu leur situation se détériorer en Suisse en 2030 par rapport à 2015 :

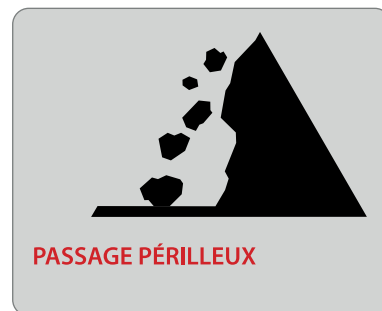
Domaine économique

- le secteur tertiaire
- les entreprises importatrices et exportatrices
- les branches à faible potentiel d'automatisation
- les régions frontalières, du fait du relâchement des liens avec l'UE
- la place financière
- les prestataires de services axés sur l'international

Domaine socioculturel

- les femmes, sous l'angle de la double charge de travail qui résulte de la vie familiale et professionnelle
- le secteur de la santé, vu l'accélération du vieillissement démographique
- les personnes dépendantes ayant des moyens financiers limités
- les villes, vu les départs de plus en plus nombreux vers l'agglomération

Passage périlleux



Le scénario *Passage périlleux* postule un monde segmenté en régions concurrentes qui recourent à la politique de force et aux barrières commerciales. Les conflits autour de l'accès aux matières premières s'enveniment dans le monde entier. Les puissances régionales que sont le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud gagnent en importance par rapport à l'Occident. Le manque de moyens et le haut risque d'espionnage entravent en outre le progrès technique. Il en résulte une forte consommation d'énergie et des prix élevés pour les agents énergétiques sur le marché mondial, ce qui favorise les États exportateurs d'énergie. Ces prix élevés freinent par contre la croissance économique des États dont les importations nettes d'agents énergétiques sont orientées à la hausse.

La Suisse s'inscrit dans un environnement économique et politique instable et se concentre de plus en plus sur son marché intérieur en raison des entraves au commerce extérieur. Alors que le chômage augmente, l'attractivité de la Suisse comme pays d'immigration diminue, ce qui se traduit notamment par un vieillissement progressif de la population, mettant l'État social sous forte pression. La précarité qui menace nourrit un besoin accru de stabilité et de sécurité au sein de la population.

Principaux facteurs d'influence :

Rapports de force géopolitiques : L'émergence des puissances régionales entraîne la marginalisation des organisations internationales et réduit la possibilité pour la Suisse d'exercer son influence à l'échelon international. L'UE est affaiblie et tend à renationaliser ses organes de décision ; la cohésion se délite.

Liens économiques de la Suisse : La Suisse maintient ses relations politiques et économiques bilatérales avec l'UE. Son commerce extérieur se ressent néanmoins de la situation économique difficile dans laquelle se trouve son principal partenaire commercial.

Développement de nouvelles technologies : La stagnation économique des États-Unis et des pays industriels occidentaux limite fortement leur capacité d'innovation et leur potentiel de développement technologique. À cela s'ajoute que le manque de coopération entre pays restreint les activités de recherche internationales, ce qui met un frein au développement technologique mondial.

Évolution démographique : L'immigration est faible, du fait de l'augmentation du chômage et du recentrage croissant de la Suisse sur son marché intérieur. Parallèlement, les Suisses hautement qualifiés songent de plus en plus à émigrer. Les dépenses publiques liées à la structure démographique augmentent fortement, en raison du vieillissement progressif de la population. À l'échelle mondiale, la population continue de croître à un rythme modéré.

Cohésion sociale : Dans un contexte de stagnation économique et d'instabilité politique globale, une forte cohésion se fait jour dans la société suisse, accompagnée d'un retour aux valeurs traditionnelles et à l'identité locale. La prévoyance vieillesse conserve ses trois piliers, mais une part croissante de la population perçoit essentiellement des prestations du 1^{er} pilier. En raison de la forte pression financière que subissent les assurances sociales, l'exécution d'un nombre croissant de tâches auparavant externalisées retombe sur les structures familiales. La Suisse est de plus en plus un pays d'émigration. La qualité des soins médicaux diminue et la couverture de la population est menacée.

Gagnants

Ont notamment vu leur situation s'améliorer en Suisse en 2030 par rapport à 2015 :

Domaine économique

- le secteur primaire
- les régions structurellement défavorisées

Domaine socioculturel

- les langues nationales et les dialectes
- l'esprit communautaire à l'échelon local
- les associations et les traditions

Perdants

Ont notamment vu leur situation se détériorer en Suisse en 2030 par rapport à 2015 :

Domaine politique

- la Genève internationale

Domaine économique

- les entreprises exportatrices
- les régions métropolitaines

Domaine socioculturel

- les femmes, vu la plus grande difficulté à concilier vie familiale et vie professionnelle
- les familles, vu l'accroissement des charges financières et le retrait de l'État social
- les groupes de population à faibles revenus

Route de la soie



Le scénario *Route de la soie* postule un monde caractérisé par la montée en puissance politique, économique et scientifique de l'Asie. Les pays de l'ASEAN³, de même que l'Australie, la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande, cultivent d'étroites relations mutuelles. Suite à l'échec de l'accord de partenariat transpacifique, les États-Unis perdent cependant de leur influence dans la région. La cohésion de l'UE, de même que son importance politique et économique, diminuent. Globalement, la croissance et l'innovation connaissent une baisse de régime en Europe et aux États-Unis.

La Suisse entretient de bonnes relations économiques avec les pays voisins, avec l'Asie méridionale et orientale, de même qu'avec l'Afrique, et peut continuer à les développer. L'interconnexion étroite entre la Suisse et les espaces asiatique et africain entraîne une intense migration dans les deux sens. Bien que la cohésion de l'UE se délite, la coopération économique de la Suisse avec les régions frontalières est bonne. La Suisse et ces régions forment un espace économique commun dynamique. Un grand nombre d'entreprises technologiques et d'instituts de recherche ont quitté l'Amérique du Nord et l'Europe pour s'installer dans l'espace asiatique. Le développement anémique des technologies qui ménagent les ressources naturelles et le climat, sur fond de croissance économique, entraîne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Les événements météorologiques extrêmes se multiplient.

Principaux facteurs d'influence :

Mondialisation de l'économie : L'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange RCEP⁴, qui englobe tout l'espace asiatique méridional et oriental ainsi que l'Océanie, crée une zone économique dynamique qui concentre l'essentiel de la croissance économique mondiale. Simultanément, l'Afrique gagne en importance du fait de ses réserves de matières premières et de la jeunesse de sa population.

Rapports de force géopolitiques : Les États d'Asie méridionale et orientale, économiquement prospères, coopèrent également en matière de politique extérieure et de sécurité. Alors que ces États cultivent d'étroites relations avec la Russie, l'Asie centrale et le Moyen-Orient, les États-Unis et l'UE perdent de leur influence et de leur importance dans la région, de même qu'à l'échelle mondiale.

Capacité concurrentielle de l'économie suisse : La Suisse entretient de bonnes relations commerciales avec les États d'Asie méridionale et orientale. L'économie suisse peut ainsi bénéficier de la croissance de ces régions. Elle cultive d'étroites relations avec ses voisins européens ; une région économiquement dynamique se développe dans l'espace alpin. La Suisse reste un pôle commercial, financier et d'innovation important.

³ Les pays de l'ASEAN comprennent le Brunéi, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

⁴ Les États membres du *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP) sont: les États de l'ASEAN et la Chine, le Japon et la Corée du Sud, de même que l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Évolution du changement climatique mondial : La forte croissance économique et la diffusion languissante des technologies favorables au climat font augmenter les émissions de gaz à effet de serre. Les conséquences de l'augmentation considérable de ces émissions à partir de 2015 ne se feront toutefois sentir qu'après 2050. Les gaz à effet de serre émis à l'échelle planétaire durant le siècle passé entraînent néanmoins une multiplication des événements météorologiques extrêmes.

Immigration en Suisse : Le taux de migration entre la Suisse et l'espace asiatique méridional et oriental est élevé en raison d'une interconnexion économique étroite. La Suisse reste un pays d'immigration attractif pour les travailleurs d'Europe.

Cohésion sociale : La population croît en raison de l'interconnexion économique et de l'immigration ; le vieillissement démographique ralentit. La pression sur les assurances sociales augmente donc moins rapidement.

Menaces en Suisse et à l'étranger : La menace s'accroît dans l'espace cybernétique. En Suisse, ce sont surtout les petites et moyennes entreprises (PME) innovantes et les petits établissements de recherche qui sont touchés.

Gagnants

Ont notamment vu leur situation s'améliorer en Suisse en 2030 par rapport à 2015 :

Domaine économique

- les entreprises importatrices et exportatrices qui entretiennent des liens économiques avec des pays d'Asie du Sud et de l'Est
- le secteur des matières premières

Domaine socioculturel

- les personnes qui connaissent des langues asiatiques et celles qui disposent de compétences interculturelles

Perdants

Ont notamment vu leur situation se détériorer en Suisse en 2030 par rapport à 2015 :

Domaine économique

- les entreprises exportatrices qui visent le marché américain

Domaine socioculturel

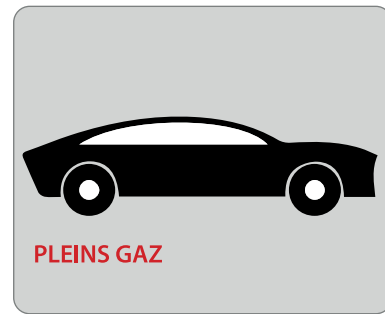
- les travailleurs des secteurs professionnels soumis à forte concurrence
- le corps social dans son ensemble, vu le relâchement de la cohésion

Domaine écologique

- les victimes d'événements météorologiques extrêmes

Les scénarios en détail

Pleins gaz



Année 2030

Un système d'organisations et de normes internationales fortes assure le bon ordre d'une l'économie mondiale en pleine croissance. Les progrès du libre-échange à l'échelle mondiale renforcent l'intégration économique mais aussi l'interdépendance entre les États. Le marché intérieur de l'UE est solidement intégré et croît rapidement. La cohésion politique entre les États de l'UE se renforce elle aussi. La mondialisation produit aussi bien des gagnants que des perdants. Dans les pays à fort déficit démocratique, notamment en Asie et en Afrique, les inégalités risquent de s'accroître. Les différences de niveau de vie s'accroissent également entre les États. La précarité de l'emploi augmente à l'échelle mondiale et la Suisse n'est pas épargnée. L'évolution du marché de l'emploi met particulièrement sous pression les travailleurs peu qualifiés. La proportion des femmes dans la population mondiale diminue, ce qui se fait surtout sentir en Chine et en Inde. Ce phénomène débouche sur un déséquilibre démographique à partir de 2025 : à l'échelle planétaire, le nombre de femmes est inférieur d'environ 200 millions à celui des hommes. La Chine doit en outre faire face au vieillissement progressif de sa population.

La croissance économique mondiale entraîne une forte consommation des ressources naturelles à l'échelle planétaire. Le prix des ressources naturelles et des agents énergétiques incite à la mise en œuvre de technologies plus efficaces, dont l'utilisation devient rentable. Les moyens financiers créés par la croissance mondiale permettent de poursuivre la recherche, l'innovation et la diffusion des technologies. La voie est libre pour une technologisation galopante.

La Suisse est fortement intégrée sur le plan mondial. Elle a conclu un accord sur mesure avec l'UE. La libéralisation du commerce international s'est poursuivie à l'échelon multilatéral, dans le cadre de l'OMC. L'élimination d'entraves au commerce a permis à la Suisse de renforcer l'interconnexion économique entre elle et l'espace européen, aussi bien qu'entre elle et le reste du monde. La croissance de l'économie suisse accroît le besoin de main-d'œuvre et la concurrence autour des spécialistes très qualifiés s'intensifie également à l'échelle planétaire. Il en résulte entre autres une tendance durable qui pousse de plus en plus de Suisses à passer quelque temps à l'étranger pour y travailler ou y suivre une formation, puis de rentrer au pays après avoir acquis de l'expérience et des savoirs supplémentaires. La Suisse profite ainsi d'une arrivée de cerveaux (*Brain Gain*). Dans ce contexte, le plurilinguisme de la Suisse est un avantage. Face à un environnement international compétitif, la Suisse peut s'affirmer comme site d'habitation et de travail et rester un pôle attractif pour l'implantation du siège de sociétés actives sur le plan mondial. L'immigration de personnel qualifié, en provenance avant tout de l'espace UE, reste élevée en raison de la forte demande sur le marché suisse de l'emploi. Le besoin accru de spécialistes et de cadres ne peut être entièrement couvert par l'immigration, ce qui fait que la proportion des femmes sur le marché de l'emploi et dans les positions dirigeantes s'accroît.

Les hauts revenus profitent davantage de l'élévation du niveau de vie que les bas revenus, ce qui creuse les inégalités en Suisse. La cohésion sociale se délite et l'individualisme se répand. Le mécontentement des perdants de la mondialisation se renforce. La croissance économique assure les rentrées fiscales qui permettent à l'État social de faire baisser la pression. Pour contrer le scepticisme croissant à l'égard de la diversité culturelle, les écoles consacrent plus de temps à l'enseignement des langues nationales et des langues des principaux groupes d'immigrés. Une initiation culturelle et linguistique adaptée contribue à ce

que la population immigrée s'intègre au mieux. La pression de plus en plus forte que la croissance de la population fait peser sur les zones d'habitation et les infrastructures est également sensible en Suisse.

Pour ce qui est du système de santé, les réformes prévues par la stratégie « Santé2020 » ont été mises en œuvre et l'accès de tous aux soins médicaux de base est garanti en 2030. La médecine personnalisée s'est fortement développée et le progrès technique, dont la cybersanté, a amélioré l'efficacité des soins. La santé fait l'objet d'une meilleure prise de conscience et la prévention constitue un pilier important du système sanitaire. Le transfert à l'étranger de patients chroniques et de personnes dépendantes est une pratique bien établie. Des normes internationales ont permis d'améliorer la gestion des pandémies et de la santé en général.

De 2015 à 2020

Les rapports de force géopolitiques ont changé. Un réseau d'organisations internationales est monté en puissance et les intérêts des divers États ont pu y être représentés. Des poids lourds économiques et politiques ont de plus en plus renoncé aux politiques hégémoniques et à la confrontation entre États, ce qui a eu un effet stabilisateur. À côté des États-Unis, d'autres États ont pris une importance mondiale et régionale. Simultanément, les pays BRICS⁵ ont connu des problèmes de politique intérieure. De sérieux troubles sociaux ont éclaté à plusieurs reprises au Brésil et en Afrique du Sud, provoqués par de criantes inégalités de niveau de vie. En Chine, une croissance économique incontrôlée, l'urbanisation et l'éclatement d'une bulle immobilière ont dégradé l'environnement et réduit les moyens de subsistance de la population. Le féminicide et la politique de l'enfant unique ont débouché sur une moindre proportion de femmes dans les populations chinoise et indienne, ce qui a aggravé le vieillissement démographique préexistant.

Sur le plan économique, la Chine a perdu de son dynamisme, du fait de l'érosion des avantages qu'elle présentait comme site de production, suite au déséquilibre démographique entre les sexes et au vieillissement accéléré de la population. L'accès plus difficile aux soins et à l'éducation a en outre accentué les inégalités sociales. Le système politique chinois et – à travers lui – la politique restrictive de l'information et le contrôle des médias ont de plus en plus été critiqués. Le besoin d'une participation politique s'est fait plus pressant au sein de la population. De nouveaux développements dans le domaine des TIC ont amélioré l'accès à l'information. Le modèle économique et le modèle de développement chinois ont été contestés par une population de plus en plus interconnectée grâce aux réseaux sociaux, et la résistance au système a grandi. Face à ces défis de politique intérieure, la politique extérieure chinoise a passé au second plan.

Les rapports de force géopolitiques ont trouvé un point d'équilibre et il en est résulté un ordre mondial multilatéral qui a donné naissance à un système global de gouvernance. Les organisations et les normes internationales en sont sorties renforcées. Conformément au principe « un État, une voix », la position des États de petite et de moyenne importance s'est améliorée. La Suisse a donc bénéficié d'un contexte favorable pour se positionner dans un environnement international mouvant. L'affirmation de ses principes de politique extérieure traditionnels, que sont le respect de l'État de droit, l'universalité et la neutralité, a permis à la Suisse de consolider son influence dans un environnement multilatéral.

⁵ Le sigle BRICS désigne le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

L'économie mondiale s'est relevée de la crise du début du XXI^e siècle et a pu croître. Ce climat favorable a permis d'éliminer des entraves au commerce par la voie multilatérale, dans le cadre de l'OMC. La Suisse a en outre pris une part active aux négociations concernant de nouvelles normes plus strictes dans le domaine financier. L'entente sur des normes internationales rigoureuses a débouché sur une régulation compatible avec les directives internationales, ce qui a constitué un sérieux gage de stabilité, de crédibilité et de transparence pour la place financière suisse. Toutefois, ces règles plus sévères ont également eu pour corollaires des coûts plus élevés et une perte de compétitivité par rapport à d'autres places financières.

La mondialisation a élevé le niveau de vie dans le monde entier, mais plus particulièrement dans les pays en développement et les pays émergents. Toutes les couches de la population n'en ont toutefois pas profité dans la même mesure. Les revenus des personnes à faible niveau de formation ont stagné, l'élévation du niveau de vie s'est concentrée sur une minorité, et les inégalités sociales ont progressé. La prospérité croissante ne s'est pas répandue non plus de manière égale entre les États.

Dans certains pays, essentiellement en Afrique mais de plus en plus aussi en Asie, un déficit démocratique a freiné l'augmentation de la prospérité. La disparité des revenus s'est également accrue dans certains pays de l'OCDE, les salaires de pointe ayant augmenté plus rapidement que les revenus des autres catégories de la population⁶. En raison de la politique des taux d'intérêt bas menée par les banques centrales des économies occidentales, le risque d'inflation s'est fait plus aigu.

Le système de gouvernance en voie de réalisation a permis de trouver un consensus global sur quelques thèmes clés, qui ont pris place dans l'agenda du développement durable de l'ONU (*Sustainable Development Goals*). Du fait des progrès accomplis en matière de libre-échange multilatéral, les objectifs relevant du développement durable et les objectifs économiques ont convergé. Les efforts en vue d'éradiquer l'extrême pauvreté et de réduire les inégalités sociales et les inégalités entre pays ont été renforcés.

Suite à la crise de la dette qui a frappé les États membres de l'UE, des réformes institutionnelles ont été engagées et mises en œuvre avec succès avant 2020. Dans le même temps, les économies de l'UE ont bénéficié de la relance mondiale. La croissance de certains États membres a renforcé l'intégration économique du marché intérieur de l'UE et les quotes-parts de l'État ont diminué. La disponibilité des moyens financiers et la volonté politique ont aplani la voie menant à des réformes institutionnelles. Il a donc été possible de planter les piliers de l'institutionnalisation d'un mécanisme de péréquation financière entre les États de l'UE. Le poids accordé aux besoins de l'économie suisse a permis d'éviter que le contingentement de l'immigration ne nuise aux relations économiques de la Suisse. Les liens entre la Suisse et une UE transformée ont été clarifiés par un accord solide. La croissance du marché intérieur européen a renforcé l'attractivité de ce marché comme débouché et partenaire de l'économie suisse. Réciproquement, la Suisse n'a pas été négligée par la politique économique extérieure de l'UE, en raison de son expertise dans des industries-clé. Ce sont surtout les branches particulièrement innovantes et créatrices de valeur ajoutée, comme l'industrie des machines, de la finance, des produits pharmaceutiques et des produits de luxe,

⁶ Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS) : « Global Trends 2030 – Citizens in an Interconnected and Polycentric World », Paris, 2012, www.iss.europa.eu (état : 24.11.2014) p. 75.

de même que le négoce de matières premières, qui ont alimenté un marché mondial en pleine expansion et contribué à ce que la Suisse ait particulièrement bénéficié de la mondialisation.

Le taux de chômage est resté faible en Suisse, en raison de la forte demande de main-d'œuvre due à la croissance économique. La participation accrue des femmes et des personnes d'un certain âge est donc devenue une nécessité économique, qui à son tour a exigé une meilleure compatibilité entre vie professionnelle et vie familiale, de même que l'allongement de la durée de la vie active. Parallèlement, le recrutement de main-d'œuvre étrangère, en provenance de pays industriels aussi bien que de pays émergents ou en développement, s'est poursuivi. La forte immigration, favorisée par l'élimination d'obstacles à l'embauche et à l'entrée dans le pays pour les jeunes étrangers, a freiné quelque peu le vieillissement démographique. L'augmentation du nombre de jeunes Suisses de l'étranger bien qualifiés incités au retour par la santé florissante de l'économie nationale a également contribué à contrecarrer ce vieillissement.

Le progrès technique a déclenché diverses mutations qui ont encore renforcé la tendance à la mondialisation. La diffusion mondiale des TIC a permis à des groupes de population auparavant isolés d'accéder aux informations et facilité les mobilisations sociales et politiques. Les nouvelles technologies ont en outre donné l'essor à de nouvelles formes de production, de diffusion et de consommation de contenus culturels. De plus, les logiciels *Open Source* ont été largement développés, diffusés et implémentés, aussi bien par de grandes entreprises que par des institutions publiques internationales. À travers le monde, les acquis positifs du développement technologique n'ont pourtant atteint les groupes de population les plus pauvres qu'avec un certain retard. Toutes les générations n'ont en outre pas montré les mêmes capacités d'adaptation à la mutation rapide des technologies et le fossé numérique a continué de se creuser.

Dans de nombreux pays, le développement de l'infrastructure est resté à la traîne de l'expansion vertigineuse des TIC. Le volume croissant des données a surchargé les canaux de diffusion et fragilisé l'infrastructure TIC. Sous l'angle social, la révolution numérique a soulevé des questions relatives à l'aliénation entre utilisateurs et non-utilisateurs des nouveaux moyens de communication, à l'affaiblissement de la protection des données, à la dépendance aux TIC, à la protection du droit d'auteur ou encore à la disparition des interactions sociales réelles au profit de communautés virtuelles. L'importance croissante d'Internet a entraîné une multiplication des cas de cybercriminalité, raison pour laquelle des réglementations internationales ont été introduites pour garantir la protection des données et du droit d'auteur.

La Suisse s'est assurée une position de pointe dans le développement des technologies les plus récentes, ce qui en a fait une cible de choix pour l'espionnage économique. Pour y faire face, des acteurs étatiques et non étatiques ont créé des partenariats public-privé et des pôles de savoir, afin de prévenir les incidents cybernétiques grâce à l'échange et à la mise en commun de leurs connaissances. À côté des aspects positifs de la technologisation, le développement et la diffusion de nouvelles technologies potentiellement dangereuses ont augmenté de manière exponentielle dans le monde. Le développement de nouveaux systèmes d'armes autonomes a entraîné de nouvelles formes de conduite de la guerre. L'évaluation des risques technologiques est devenue de plus en plus difficile et il a fallu procéder au réexamen critique de l'état des menaces qui pèsent sur la Suisse. Les technologies militaires de pointe, bien que disponibles, étant chères, la Suisse a dû continuer d'établir des priorités en matière d'acquisition d'armes.

Un accord sur des objectifs contraignants dès 2020 a constitué un succès pour la politique internationale du climat. La mise en œuvre de technologies plus efficaces et neutres au point de vue du CO₂, tant dans la production que dans la consommation, a contribué à ce que les objectifs nationaux dans le domaine du climat et de la réduction des émissions nocives ont été atteints en Suisse et que les émissions indigènes de gaz à effet de serre ont pu être réduites en 2030 de plus de 30 % par rapport à 1990.

À l'échelon mondial, le négoce institutionnalisé des certificats d'émission a créé des incitations pour que les grandes entreprises investissent dans la recherche et le développement de technologies moins gourmandes en énergie. L'augmentation de la consommation et de la production mondiales de biens n'en a pas moins entraîné une utilisation accrue des matières premières, dont la raréfaction a exacerbé la concurrence pour l'accès et les droits d'utilisation. Les investissements étrangers directs ont fait un bond en avant, notamment en Afrique et, dans une moindre mesure, dans les États sud-américains riches en matières premières. Il en est résulté une hausse continue des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ce qui s'est traduit en Suisse par une augmentation du coût de la vie pour les bas revenus. Cette hausse a de plus été particulièrement néfaste pour les domaines économiques gros consommateurs de ressources naturelles et d'énergie, entraînant un transfert de la croissance économique vers des branches moins dépendantes des matières premières et dont les modes de production sont moins énergivores.

De 2021 à 2030

Les économies nationales sont devenues de plus en plus dépendantes du commerce extérieur et l'intégration économique s'est renforcée. Une plus forte interconnexion entre les économies nationales n'a toutefois pas été la seule conséquence de la mondialisation accélérée. En raison de l'interdépendance croissante entre États, les crises et les risques mondiaux ont rapidement pu exercer un effet déstabilisateur. Des événements isolés ont pu déclencher des situations d'insécurité, des réactions en chaîne et donc de grosses pertes pour les marchés. Certains États sont devenus vulnérables à la suite d'une attaque terroriste ou de l'insolvabilité de grandes entreprises. La diffusion des TIC a permis à des acteurs non gouvernementaux de s'organiser et d'intervenir plus facilement, exerçant ainsi une grande influence sur l'opinion publique.

La puissance publique et l'ordre interétatique ont ainsi pu s'affaiblir dans certains États et certaines sous-régions. Dans des pays à déficit démocratique, surtout en Afrique, mais de plus en plus aussi en Asie, les conflits armés se sont multipliés en raison des inégalités persistantes. Ces conflits ont fortement entravé le développement économique des pays concernés.

La concurrence pour les matières premières a constitué une seconde source de conflit, impliquant avant tout des États d'Afrique mais aussi d'Amérique latine et d'Asie centrale. Des conflits armés ont également éclaté en Europe, dans d'importants pays de transit pour le gaz naturel et le pétrole, mais aussi en raison de tensions et de différends territoriaux hérités de l'histoire.

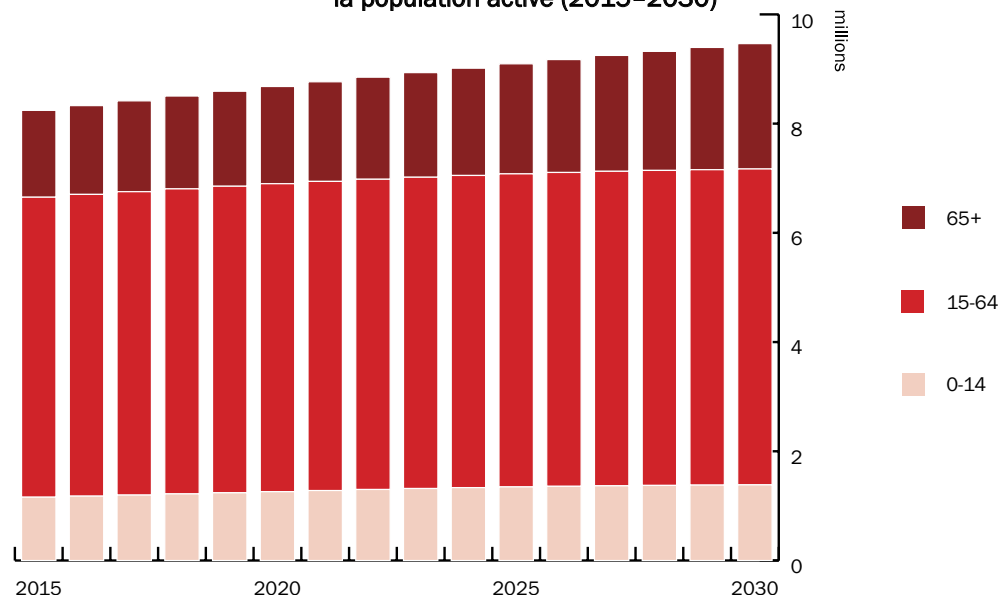
Des changements sont également apparus en Suisse. L'évolution technologique a renforcé le besoin de dispositions juridiques unifiées. La Confédération s'est donc vu confier de nouvelles tâches législatives (protection des données, droit d'auteur, par ex.). La centralisation qui en est résulté a affaibli la dynamique politique qui poussait à la création et à la consolidation de conditions-cadres économiques optimales. Les progrès de l'interconnexion économique et la mobilité croissante de la population ont également eu pour conséquences en Suisse que l'importance des régions métropolitaines comme centres économiques s'est accrue, alors que celle des frontières nationales et administratives a diminué. La capacité de la Suisse de s'adapter rapidement à cette nouvelle dynamique quand il a fallu mettre en œuvre des accords de libre-échange à l'échelon multilatéral et participer à l'élaboration de normes internationales contraignantes a été mise à rude épreuve.

La concurrence entre pays, régions et centres urbains pour attirer des entreprises s'est renforcée car le libre-échange et la mondialisation ont multiplié les pôles d'attraction commerciaux et financiers. Les facteurs favorisant une implantation en Suisse – comme la sécurité économique et politique, un régime fiscal

attractif et la qualité des infrastructures (chemins de fer, routes, crèches, etc.) – sont devenus de plus en plus marquants durant la période allant jusqu'à 2030. La stabilité des finances publiques a permis d'effectuer les investissements nécessaires au développement des infrastructures. Pour ce qui est de la concurrence fiscale internationale, la Suisse a pu préserver, voire renforcer, ses avantages comme site d'implantation, en conformité avec les normes globales. Les recettes fiscales ont continué d'augmenter, du fait du nombre croissant d'entreprises actives à l'échelle planétaire qui ont établi leur siège en Suisse.

La Suisse est devenue de plus en plus attractive comme lieu d'habitation et de travail pour les travailleurs étrangers hautement qualifiés, mais aussi pour ceux qui l'étaient moins. La part des travailleurs étrangers dans la population active a augmenté jusqu'à atteindre près d'un tiers⁷. L'immigration et les naissances ont accru la population résidente suisse d'environ 1 % par année en moyenne et le nombre d'habitants s'est élevé à quelque 9,5 millions en 2030. La proportion des plus de 65 ans augmente toutefois plus rapidement que celle des autres classes d'âge (voir graphique 1.1).

Graphique 1.1 : Évolution future de la population en Suisse, par groupes d'âge, et notamment évolution de la population active (2015–2030)



Source : Office fédéral de la statistique (OFS), « Les scénarios de l'évolution de la population de la Suisse 2010-2060 » (2010) (scénario « haut » B-00-2010)

L'augmentation de la population et la croissance économique ont entraîné la multiplication de sérieux goulets d'étranglement au niveau des infrastructures. De nouvelles technologies de gestion du trafic ont permis de mieux répartir la charge. Ces mêmes facteurs de croissance ont aussi provoqué une surchauffe du marché immobilier. Les agglomérations se sont étendues et les espaces métropolitains économiquement dynamiques se sont constitués en nœuds de l'économie globale. Sous l'angle de l'aménagement du terri-

⁷ Office fédéral de la statistique (OFS), « Les scénarios de l'évolution de la population de la Suisse 2010-2060 », 2010, scénario « haut », B-00-2010.

toire, le défi de réduire l'utilisation débridée des surfaces – pour défendre les intérêts de la nature, de la sécurité alimentaire, de la protection des paysages et de la protection des monuments historiques – est resté bien présent. Il en est résulté des incitations politiques et économiques à utiliser les terrains restants de manière plus efficace. Des mesures d'aménagement du territoire ont contribué à freiner quelque peu, vers la fin des années 2020, le mitage du territoire suisse.

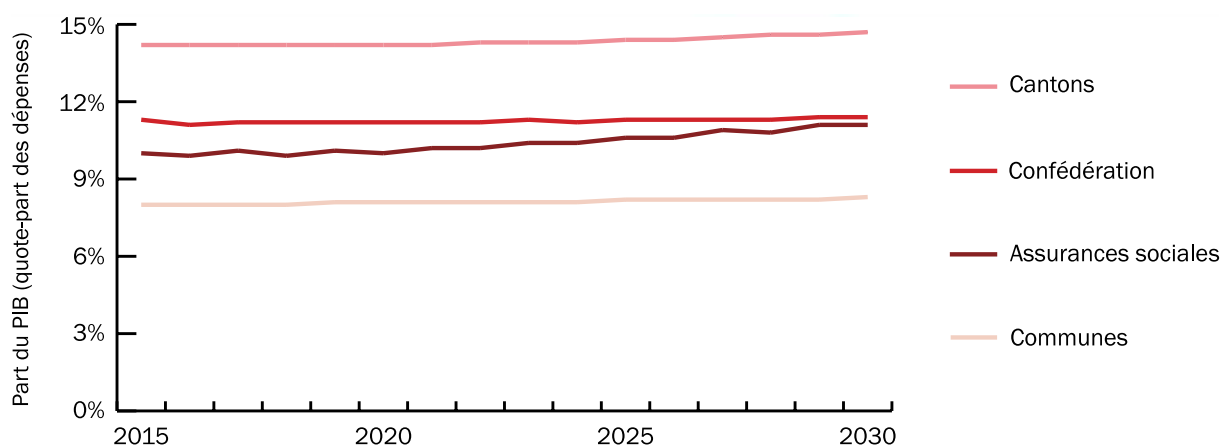
L'intensification écologiquement supportable de la production agricole en Suisse a été un succès, notamment en raison du progrès technique. Une stratégie parallèle a consisté à importer davantage de denrées alimentaires, pour couvrir des besoins croissants. Il en est résulté une sensibilisation accrue au problème des critères de production rigoureux appliqués en Suisse et au phénomène de l'accaparement des terres agricoles.

Le nombre de titulaires d'une maturité a augmenté en raison de la croissance démographique et de l'importance accrue que prend la formation dans la société du savoir. Une forte densité de hautes écoles en a été le corollaire. Le revers de la médaille a été que la formation professionnelle n'a plus été en mesure de couvrir les besoins en enseignants du secondaire supérieur et de la formation tertiaire non universitaire. Parallèlement, les offres de formation se sont multipliées dans le domaine des compétences interculturelles et des langues étrangères. Dans ce contexte, la Suisse a bénéficié de sa diversité culturelle et linguistique séculaire.

Les rapides progrès techniques, les gros investissements dans la recherche et le développement de même que la création de nouveaux emplois ont fait prendre de l'importance aux domaines des MINT et des technologies propres. L'attractivité de la formation dans ces branches s'en est accrue. La constellation de hautes écoles suisses réputées, en étroit contact avec l'économie, a attiré des étudiants, des chercheurs et des enseignants étrangers et rendu la Suisse attractive pour la recherche et l'innovation. Grâce à la diffusion des TIC, un plus grand nombre de personnes au total ont obtenu accès à la formation et pu se familiariser avec des langues étrangères.

Le progrès technique et l'automatisation, de même que la concurrence accrue et la délocalisation de la production à l'étranger, ont réduit les besoins de main-d'œuvre de diverses branches économiques et régions suisses. L'échange automatique d'informations entre machines et entre véhicules (la *Machine-to-Machine Communication*), bien établi dès le début des années 2020 et qui a remplacé le facteur humain comme instance de contrôle des processus de travail, a fortement contribué lui aussi à amplifier ce phénomène. La pression sur les salaires et les conditions de travail s'est donc accentuée, notamment pour les travailleurs moins qualifiés des secteurs et des professions qui n'ont pas bénéficié de la mondialisation. La résiliation des rapports de travail, tant de la part des employeurs que des employés, est devenue plus fréquente. La multiplication des contrats temporaires ou saisonniers est devenue la règle. Au milieu des années 2020, une bonne moitié des actifs travaillaient encore plus de trois ans pour un même employeur ; en 2030, cette proportion est tombée à un quart. Dans l'ensemble, les inégalités salariales ont augmenté, en raison de la flexibilisation et de la déréglementation du monde du travail, alors que la sécurité et la durée des rapports de travail s'orientaient à la baisse. Les contrats de travail portaient sur des engagements temporaires et se concluaient par l'intermédiaire de sous-traitants. Dans ces conditions, les syndicats ont eu de plus en plus de mal à atteindre les salariés. Une part croissante de la population s'est trouvée marginalisée par les mutations technologiques et économiques, ce qui a creusé les inégalités sociales. Des instruments comme l'offre de formations complémentaires et la création de forums pour les échanges culturels ont été introduits pour tenter de contrecarrer cette exclusion.

Graphique 1.2 : Évolution en Suisse des dépenses des pouvoirs publics corrélées à l'évolution démographique 2015 à 2030 (en pour-cent du PIB)



Source : Département fédéral des finances (DF), « Perspectives à long terme des finances publiques en Suisse », 2012 (scénario à solde migratoire haut, A-17-2010)

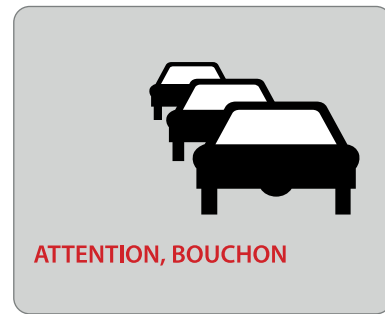
Dans les années 2020 à 2030, la génération des *baby-boomers*, nés en période de forte natalité, a atteint l'âge de la retraite, ce qui a mis l'accent sur la question du financement des assurances sociales (voir graphique 1.2).

L'éventail des salaires s'est élargi, du fait surtout de l'augmentation des hauts revenus, ce qui a suscité un débat sur la crise frappant la classe moyenne. Les assurances sociales ont dû introduire des mesures compensatoires en faveur des bas revenus et des revenus moyens. Des tensions sociales en ont résulté et la cohésion sociale s'en est trouvée menacée. À l'occasion d'une révision, le droit de la famille a été adapté à partir de 2020 à des formes non conventionnelles de vie en commun. L'offre de prise en charge extrafamiliale des enfants s'est fortement étoffée en Suisse, sous l'effet conjugué des besoins et du cofinancement par le secteur privé, et elle est devenue moins coûteuse pour les parents. Une organisation familiale moderne, dans laquelle les deux parents exercent une activité professionnelle et se partagent les tâches ménagères et éducatives, a défini la répartition du travail entre les sexes.

La société est devenue multiculturelle. Les changements économiques et sociaux, ainsi que la diversité culturelle croissante de la Suisse, ont déclenché un réflexe identitaire chez les perdants de la mondialisation, sous forme d'un renforcement de l'identité nationale, ce qui a attisé les tensions entre population de souche et population étrangère. Ces développements ont tendu vers une polarisation politique selon l'axe « progressiste-conservateur » et vers un affaiblissement des partis centristes. Pour apaiser les tensions sociales nées du contact avec la diversité culturelle, des institutions culturelles suisses se sont engagées à mieux faire connaître les langues, les traditions et les cultures de la Suisse, mais aussi des principaux groupes d'immigration. Dans ce contexte, le plurilinguisme de la Suisse s'est révélé un avantage qui a été cultivé par l'encouragement des échanges culturels et l'intensification de l'enseignement des langues à l'école.

L'espérance de vie moyenne a augmenté dans le monde. Des méthodes de diagnostic modernes ont permis de prolonger la vie des patients chroniques et contribué à ce qu'un nombre toujours plus grand de maladies puissent être détectées et soignées précocement. L'accroissement de la mobilité à l'échelle mondiale s'est accompagné d'une recrudescence du risque de pandémies. Grâce au progrès technique et à la collaboration internationale, des mesures préventives ont toutefois pu être opposées à l'apparition et à la propagation de ce type de maladies. La Suisse a pu y apporter son expertise.

La technologisation de la vie quotidienne a cependant fait naître des tableaux cliniques inédits et complexes. Alors que le groupe social qui a bénéficié des aspects positifs de cette ère dynamique a opté pour un mode de vie plus sain, une tendance inverse s'est dessinée dans les couches défavorisées. Le vieillissement démographique, de hauts revenus et l'apparition de réseaux mondiaux ont poussé la Suisse à transférer à l'étranger les soins et la prise en charge des personnes âgées fortunées. Grâce à l'efficacité du système de formation des professionnels de la santé, le nombre de spécialistes disponibles a été suffisant. Des mesures stratégiques visant à contrecarrer les processus évoqués plus haut ayant été introduites à temps, le système de santé suisse était toujours considéré en 2030 comme un des meilleurs au monde. L'augmentation du nombre de cas de maladies non transmissibles, liée au vieillissement de la population, a toutefois constitué un gros défi financier. Parallèlement au système de santé public, l'offre de soins privée s'est développée. La technologisation du secteur de la santé a favorisé le développement de la médecine de haute technologie et de la médecine de pointe en Suisse.



Attention, bouchon

Année 2030

La rivalité entre les États-Unis et la Chine a séparé le monde en deux zones d'influence. Ce conflit bipolaire a engendré une course aux matières premières, à l'innovation et au prestige. La recherche et le développement bénéficient donc d'un fort afflux de moyens, ce qui fait que la technologisation progresse à grands pas et a des effets considérables. Les incidents cybernétiques se multiplient. Suite à cette évolution et parallèlement à l'augmentation globale de l'instabilité et à la multiplication des conflits armés, l'état des menaces qui pèsent sur la Suisse se dégrade. Les liens transatlantiques entre les États-Unis et l'UE se traduisent par la conclusion d'un accord bilatéral de libre-échange. Après des réformes structurelles réussies, l'UE connaît un essor économique et la cohésion entre ses États membres en sort renforcée. Les relations entre la Suisse et l'UE se détériorent. La faible intégration économique de la Suisse soumet le secteur de l'exportation à forte pression.

Le vieillissement démographique s'accélère en Suisse. Le prolongement de la vie active vise à atténuer la pression financière sur les assurances sociales, en même temps que se développent de nouveaux modèles de travail, mieux adaptés aux besoins des travailleurs âgés. La proportion des travailleurs à plein temps et des femmes exerçant une activité professionnelle augmente. Les femmes accèdent en plus grand nombre et plus rapidement à des positions supérieures, que ce soit dans la politique, l'économie ou la société. La faible immigration de main-d'œuvre, les problèmes de financement des ménages et la pénurie de l'offre créent toutefois des lacunes dans la garde extrafamiliale des enfants et la prise en charge des personnes âgées et dépendantes. Le vieillissement démographique nécessite davantage de personnel soignant. Comme ce sont souvent les femmes qui sont chargées de s'occuper des personnes dépendantes dans le cercle familial, l'activité professionnelle et les tâches domestiques entrent en concurrence, ce qui débouche souvent sur une double charge de travail pour les femmes, avec notamment pour conséquence que le taux de natalité en Suisse continue de baisser.

L'augmentation du prix de l'énergie et des denrées alimentaires, de même que l'affaiblissement des liens économiques avec l'étranger, incitent la Suisse à réduire sa consommation d'énergie et à produire davantage de denrées alimentaires dans le pays. Grâce au savoir-faire technique et à une réglementation rigoureuse, l'efficacité énergétique peut être fortement améliorée, dans les domaines de la mobilité et de l'habitat par exemple.

De 2015 à 2020

Aussi bien la Chine que les États-Unis ont continué d'investir massivement dans le domaine technologique. La concurrence pour les matières premières et le renforcement des capacités militaires ont entraîné une véritable course aux technologies. Le contrat de longue durée portant sur la livraison de gaz naturel par la Russie à la Chine (accord de Shanghai) est entré en force à la fin des années 2010 et a prélué à un rapprochement entre les deux États. Alors que la Chine s'est sentie menacée par les États-Unis dans le Pacifique au sujet de la question de Taïwan, la Russie a nourri des craintes analogues concernant l'élargissement de l'OTAN en Europe. Le fossé Est-Ouest s'est creusé en Europe.

La course aux armements a poussé les États-Unis et la Chine à investir dans des programmes de recherche ambitieux. Les percées technologiques n'ont toutefois pas été dues aux seules interventions étatiques.

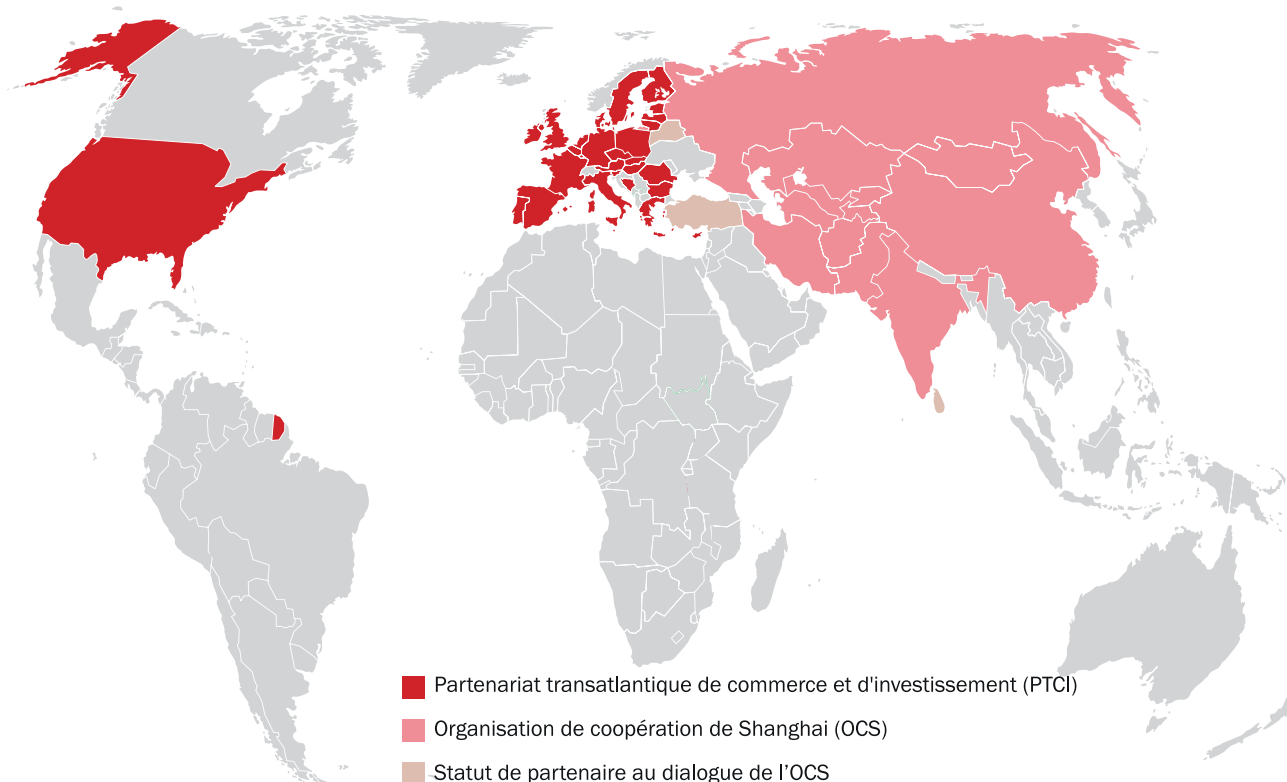
Des acteurs privés ont augmenté leurs dépenses de recherche et de développement, pour garder leur place dans la course aux matières premières devenues rares ou préserver leurs parts de marché.

Deux facteurs ont provoqué la détérioration de l'état des menaces pesant sur la Suisse dans le domaine des TIC. D'une part, les développements fulgurants enregistrés dans le domaine des TIC ont rendu les infrastructures critiques plus vulnérables ; d'autre part, l'échange de savoir-faire et le développement de technologies de sécurité ont été entravés par le manque de coopération internationale en matière de cybersécurité. La multiplication des incidents cybernétiques a accéléré le développement et la diffusion de technologies cryptographiques très avancées. De plus en plus de particuliers et d'entreprises ont ainsi pu chiffrer leur communication. Les États ont riposté en augmentant leurs capacités de calcul pour décoder ces communications. Le développement d'ordinateurs quantiques a fait un bond en avant.

Les nouvelles TIC ont en grande partie été conçues soit pour les infrastructures de l'Ouest, soit pour celles de l'Est. La diversité des langues et des normes a constitué une barrière, notamment sur Internet, à la diffusion des informations entre l'Ouest et l'Est. Des conflits entre États ont débordé sur l'univers numérique et les incidents cybernétiques, les vols et les manipulations de données, ainsi que les actes de sabotage, ont augmenté.

La croissance économique de la Chine s'est poursuivie en raison des conditions favorables à la production de biens. La balance commerciale de la Chine a été positive avec la plupart des pays. La Chine a saisi les occasions d'étendre son influence dans l'espace Asie-Pacifique et de la consolider dans le cadre d'une zone de libre-échange. L'influence économique et culturelle de la Chine s'est renforcée, d'une part grâce à l'exportation de biens, d'autre part grâce la diaspora chinoise, qui a fortement influencé les économies des Philippines, du Myanmar, de l'Indonésie, de la Thaïlande, de la Malaisie et de Singapour par exemple. Les conflits entre la Chine et les États du Pacifique que sont la Malaisie, le Vietnam, le Japon, les Philippines et la Corée du Sud ont dégénéré, et les États-Unis ont renforcé leur présence en multipliant leurs propres bases navales et porte-avions. Les États-Unis sont en même temps restés une puissance mondiale forte, que ce soit dans le domaine militaire ou du fait du rôle précurseur joué par les universités américaines en matière de recherche et d'innovation, ou encore par le biais de l'exportation de leur culture populaire. Les États-Unis et l'Europe ont pu resserrer davantage encore leurs liens économiques avec le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), entré en vigueur vers la fin des années 2010 (voir graphique 2.1).

Graphique 2.1 : Accords de libre-échange et sphères d'influence



Membres de l'OCS en 2015 : la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan

Entre 2015 et 2030, les pays suivants sont devenus membres de l'OCS : l'Afghanistan, l'Inde, la Mongolie, le Pakistan et le Turkménistan

Des réformes structurelles ont permis à l'UE de relever avec succès la plupart des défis économiques des deux premières décennies du XXI^e siècle. Dans le même temps, le marché intérieur de l'UE a bénéficié de l'accord de libre-échange conclu avec les États-Unis. Outre les mesures structurelles, l'essor économique a contribué à renforcer la cohésion entre les États membres de l'UE. C'est ainsi que cette dernière a recentré son action politique sur la maîtrise des défis internes plutôt que de revendiquer un rôle de *leader* à l'échelon multilatéral ou de poursuivre son expansion géographique. Les relations entre l'UE et la Suisse se sont détériorées. Les Suisses en ont éprouvé de grandes difficultés à trouver un emploi sur le marché européen de l'emploi, ce qui a contribué à modifier la répartition des Suisses de l'étranger dans le monde et à faire perdre à l'Europe une bonne part de son importance comme terre traditionnelle d'émigration temporaire ou à long terme pour la plus forte communauté d'expatriés suisses. L'UE ayant pu conclure un traité de libre-échange avec les États-Unis avant la Suisse, il en est résulté pour celle-ci de sérieux désavantages économiques. Les négociations sur un traité de libre-échange entre la Suisse et les États-Unis ont traîné en longueur et aucun accord n'a pu être conclu durant la période allant jusqu'à 2020. La faiblesse des liens économiques entre la Suisse et l'étranger a mis les entreprises exportatrices suisses sous pression et la main-d'œuvre a manqué en raison d'une immigration limitée. Le manque d'interconnexion a également porté préjudice à la place financière suisse, dont l'importance sur le plan mondial a décliné. La stabilité politique et celle de la devise sont restées quasiment les seuls atouts de la place entrepreneuriale suisse. La croissance économique du pays s'est ralentie, ce qui a mené à une baisse des recettes fiscales et à des goulets d'étranglement dans le financement des assurances sociales.

De 2021 à 2030

Dans le Pacifique, deux grandes puissances, certes dépendantes économiquement l'une de l'autre mais néanmoins rivales, se sont fait face. Cette rivalité s'est manifestée lorsque toutes deux ont voulu s'assurer l'accès aux matières premières : leur lutte d'influence autour des États d'Afrique, de la péninsule arabique et d'Asie centrale riches en matières premières s'est exacerbée.

Les deux parties ont encouragé de manière plus ou moins couverte des coups d'État et des guerres civiles. Pour des questions d'accès aux matières premières, notamment, la Chine s'est rapprochée de l'Iran, avec lequel elle a conclu des accords de collaboration commerciale. Les tensions entre les États-Unis et la Chine se sont accompagnées d'une recrudescence des conflits Est-Ouest en Europe. Les relations transatlantiques entre les États-Unis et l'Europe se sont intensifiées, la démarcation d'avec la Russie s'est encore accentuée. Quant aux relations entre l'UE et la Russie, la situation s'est détériorée sur le plan militaire et sur celui de la politique de sécurité. Pour faire contrepoids à l'élargissement de l'OTAN en Europe, la Chine et la Russie ont consolidé leur partenariat stratégique. À l'échelon régional, la coopération s'est renforcée dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) (voir graphique 2.1), qui a réglé les modalités de la coopération économique et politique entre la Chine, la Russie et d'autres États d'Asie centrale. La Russie présentait un intérêt particulier pour la Chine, en raison de ses réserves de gaz naturel, de charbon et d'uranium ; elle a donc étoffé les accords qu'elle a passés avec la Chine dans le domaine du commerce des matières premières. Le prix de celles-ci a augmenté sur le marché mondial pour deux raisons : d'une part, l'instabilité géopolitique et le recours à l'interruption des livraisons d'énergie comme moyen de pression ont accru l'incertitude de l'approvisionnement énergétique ; d'autre part, la demande a continué de croître en raison de l'augmentation de la population mondiale.

La hausse du prix des denrées alimentaires a été particulièrement forte. À long terme, les économies des États agricoles structurellement fonctionnels en ont bénéficié ; les investissements dans les capacités de production et de transformation locales ont été privilégiés. Ces pays ont ainsi pu faire reculer la pauvreté et les inégalités. Cette hausse a par contre creusé les inégalités dans les États à fort déficit démocratique. Les troubles sociaux et les soulèvements s'y sont multipliés. En raison de la politique menée par les grandes puissances, les institutions multinationales ont été moins à même de pallier les pénuries les plus criantes. Les conséquences du changement climatique ont aggravé ces problèmes et le nombre de réfugiés a augmenté dans le monde. La Suisse est restée une destination importante pour ces derniers.

Dans les pays riches en matières premières mais marqués par l'inégalité et l'instabilité, la colère populaire s'en est prise aussi bien aux gouvernements corrompus qu'aux entreprises étrangères actives dans les matières premières et les infrastructures. Pour éviter de mettre en péril l'attractivité du site et la croissance économique, les États concernés ne sont intervenus que mollement pour faire respecter les droits de l'homme et les normes sociales et environnementales applicables aux activités des entreprises. Les critiques à l'encontre du secteur des matières premières se sont également multipliées dans la société civile occidentale. La présence d'hommes d'affaires fortunés provenant de pays riches en matières premières et soumis à des régimes autoritaires a par ailleurs présenté un risque pour la Suisse.

L'instabilité géopolitique et la course aux matières premières ont créé des conditions favorables au crime organisé. La pénurie de matières premières en a rendu l'extraction et la contrebande très rentables. La multiplication des actes de piraterie maritime contre des pétroliers et des cargos a rendu les voies commerciales internationales dangereuses. La rivalité entre grandes puissances a entravé la collaboration internationale dans la lutte contre ces organisations. De plus en plus souvent, la Suisse a servi de position de repli et de base logistique pour des activités criminelles ; l'abus de la place financière suisse pour y

effectuer des transactions illégales est devenu plus fréquent. C'est ainsi que des organisations criminelles ont essayé de noyauter des secteurs économiques en Suisse même. La numérisation croissante a produit une masse de plus en plus grande de données stockées et traitées. L'accès aux données et aux unités de stockage de celles-ci a soulevé des questions inédites dans le domaine de la protection des données et de la sécurité de l'information. Les normes légales internationales applicables au traitement des données par les particuliers et les autorités n'ont pas pu s'imposer, en raison du manque de coopération internationale. Du fait de ses dispositions réglant la protection des données, de sa situation géographique et de sa stabilité politique et juridique, la Suisse est devenue un site d'implantation privilégié pour les centres de calcul. La dépendance à l'égard de ces centres et des réseaux informatiques est devenue comparable à la dépendance à l'égard de l'eau et de l'électricité ; la vulnérabilité des infrastructures critiques s'est accrue.

L'état des menaces pesant sur la Suisse s'est également dégradé du fait de l'instabilité géopolitique et de ses corollaires, que ce soit le terrorisme, la piraterie ou l'atteinte à l'intégrité physique ou aux biens de citoyens suisses, dans le pays comme à l'étranger. Dans le domaine des techniques de l'armement, on a assisté à une diffusion incontrôlée d'armes de précision modernes. Les entraves rencontrées par la Suisse pour accéder au marché européen de l'armement ont rendu le maintien de la défense nationale plus difficile pour un certain temps, et les acquisitions ont été diversifiées. L'adaptation des instruments de la politique de sécurité, rendue nécessaire par la détérioration de la situation en Europe, n'a été engagée qu'avec réticence et très tardivement.

La course aux technologies ne s'est aucunement limitée à l'armement et aux programmes spatiaux. Elle s'est étendue aux domaines des technologies de l'énergie, des TIC, ou encore des biotechnologies et des nanotechnologies. Les entreprises de ces branches ont réalisé des progrès remarquables. Les énergies et les matières premières renouvelables ont été mises en œuvre avec une efficacité croissante (la consommation d'énergie par personne en Suisse a régulièrement diminué depuis la fin des années 90, voir graphique 2.2). Des technologies et des substances nouvelles ont toutefois créé des risques écologiques encore impossibles à évaluer. Le manque d'interconnexion économique a rendu les conditions dans lesquelles s'effectuent la recherche et le développement plus difficiles pour les PME innovantes, du fait des obstacles opposés à leur participation aux programmes scientifiques internationaux. La formation universitaire a quelque peu perdu de son attractivité en raison des limites imposées à la mobilité internationale. La formation professionnelle, par contre, a été légèrement avantagée par sa proximité avec le monde du travail et par la flexibilité de ses filières.

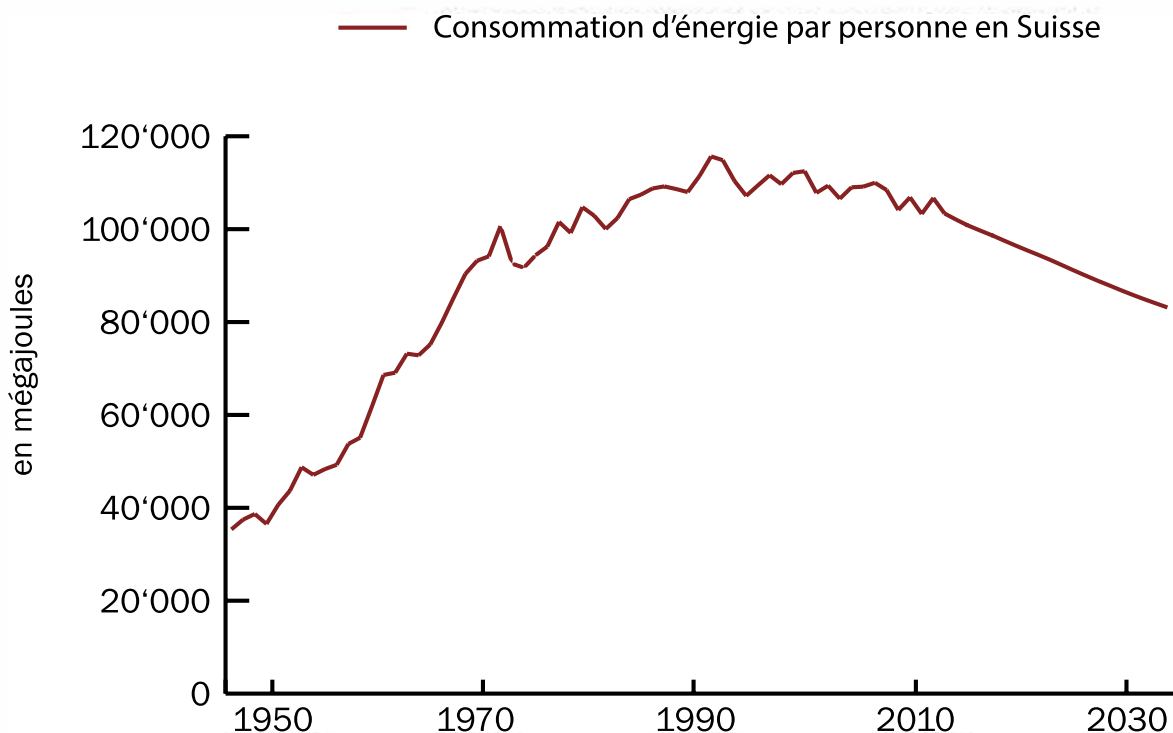
La technologisation a modifié le monde du travail. Les exigences imposées aux travailleurs ont augmenté, la vie professionnelle et la vie privée sont devenues plus difficiles à concilier. La flexibilité du travail s'est accrue du fait de son indépendance croissante à l'égard du lieu où l'activité professionnelle s'exerce. Les contacts informels se sont multipliés dans la vie privée, alors que la participation à des associations, par exemple, a continué de diminuer. La situation économique tendue a par contre renforcé en Suisse le besoin de sécurité et de communauté, ainsi que le retour aux valeurs traditionnelles. Les modes de vie différents sont devenus plus fréquents : c'est ainsi que le nombre de personnes vivant dans un ménage pluri-générationnel et plurifamilial ou dans une famille recomposée a augmenté.

Le taux de natalité en Suisse a continué de baisser dans les années 2015 à 2030. Parallèlement, la classe d'âge la plus nombreuse, la génération des *baby-boomers*, a quitté la vie professionnelle durant les années 2015 à 2025. Alors que l'immigration en provenance de l'espace européen a diminué, la Suisse a continué d'être un pays de destination attractif pour les migrants en provenance d'États africains, asiatiques et latino-américains. L'immigration n'a cependant fait que repousser les problèmes liés au vieillissement de la population. Pour réduire les goulets d'étranglement, de nouvelles réformes de la prévoyance vieillesse et le prolongement de la vie active ont visé à réduire la pression subie par les assurances sociales. Les em-

ployeurs ont développé de nouvelles formes de travail. Le travail à plein temps et le travail à temps partiel ont été aménagés pour correspondre aux besoins des travailleurs âgés. Simultanément, un plus grand nombre de femmes ont exercé une activité professionnelle et travaillé à plein temps plutôt qu'à temps partiel. Au début, cette évolution a contraint les femmes à assumer une double tâche assez lourde car il a d'abord fallu étoffer les structures à même de s'occuper des enfants et des personnes dépendantes.

Le secteur de la santé a été particulièrement touché par le vieillissement démographique et la faible immigration de spécialistes. Il a fallu renforcer la formation et le perfectionnement des professionnels de la santé. L'espérance de vie ayant augmenté, la demande de prestations adaptées aux besoins de la population s'est accrue. La prise en charge et les soins ont de plus en plus été délocalisés à l'étranger. Pour pallier le manque de personnel, l'efficacité et l'efficacités des prestations médicales ont été augmentées par le recours à des technologies modernes. Les dossiers des patients n'ont plus été traités que sous forme électronique. Il en est résulté que le contact entre patients et spécialistes médicaux a pris un tour de plus en plus virtuel, à travers la télémédecine. La médecine hautement spécialisée et personnalisée s'est répandue elle aussi.

Graphique 2.2 : Consommation d'énergie par personne en Suisse 1950-2030



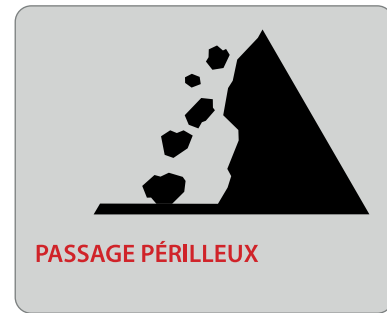
Source : Prognos, 2012, in : Office fédéral de l'énergie (OFEN.) : « Perspectives énergétiques 2050 » (2013), résumé (scénario « Mesures politiques du Conseil fédéral », sans le trafic aérien international, sans différence statistique)

En raison du taux d'immigration relativement bas, la demande de logements en Suisse a connu un certain tassement. La situation s'est donc également détendue en ce qui concerne le prix des terrains à bâtir. Par contre, la nécessité d'optimiser l'utilisation de ces terrains est devenue moins pressante. La tendance

à quitter la ville pour gagner l'agglomération s'est poursuivie. Des PME actives dans le domaine des technologies se sont ainsi fréquemment installées en zone rurale.

Le manque d'intégration économique et la hausse du prix des matières premières ont provoqué un fléchissement de la demande d'énergie en Suisse. Le développement des énergies renouvelables a aidé à accroître la part de la production électrique indigène. Les microcentrales et les réseaux intelligents ont permis d'optimiser la consommation. La production et la consommation d'électricité se sont décentralisées. L'efficacité énergétique a également été améliorée du côté des utilisateurs, notamment dans les domaines du bâtiment et de la mobilité.

En matière d'approvisionnement alimentaire, l'intensification écologiquement supportable de la production a rencontré un certain succès, fondé entre autres sur le progrès technique. Les investissements dans la production hors des zones agricoles, appelée *urban farming* lorsqu'elle se situe en ville, se sont en outre multipliés. Le prix élevé des matières premières a par ailleurs stimulé les efforts visant à boucler les cycles d'utilisation des matériaux : c'est ainsi, par exemple, que les eaux usées sont devenues source de phosphore, de biogaz et d'engrais.



Passage périlleux

Année 2030

Le monde est morcelé en régions séparées les unes des autres et dominées chacune par une puissance régionale. Le Brésil poursuit ainsi sa politique hégémonique en Amérique latine, la Russie en Asie centrale, la Chine dans la région Asie-Pacifique, l'Inde sur le sous-continent indien et l'Afrique du Sud dans l'Afrique centrale et méridionale. L'espace économique européen perd de sa cohésion et de sa puissance. Les États-Unis eux-mêmes sont aux prises avec des difficultés intérieures et économiques. Les différentes puissances régionales changent fréquemment d'alliances, et s'opposent dans des conflits commerciaux. Tout cela se traduit par une instabilité des rapports de force géopolitiques. L'accès aux ressources naturelles (eau, sols, etc.) et aux matières premières est utilisé dans ce contexte comme moyen de pression. Ce facteur, auquel s'ajoute la croissance démographique globale, pousse partout à la hausse les prix de l'énergie. L'économie mondiale est dominée par des marchés nationaux et sous-régionaux cloisonnés. La conjoncture internationale reste atone, ce qui pèse aussi par contrecoup sur la croissance suisse. La situation économique difficile entraîne peu à peu une perte de confiance dans les grandes institutions internationales, pour le plus grand bénéfice des États nationaux.

Les obstacles au libre-échange amènent la Suisse à se concentrer fortement sur son marché intérieur. Elle n'entretient que peu de relations économiques avec l'étranger, car de nombreux accords de libre échange n'ont pu être conclus ou reconduits, et ceux qui sont en vigueur perdent de leur importance. La situation économique précaire conduit à une augmentation du chômage, qui elle-même réduit l'attractivité de la Suisse en tant que pays d'immigration, ce qui se répercute sur le taux de natalité. La main d'œuvre jeune qui vient s'établir en Suisse étant désormais peu nombreuse, le vieillissement de la population et, par voie de conséquence, la pression sur l'État social s'aggravent. Cette pression provoque l'éclosion d'un système social de milice et la redécouverte d'un sentiment d'appartenance communautaire au niveau local.

La crise économique qui perdure prive de moyens financiers des pôles de recherche et de technologie précédemment à la pointe du secteur. En outre, une coopération intergouvernementale déficiente et le risque d'espionnage conséquent qui en résulte font obstacle partout dans le monde au progrès et à l'innovation. La pénurie de chercheurs étrangers hautement qualifiés aggrave également cette tendance en Suisse.

De 2015 à 2020

À la fin des années 2010, l'ordre mondial était multipolaire et caractérisé par des coalitions internationales changeantes. Les intérêts nationaux des puissances hégémoniques régionales prévalaient sur les règles internationales. En compétition les unes avec les autres, ces puissances régionales s'attachaient à ver-

rouiller leurs sphères d'influence respectives. Les politiques mettaient en avant leurs racines nationales afin de renforcer leur position sur le plan intérieur. Comme le désir des puissances régionales d'influencer et de contrôler l'opinion publique était contrecarré par Internet et les médias sociaux, les populations de certains États ou de certaines régions se sont vu couper l'accès à Internet. Celui-ci a été remplacé par plusieurs réseaux fermés dont chacun relevait de la sphère d'influence d'une puissance régionale, et qui ne proposaient que des contenus émanant de fournisseurs publics ou commerciaux⁸.

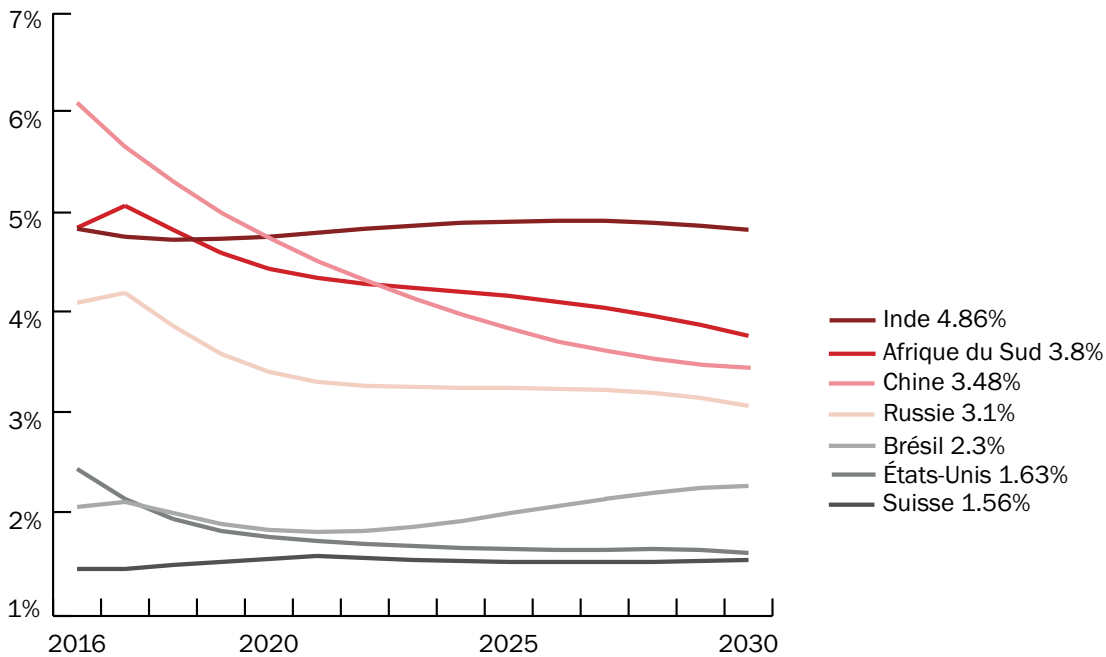
Lorsque les sphères d'influence se chevauchaient, il en résultait des conflits politiques ou militaires, ainsi en mer de Chine méridionale, dans la région de la Mer noire, dans la corne de l'Afrique ou encore au Proche-Orient et au Moyen-Orient. Au centre de ces conflits se trouvaient la maîtrise des ressources naturelles, la propagation de la foi vue comme seule vraie, l'accès aux débouchés pour les produits d'exportation et la consolidation de sa propre hégémonie régionale. L'accès aux matières premières et aux voies de transport était également utilisé à cet égard comme moyen de pression, ainsi dans le domaine de l'énergie, ce qui soumettait les marchés et l'économie mondiale à des chocs douloureux. Le conflit qui opposait l'Arabie saoudite et l'Iran, tous deux puissances régionales, a entraîné la radicalisation des communautés sunnite et chiite dans l'ancienne Mésopotamie, autour de la Méditerranée et dans la péninsule arabique, ce qui a renforcé l'islam politique.

Des mouvements islamistes ont tenté sur toute la planète de modifier les normes sociales et juridiques de façon à les rendre compatibles avec leur vision du monde. Les normes qu'ils cherchaient à imposer étaient en contradiction aussi bien avec le droit suisse qu'avec une conception moderne des droits de l'homme. L'instabilité qui ne cessait de régner en Irak et en Syrie a amené des vagues de réfugiés de guerre venus du monde arabe à tenter de rejoindre l'Europe. Les conflits régionaux au Maghreb et en Afrique noire ont encore gonflé l'afflux global de réfugiés.

La forte croissance démographique des pays émergents a entraîné une augmentation de la consommation et donc des prix de l'énergie sur le marché mondial. Si cette situation a bénéficié aux pays exportateurs d'énergies, la croissance économique des pays importateurs a pâti des prix élevés. L'UE et les États-Unis, gros importateurs notamment d'uranium, ont ainsi connu un ralentissement de leur croissance, alors que cette dépendance a favorisé les pays exportateurs de ce minerai, tels le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud, mais aussi les pays situés dans leur zone d'influence, comme le Kazakhstan ou la Namibie. Les prix élevés des matières premières et de l'énergie ont provoqué une hausse des prix à la consommation dans les pays importateurs et un risque d'inflation. À l'inverse, du côté des pays exportateurs, les prix élevés de l'énergie se sont traduits par un excédent de la balance commerciale qui a poussé à la hausse le taux de change, affectant par-là la compétitivité des autres secteurs exportateurs sur le marché mondial.

⁸ Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS) : « Global Trends 2030 – Citizens in an Interconnected and Polycentric World », Paris, 2012, www.iss.europa.eu (état : 24.11.2014) p. 37.

Graphique 3.1 : Évolution comparée de la croissance annuelle du PIB de la Suisse, des États-Unis et des BRICS (2016 à 2030)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Perspectives économiques », n° 95, mai 2014
Long-term Baseline Projections (Volume PIB, par rapport à l USD 2005)

La crise financière et les crises économiques qui s'en sont suivies au début du XXI^e siècle ont détérioré la situation économique dans les pays occidentaux. La politique de taux d'intérêt bas suivie par les banques centrales de ces derniers a achevé de déstabiliser les devises concernées, au point de générer de l'inflation. Aux États-Unis et dans plusieurs pays de la zone euro, la diminution des recettes fiscales a creusé la dette, ce qui, ajouté à des difficultés de croissance structurelles, a réduit la marge de manœuvre financière et le pouvoir économique des pays concernés. Simultanément, certaines puissances économiques régionales comme les BRICS gagnaient en importance. Le produit intérieur brut (PIB) des puissances régionales a augmenté plus rapidement que celui des économies nationales occidentales (voir graphique 3.1), même si la croissance de ces puissances restait bridée en raison des possibilités d'exportation limitées offertes par le marché mondial. Grâce à la croissance démographique, notamment de la classe moyenne, il a été possible d'accroître la production et la consommation. En outre, la politique protectionniste des pays précités a permis la création d'un cadre favorable à l'économie indigène, quand elle n'a pas soutenu directement celle-ci au moyen d'aides financières directes.

Si les puissances régionales disposaient des matières premières et des énergies dont elles avaient besoin pour produire, c'est qu'elles pouvaient les trouver à des conditions avantageuses sur leur territoire national, ou, à défaut, dans les pays situés dans leur sphère d'influence. Les exportations des pays émergents concurrençaient durement les exportations occidentales, permettant par exemple à la Chine d'afficher une

balance commerciale positive vis-à-vis des États-Unis et de l'UE et d'accumuler des réserves de devises grâce auxquelles elle a pu allouer des prêts à des pays occidentaux endettés. De nouveaux pôles économiques ont émergé dans l'économie mondiale, ce qui a encore accru la pression concurrentielle sur la place financière suisse.

Certains pays riches en matières premières, comme la Russie ou l'Iran, ont étendu leur influence dans l'UE grâce aux ressources dont ils disposaient et en leur qualité de crédateurs. La dégradation de la situation économique de l'UE a entraîné la montée du chômage, et avec elle la disparition progressive de la confiance des citoyens dans le projet européen. L'UE en tant qu'institution a perdu de son importance, y compris en tant que partenaire commercial de la Suisse. La croissance économique de certains anciens pays d'émigration et la situation économique difficile des pays occidentaux a modifié les flux traditionnels de la migration de travail, les puissances régionales attirant de plus en plus de main d'œuvre, et notamment de main d'œuvre hautement qualifiée, vers les centres économiques mondiaux qu'elles abritaient désormais.

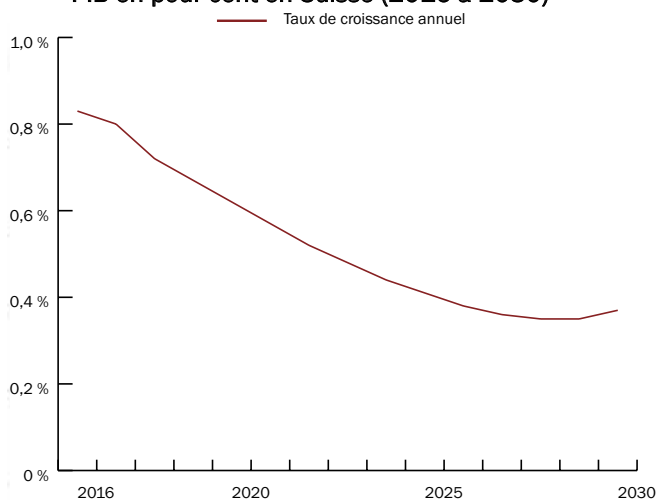
Du fait de l'intégration insuffisante de la Suisse en réseau, la situation s'y est beaucoup dégradée, la croissance annuelle du PIB baissant depuis 2015 (voir graphique 3.2). Si le délabrement de la conjoncture s'est traduit par un chômage élevé qui a fortement réduit l'attractivité du pays pour la main d'œuvre étrangère, la Suisse n'en est pas moins restée une destination privilégiée pour les mouvements de réfugiés provoqués par les différents conflits. A cela s'est ajouté que les Suisses, et plus particulièrement les Suisses les plus qualifiés, ont eu de plus en plus tendance à émigrer, ce qui a encore aggravé la pénurie de main d'œuvre.

Les négociations menées en vue de définir au niveau international des normes écologiques applicables à l'exploitation des matières premières n'ayant pas abouti, les pays concernés ont connu une nette dégradation de leur environnement. L'extraction de ces matières premières s'est en effet accompagnée de l'utilisation de substances dangereuses qui ont en partie détruit le milieu naturel. Les conditions de travail étaient souvent précaires. Par ailleurs, l'urbanisation a sensiblement progressé dans les nouveaux centres de l'économie mondiale, ce qui a encore accru la pression des agglomérations sur l'environnement. La croissance économique s'est globalement traduite par une augmentation des émissions de gaz à effets de serre.

De 2021 à 2030

A mesure qu'elles concentraient le pouvoir économique, les puissances régionales devenaient aussi à l'échelle régionale des puissances politiques. Fortes de ce nouveau pouvoir, elles ont revendiqué une influence accrue au sein des organisations internationales et des réformes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Mais les pays industriels occidentaux n'étant pas disposés à renoncer à leur propre domination, les réformes exigées ont échoué, ce qui a entraîné la paralysie des organisations concernées. Les valeurs qu'elles promouvaient, telles la démocratie ou les droits de l'homme, ont été vues de plus en plus comme un moyen pour l'Occident d'étendre son pouvoir, ce qui a provoqué leur rejet.

Graphique 3.2 : Evolution du taux de croissance du PIB en pour-cent en Suisse (2016 à 2030)



Source : Département fédéral des finances (DF), « Perspectives à long terme des finances publiques en Suisse », 2012 (scénario de base A-00-2010, hypothèse d'une productivité faible)

Le blocage touchait aussi bien les accords internationaux existants que l'élaboration de nouvelles règles économiques et politiques. Le consensus se limitait à la non-remise en cause de certains standards humanitaires minimaux. Ces évolutions se sont traduites par une perte de rayonnement de la Genève internationale, d'autant que plusieurs organisations internationales majeures ont fini par céder au chant des sirènes de puissances régionales et y ont déplacé leur siège. La position de la Suisse dans le contexte international s'est dégradée et elle a vu diminuer ses capacités d'influence.

L'UE et l'OTAN ne disposant plus des moyens financiers leur permettant de maintenir leur domination en matière de sécurité, l'instabilité s'est accrue en Europe centrale. La Russie gagnant simultanément en puissance, les risques de conflit se sont aggravés le long de la ligne de faille géopolitique qui sépare est et ouest, le Kremlin n'hésitant pas à appuyer par des moyens militaires les prétentions qu'il affichait quant à l'élargissement de sa sphère d'influence en Europe orientale. L'afflux de réfugiés en provenance des zones de conflit a conduit à fragiliser l'application de la convention de Dublin prévoyant le renvoi vers le premier pays d'accueil. La montée en puissance des BRICS a par ailleurs elle aussi modifié les flux migratoires dans ces pays.

Les risques de conflit se sont accrus le long des frontières – qui souvent se chevauchaient – entre les zones d'influence géopolitiques des puissances régionales. Le morcellement de la planète a entraîné un recul de l'entraide judiciaire, et l'apparition de gouvernements autocratiques, tout comme l'absence de démocratie, ont mis en péril l'état de droit. Cette situation a favorisé les agissements du crime organisé. L'affaiblissement de la coopération internationale en matière de sécurité et de police a été pour la Suisse synonyme d'aggravation de la menace, avec une augmentation du risque de voir les activités illégales se multiplier et la place financière suisse abriter des transactions illégales destinées à financer des groupes terroristes. En raison de sa lenteur, le progrès technique n'a guère modifié la dimension technologique de la menace. Les activités terroristes obéissaient principalement à des scénarios articulés autour de menaces classiques ou de basse technologie. Les différends commerciaux et le non-respect de normes internationales, comme les violations du droit international ou des règles de l'OMC, ont débouché sur des sanctions réciproques de la part des blocs concernés, avec pour conséquence l'apparition de marchés cloisonnés au niveau national ou sous-régional. La précarité de l'approvisionnement, l'incertitude juridique liée aux litiges commerciaux, les obstacles au commerce et les politiques hégémoniques ont notamment nui aux pôles économiques des anciennes grandes puissances. L'économie mondiale s'est trouvée dans l'incapacité de décoller, ce qui s'est répercuté sur l'économie suisse (voir graphique 3.2), laquelle s'est vue contrainte de se replier davantage sur elle-même.

La raréfaction des moyens publics a conduit en Suisse à déléguer à des échelons inférieurs, soit aux niveaux cantonal et intercantonal, des missions précédemment remplies au niveau fédéral. Les fusions de communes se sont poursuivies. En raison de l'émigration, les régions périphériques, notamment, n'ont plus été en mesure de mener une existence autonome. Cette situation a conféré une importance nouvelle aux transferts de ressources et par conséquent aux cantons en leur qualité de parties prenantes de la péréquation financière. La concurrence fiscale s'est durcie. S'ajoutant à l'effet des baisses d'impôt, le ralentissement de la croissance économique a entraîné une diminution des rentrées fiscales, ce qui a pesé sur les finances publiques et obligé les autorités à multiplier les mesures de restructuration budgétaire.

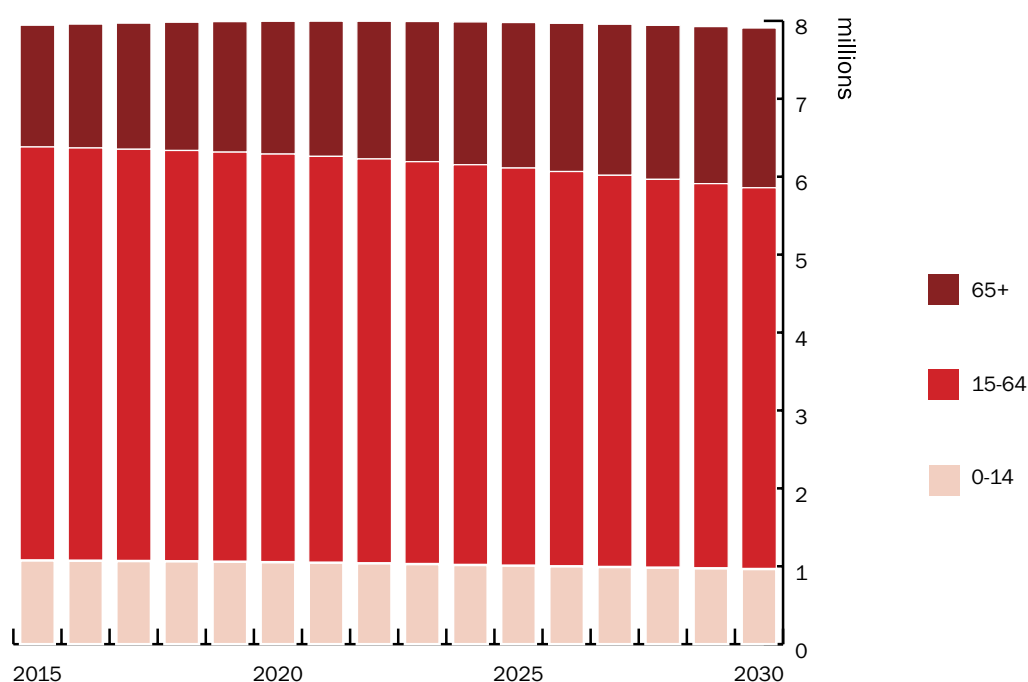
En matière de propriété intellectuelle, les puissances régionales ont fixé leurs propres règles. C'est ainsi que l'espionnage économique est devenu un moyen légitime pour accéder aux technologies de pointe, qui ont cessé d'être l'apanage de l'Occident. Plusieurs évolutions globales intervenues dans le domaine des TIC, notamment la multiplication des possibilités d'espionnage via Internet, ont encore renforcé cette tendance. Ces deux facteurs, soit l'essor de l'espionnage économique et l'affaiblissement de la protection de

la propriété intellectuelle, ont entraîné un alourdissement du coût de la recherche et développement et par là une diminution du bénéfice induit, l'innovation ne constituant plus un avantage concurrentiel. Les instituts de recherche, privés comme publics, ayant moins de raisons d'investir dans la recherche et développement, cela a provoqué partout un ralentissement du progrès technique. L'attractivité de la Suisse en tant que pôle de recherche a pâti d'une mobilité internationale devenue plus difficile, ce qui a bridé la recherche et porté atteinte à la capacité d'innovation de la Suisse.

La prospérité croissante des consommateurs dans les pays émergents a entraîné une augmentation supplémentaire de la demande globale en produits alimentaires de qualité, occasionnant une hausse des prix qui a également renchéri les importations de denrées alimentaires de la Suisse. Face à cette difficulté et compte tenu de l'intégration économique faible du pays, il a été décidé de développer la production indigène. Les progrès techniques restant limités, cet objectif a été atteint principalement au moyen de mesures de protection systématiques et de déclassements en zone agricole, mais aussi en produisant parfois des denrées alimentaires hors des surfaces agricoles et dans les régions d'estivage.

Dans le domaine de l'énergie, il n'a été possible que de manière très limitée de relever le degré d'autoapprovisionnement. Face à des prix de l'énergie qui s'envolaient, les consommateurs ont privilégié des modes d'utilisation efficaces et économes. Tandis que sur le Plateau les sols donnaient lieu à des conflits d'usage, les régions rurales étaient confrontées à l'émigration. Mais la diminution de la population en Suisse a eu aussi pour effet une moindre sollicitation des infrastructures de transport, dont le financement était désormais compromis pour cause de sous-exploitation des capacités, notamment dans les régions périphériques. Les conséquences de la compression des investissements réalisés au titre du maintien des infrastructures se sont fait sentir dès les années 2030.

Graphique 3.3 : Évolution future de la population en Suisse, par groupes d'âge, et notamment évolution de la population active (2015 à 2030)



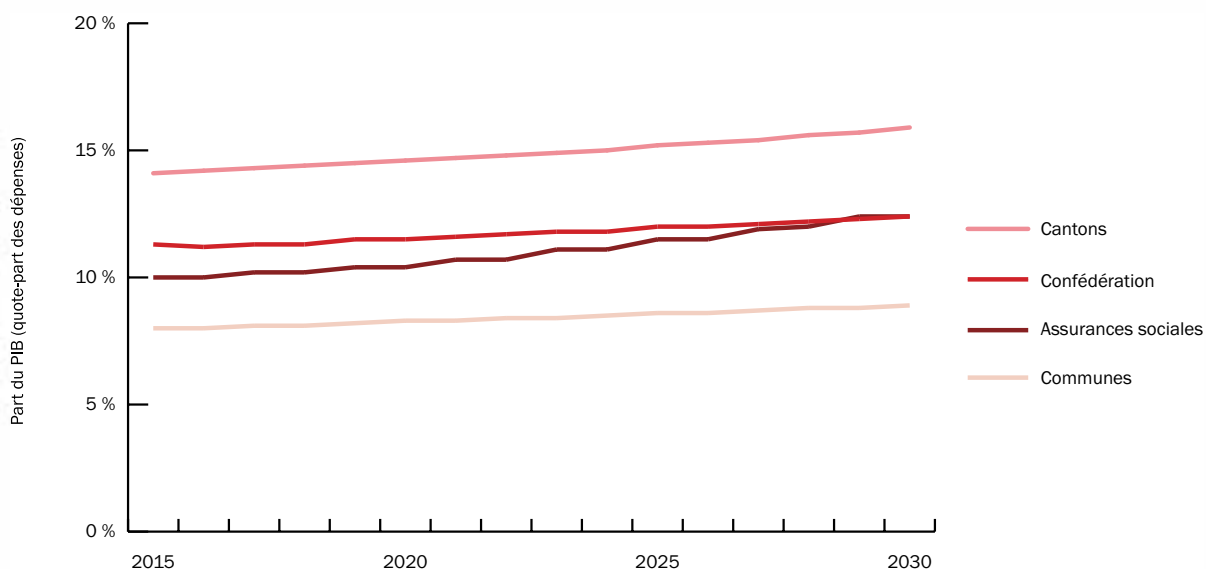
Source : Office fédéral de la statistique (OFS), « Les scénarios de l'évolution de la population de la Suisse 2010-2060 » (2010) (scénario « bas » C-00-2010)

La pression économique a entraîné un délitement de la cohésion sociale. De même, la stagnation économique, le chômage élevé, la faible croissance démographique et le vieillissement de la société ont progressivement mis à mal les finances publiques (voir graphique 3.4). La population résidante permanente, qui s'était mise à stagner à partir de 2015, ne s'élevait plus qu'à quelque 7,9 millions de personnes en 2030 (voir graphique 3.3). Le nombre des moins de 65 ans a progressivement diminué, tandis que croissait le nombre des plus de 65 ans. Les assurances sociales étant alors confrontées à des difficultés de financement, les prestations sociales ont été rognées et les prestations complémentaires, remises en cause. Le nombre des familles à un seul revenu a augmenté, de même que le nombre des personnes travaillant à temps partiel et la part des personnes exerçant plusieurs emplois faiblement rémunérés.

La prise en charge et l'accompagnement social des plus jeunes et des plus vieux ont été dévolus à la famille, empêchant désormais les jeunes parents de choisir librement entre exercer une activité lucrative, d'une part, et s'occuper des enfants ou des aînés, d'autre part. Le taux de natalité s'est effondré. La proportion des actifs dans la population totale n'a cessé de diminuer (voir graphique 3.3), de même que, parmi les actifs, la part des femmes. Ces facteurs ont créé une spirale descendante qui a notamment débouché sur des conflits entre les générations.

La précarité matérielle a cependant suscité une solidarité accrue sur le plan privé. Les habitants de Suisse se sont montrés davantage disposés à effectuer bénévolement certains travaux, dans l'esprit d'un système social de milice. La famille traditionnelle est revenue en force, et avec elle les valeurs et les pratiques d'antan. La redécouverte du lien communautaire a remis à l'honneur les langues nationales et les dialectes, ce qui a permis de sauvegarder leur richesse et leur diversité. Le contexte international incertain et la situation économique tendue ont renforcé le besoin de sécurité et de stabilité chez les habitants de Suisse. Les partis conservateurs ont vu affluer les électeurs.

Graphique 3.4 : Évolution en Suisse des dépenses des pouvoirs publics corrélées à l'évolution démographique 2015 à 2030 (en pour-cent du PIB)



Source : Département fédéral des finances (DFP), « Perspectives à long terme des finances publiques en Suisse », 2012 (scénario de base A-00-2010)

L'évolution démographique a entraîné non seulement une pénurie de personnel soignant, mais aussi des difficultés pour financer les besoins de la génération du *baby-boom* qui à partir des années 2020 est devenue de plus en plus dépendante (voir graphique 3.4). Conséquence : les soins médicaux ont de manière croissante été dispensés en fonction de l'âge des patients. Le recrutement de main d'œuvre à l'étranger lui-même n'a pas permis de résorber la pénurie de personnel. Si l'accès aux soins de santé primaires restait une priorité, les difficultés financières auxquelles était confronté le secteur de la santé trouvaient leur reflet dans une moindre qualité de la prise en charge des patients. Cette situation a encore été aggravée par des difficultés budgétaires affectant la formation du personnel soignant. Comme la part relative des dépenses de santé des ménages suisses ne cessait de s'alourdir, les comportements de santé individuels se sont améliorés, avec le retour de la prévention.

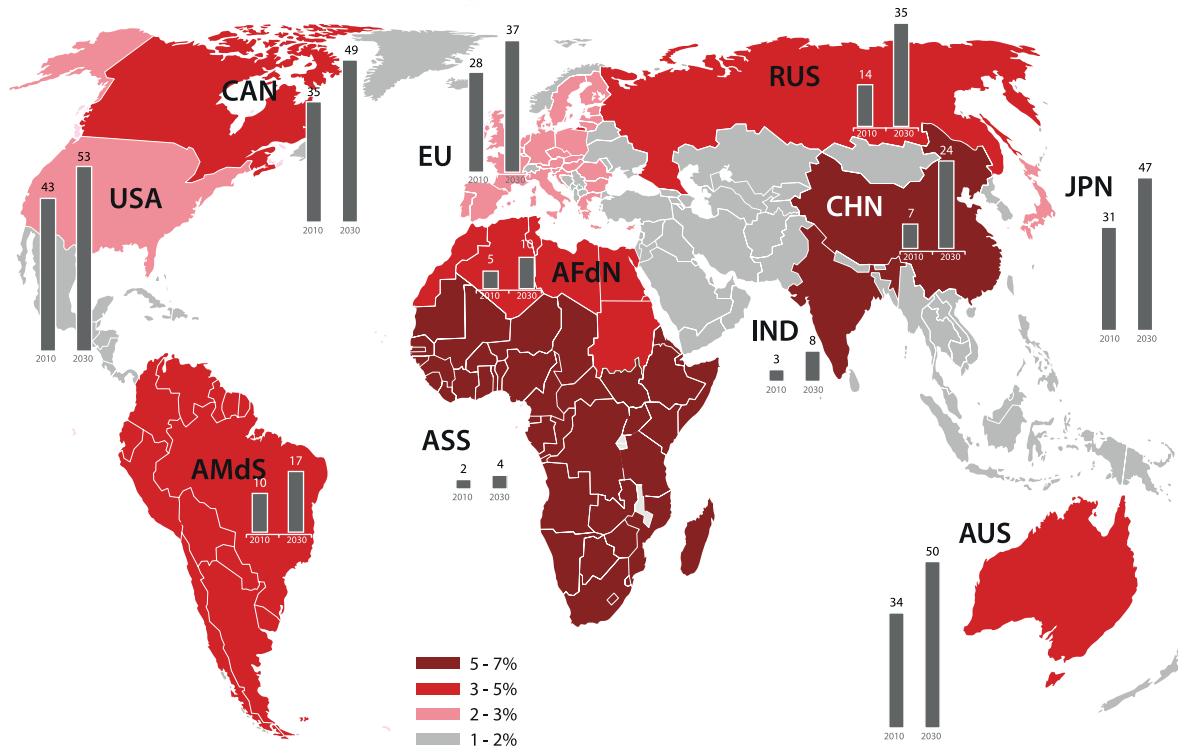


Route de la soie

Année 2030

Sur le plan international, l'essor économique des pays asiatiques se poursuit. La Chine est en 2030 la principale puissance économique du monde, devant les États-Unis et l'UE. Le PIB par habitant a lui aussi augmenté, la Chine précédant à cet égard la Russie ou le Brésil⁹. L'Inde est devenue le pays le plus peuplé de la planète (voir graphique 4.1). Mais la croissance économique et démographique mondiale a des conséquences négatives pour l'environnement et le climat.

Graphique 4.1 : Augmentation du PIB exprimée en pourcentages (zones en couleur) et PIB par habitant exprimé en milliers d'USD (bâtons), pour les différentes régions du monde – comparaison entre 2010 et 2030



Source : Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS) : « The Global Economy in 2030: Trends and Strategies for Europe. », Paris, 2012. <http://europa.eu/espas> (état 24.11.2014), P. 60

⁹ Maddison, A. : « Shares of the Rich and the Rest in the World Economy : Income Divergence between Nations, 1820–2030 », in : Asian Economic Policy Review, 2008, vol. 3/1, pp. 67 à 82.

Grâce à sa balance commerciale excédentaire, la Chine soutient les finances publiques des États-Unis et de l'UE. Les États-Unis sont de plus en plus confrontés à des difficultés financières intérieures et n'ont plus les moyens de faire la course en tête sur les plans militaire et technologique. L'UE et les États-Unis n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une stratégie commune qui permettrait d'intégrer la Chine dans un ordre mondial global. Des coupes budgétaires entravent la recherche et la capacité d'innovation des États-Unis. Si les centres de recherche des pays émergents gagnent en importance, ils ne parviennent pas à surmonter la faille qui s'est creusée dans la capacité globale d'innovation. Cette situation se traduit par un ralentissement du progrès technique partout dans le monde.

L'UE ne parvient pas à mettre en œuvre efficacement les réformes structurelles prévues. Alors que les États centraux renforcent leurs avantages infrastructurels, la situation économique des pays membres périphériques s'aggrave. Le recul de l'économie entraîne une augmentation du chômage et l'insatisfaction de la population s'accroît.

La confiance dans les institutions communautaires s'érode. L'UE perd de sa cohésion, ses structures de décision sont de plus en plus renationalisées, et les différents États nationaux relèvent peu à peu la tête. La Suisse peut ainsi renforcer ses relations avec ses pays voisins sans devoir en passer par un rapprochement plus poussé avec l'UE elle-même.

La Suisse entretient des relations économiques étroites avec de nombreux pays asiatiques, ce qui conduit à une double émigration, à la fois de Suisses vers ces pays et inversement. Connaître une langue asiatique devient en Suisse un atout sur le marché de l'emploi. Les civilisations occidentale et asiatique s'influencent l'une l'autre pour finalement se mélanger.

De 2015 à 2020

En même temps que la Chine, d'autres économies dans la région Asie-Pacifique se sont développées. Le *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), un accord de partenariat économique régional global conclu par les pays de l'ASEAN, l'Australie, la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande, a permis l'émergence d'un espace économique majeur composé d'économies aussi grandes que dynamiques. Entré en force à la fin des années 2010, cet accord s'est soldé par une perte d'influence de l'Occident et plus particulièrement des États-Unis sur les pays de l'ASEAN, au profit de la Chine. Cette évolution, à laquelle il faut ajouter l'échec des négociations engagées en vue de conclure un accord de partenariat transpacifique, le *Trans-Pacific Partnership* (TPP), a plus généralement été synonyme pour les États-Unis d'un affaiblissement sensible de leur puissance économique et même politique. La région Asie-Pacifique a gagné en importance en tant que carrefour commercial et financier, ce qui a également accru son poids politique.

Dans les pays qui connaissaient un niveau de développement technologique très élevé, notamment aux États-Unis, se sont formées des grappes industrielles qui concentraient les capacités technologiques. Il en est résulté une répartition inégale des brevets entre pays industriels, pays émergents et pays en développement. Il n'en demeurait pas moins que la situation tendue de leurs finances publiques avait conduit les États-Unis à investir considérablement moins qu'avant dans la formation, la recherche et l'innovation. Des programmes de recherche pluriannuels ont été interrompus, et les partenariats établis avec certains pays ont fait l'objet d'une réduction de voilure. En raison du délai important que nécessite le lancement d'un programme de recherche, la faille qui s'est ainsi creusée au niveau mondial n'a pu être simplement surmontée par les pays qui gagnaient en capacité d'innovation, ce qui s'est traduit partout par un ralentissement du progrès technique.

La production de biens a continué de se déplacer vers l'Asie, tandis que le marché intérieur asiatique bénéficiait simultanément de la croissance démographique et par-là d'un pouvoir d'achat plus élevé.

La politique de taux d'intérêt bas suivie par les banques centrales a au contraire creusé la dette et attisé l'inflation aux États-Unis et dans l'UE. Par ailleurs, la politique de baisses d'impôts pratiquée aux États-Unis par un gouvernement ami des entreprises et l'augmentation des dépenses du secteur public, intervenant de surcroît dans une conjoncture dégradée, ont encore aggravé le déséquilibre des finances publiques. L'Occident n'ayant plus les moyens d'investir suffisamment dans l'éducation, la recherche et l'innovation, il a perdu l'avance qu'il détenait dans le secteur des technologies de pointe et par-là un avantage concurrentiel essentiel. De même, les marchés financiers d'Asie ont gagné en importance par rapport aux plaques tournantes des États-Unis et de l'UE.

Grâce aux accords de libre-échange qu'elle avait conclus avec les pays de la région Asie-Pacifique, la Suisse était parvenue à un degré élevé d'intégration économique. Les négociations menées par les pays de l'AELE¹⁰ avec l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam en vue de la conclusion d'accords de libre-échange ont abouti dans les années 2015 à 2020, favorisant l'accès de la Suisse aux marchés prometteurs du Sud et de l'Est asiatiques. De même, les négociations engagées avec la Malaisie et la Thaïlande en vue de conclure également avec ces pays des accords de libre-échange ont elles aussi trouvé finalement une issue heureuse, en 2020. Malgré une concurrence féroce, les produits suisses, de grande qualité, sont ainsi restés compétitifs, trouvant en Asie un débouché majeur. Par ailleurs, la Suisse avait intensifié ses relations économiques avec le Sud de l'Afrique.

Le développement des relations économiques avec les pays africains s'est appuyé sur de nombreux accords bilatéraux de protection des investissements ainsi que l'accord de libre-échange conclu avec l'Union douanière d'Afrique australe (SACU)¹¹.

En Suisse, les employeurs recherchaient une main d'œuvre et des cadres connaissant la langue, mais aussi la culture, par exemple en matière commerciale, d'un ou de plusieurs pays d'Asie. C'est la raison qui a amené très tôt les universités suisses et asiatiques à approfondir leur coopération, ce qui a eu aussi des effets positifs sur le plan touristique, chacun des pays devenant pour l'autre une destination privilégiée. Les échanges professionnels avec l'Asie, notamment avec la Chine, ont eux aussi explosé. La communauté des Suisses de l'étranger s'est ainsi peu à peu déplacée hors de l'Europe et des États-Unis. Le système dual de la formation en Suisse a été repris sous une forme analogue en Asie, avec des experts suisses engagés en qualité de conseillers.

Pour produire les biens destinés à l'exportation, la Chine avait besoin de matières premières – énergie, terres rares, mais aussi produits agricoles. Afin d'éviter tout risque de rupture d'approvisionnement, la Chine, au moyen d'investissements, d'accords de coentreprise et d'achats, s'est assuré partout dans le monde l'accès aux terres cultivables, aux richesses minières et aux énergies fossiles. Suivant cet exemple,

¹⁰ Les États membres de l'Association européenne de libre échange (AELE) sont la Suisse, le Liechtenstein, l'Islande et la Norvège.

¹¹ Les États membres de l'Union douanière d'Afrique australe (*Southern African Customs Union*, SACU) sont l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland.

d'autres pays d'Asie ont eux aussi investi dans les pays d'Afrique riches en matières premières. La Chine était en passe de devenir le plus gros importateur de pétrole, tandis que l'Inde était déjà le principal importateur de charbon¹². Afin de pouvoir répondre à la demande croissante d'énergie, la Chine a également décidé d'investir dans les énergies renouvelables. La région Asie-Pacifique est devenue un acteur majeur du négoce international des matières premières, au détriment des routes et plaques tournantes transatlantiques. La Suisse, numéro un du négoce des matières premières, a pu bénéficier de cette évolution grâce à ses liens privilégiés avec le continent asiatique.

La capacité d'innovation technologique de la Chine s'est développée à la fin des années 2020. Afin de pouvoir protéger ses inventions et ses innovations techniques, la Chine a été amenée à se préoccuper fortement de la protection de la propriété intellectuelle. Les logiciels d'exploitation américains se sont vu évincer de leur position dominante par des produits chinois, cette évolution se traduisant par l'apparition de normes et de dépendances nouvelles. D'autre part, la Chine courait de plus en plus le risque de devenir la cible d'espionnage industriel. La Suisse, économiquement très intégrée dans la zone asiatique, n'échappait pas à ce danger croissant. Les PME et les petits instituts de recherche, qui ne disposaient pas des moyens financiers nécessaires pour se protéger efficacement, étaient à cet égard les plus vulnérables. L'espionnage économique a pris une ampleur considérable, avec la multiplication des attaques cybernétiques.

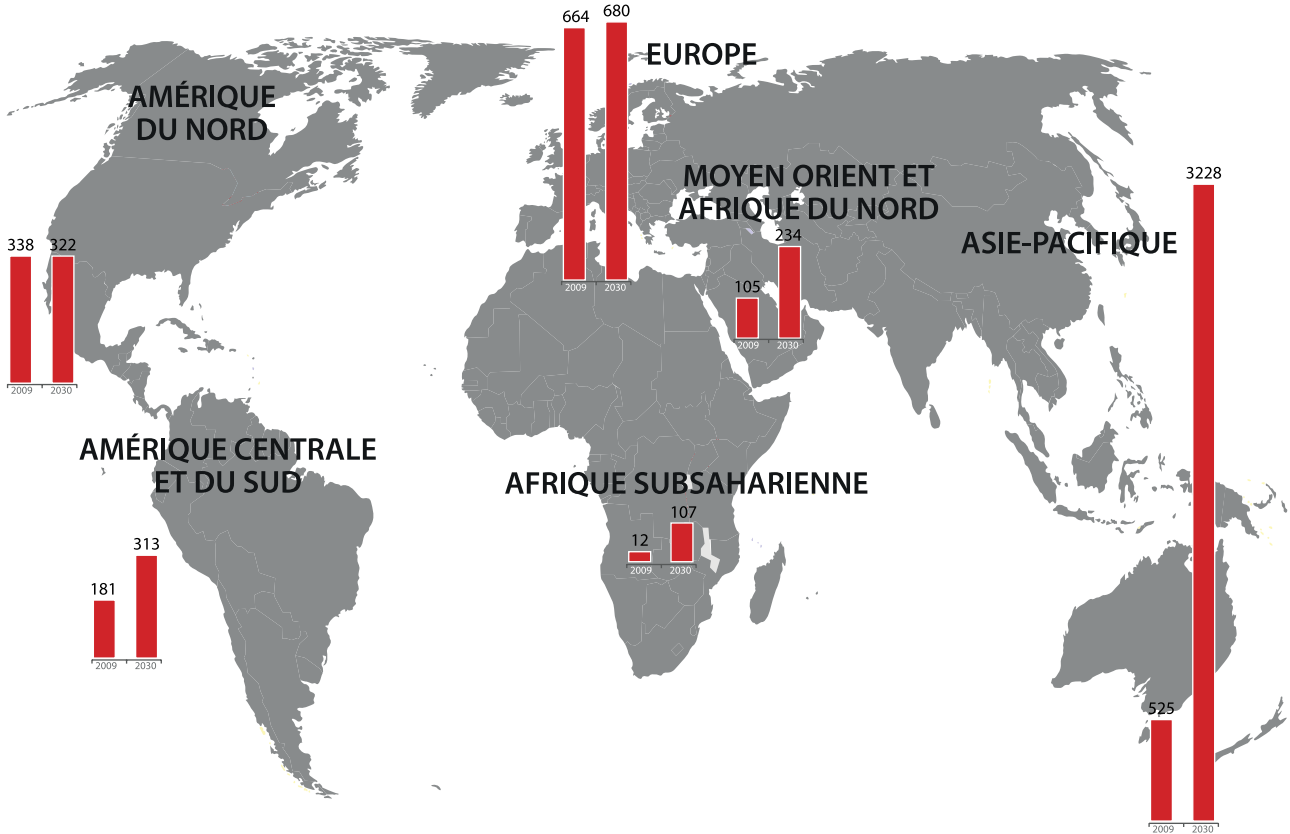
Un autre moteur important du décollage économique de l'Asie a été l'augmentation de la part de la Chine dans la classe moyenne mondiale¹³. Ainsi, rien qu'en Chine, le nombre des personnes vivant au sein d'un ménage de classe moyenne est passé de 157 millions en 2010 à 670 millions en 2020¹⁴, ce qui équivalait à près de trois quarts de la population chinoise totale (voir graphique 4.2). Mais la notion de classe moyenne correspondait en l'occurrence à la partie la plus aisée de la population active chinoise, ce qui a aggravé les inégalités sociales et économiques. L'accès à l'éducation et aux soins était devenu difficile pour certaines catégories sociales et pour certaines régions, ce qui a pérennisé les différences de niveau de vie. Par ailleurs, le pays était confronté à un déséquilibre démographique croissant entre les sexes, la politique de l'enfant unique menée depuis plusieurs décennies ayant induit un manque de femmes dans la structure de la population.

¹² Agence internationale de l'énergie (AIE) : « World Energy Outlook 2013 : Résumé », www.iea.org (état : 24.11.2014) p.1.

¹³ Par « classe moyenne mondiale », il faut entendre les ménages qui dépensent chaque jour entre 10 USD et 100 USD par personne (en données corrigées du pouvoir d'achat). Kharas, Homi, et Gertz, Geoffrey : « The New Global Middle Class : A Cross-Over from West to East », in : Cheng Li (éd.), *China's Emerging Middle Class : Beyond Economic Transformation*, Washington, DC : Brookings Institution Press, 2010, www.brookings.edu (état : 24.11.2014) p.3.

¹⁴ Kharas, Homi, et Gertz, Geoffrey : « The New Global Middle Class : A Cross-Over from West to East », in : Cheng Li (éd.), *China's Emerging Middle Class : Beyond Economic Transformation*, Brookings Institution Press, Washington, DC, 2010, www.brookings.edu (état : 24.11.2014) p.4.

Graphique 4.2 : Évolution de la classe moyenne pour les différentes régions du monde – comparaison entre 2009 et 2030 (selon le nombre de personnes de la classe moyenne, exprimé en millions)



Source : Kharas, Homi, et Gertz, Geoffrey : « The New Global Middle Class : A Cross-Over from West to East », Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS) : « The Global Economy in 2030: Trends and Strategies for Europe. », Paris, 2012. <http://europa.eu/espas> (état 24.11.2014), p. 71.

L'augmentation de la prospérité est allée de pair avec l'élévation du niveau d'éducation, une part croissante de la population devenant capable de comprendre les enjeux politiques – une évolution mondiale aux conséquences majeures, notamment sur la situation intérieure chinoise. Les citoyens demandaient à être associés aux décisions politiques et à se voir accorder davantage de droits démocratiques. Simultanément, ils devenaient plus sensibles à la protection de l'environnement. Les TIC ont joué un rôle décisif dans ces évolutions. La classe moyenne asiatique reprenait ainsi à son compte les valeurs de liberté et de démocratie¹⁵. Plusieurs acteurs importants de la société civile n'ont pas hésité à critiquer les conditions de production et leur impact sur l'environnement, ainsi que les violations des droits de l'homme et des droits

¹⁵ Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS) : « Global Trends 2030 – Citizens in an Interconnected and Polycentric World », Paris, 2012, www.iss.europa.eu (état : 24.11.2014) p. 39.

des minorités commises par plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. Ces critiques avaient du reste été relayées par la population suisse.

De 2021 à 2030

De nombreux biens produits par les États-Unis ou l'UE ont perdu de leur compétitivité sur le marché mondial, au profit de produits asiatiques dont la qualité ne cessait au surplus d'augmenter. C'est ainsi par exemple que grâce à son commerce extérieur la Chine a pu accumuler des réserves de devises de plus en plus importantes qui lui ont permis de racheter les emprunts contractés par des États occidentaux endettés. L'Empire du Milieu est devenu le premier bailleur de fonds du monde, mettant sous pression les places financières ou de négoce de l'Ouest. Simultanément, le Sud-Est asiatique a gagné en importance, les centres financiers de Hong-Kong, de Singapour et de Kuala Lumpur concurrençant de manière accrue la place financière suisse.

Les crises économiques et financières survenues au début du XXI^e siècle ont gravement mis à mal les économies nationales des pays de l'UE. La concurrence chinoise a surtout mis en difficulté les économies tournées vers l'exportation, telle l'Allemagne. Les ressources disponibles ne permettaient plus de financer la politique de cohésion et les fonds structurels correspondants, qui avaient été le premier moteur de l'intégration européenne. Les difficultés économiques ont entraîné une hausse du chômage et semé le doute dans l'esprit des citoyens européens. Dans plusieurs États membres, l'euroscpticisme a gagné sensiblement du terrain.

Les différents pays de l'UE ont gagné en importance par rapport à celle-ci, ce qui a amené le bloc européen à se lézarder face à une Suisse qui a vu ainsi ses relations avec certains pays membres s'améliorer, en particulier les relations politiques et économiques qu'elle entretenait avec ses pays voisins. De même, se sont intensifiées les relations entre les villes, mais aussi entre États fédérés – cantons, *Länder* allemands ou autrichiens – ou collectivités territoriales – régions françaises ou italiennes. Plusieurs régions économiquement florissantes comme le *Dreiländereck* de Bâle, la région du lac de Constance avec le Bade-Wurtemberg, la Bavière et le Vorarlberg ou encore la Lombardie, ont constitué, avec l'Arc lémanique et plus généralement avec la Suisse, un espace dynamique de croissance. L'intégration économique régionale de la Suisse s'est fortement accrue.

Le phénomène migratoire s'est amplifié à l'échelle mondiale. Grâce à Internet et à un niveau d'éducation en hausse, une part croissante de la population a été en mesure de se faire une idée précise de pays de destination possibles. De même, une classe moyenne mondiale en expansion a pu consacrer des moyens financiers de plus en plus importants à la mobilité. En 2030, avec 300 millions d'individus¹⁶, les migrants représentaient quelque 3,5 % de la population mondiale¹⁷. La migration devenait circulaire, c'est-à-dire que les intéressés continuaient d'entretenir des relations étroites avec leur pays d'origine et y retournaient

¹⁶ Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS) : « Global Trends 2030 – Citizens in an Interconnected and Polycentric World », Paris, 2012, www.iss.europa.eu (état : 24.11.2014) p. 45.

¹⁷ Calculé sur la base du « scénario moyen » des Perspectives de la population mondiale (*World Population Prospects*, WPP), aux termes duquel la population mondiale sera de 8,425 milliards d'hommes en 2030. Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, Population Estimates and Projections Section : « World Population Prospects : The 2012 Revision », 2012, esa.un.org/wpp/ (état 24.11.2012).

fréquemment. C'est ainsi que l'immigration en provenance de la région Asie-Pacifique a elle aussi contribué à accroître la diversité culturelle en Suisse. Symétriquement, de nombreux Suisses maintenaient des liens forts avec ceux de leurs proches qui avaient émigré en Asie. La Suisse restait dans l'ensemble un pays de destination privilégié, aussi bien pour des travailleurs qualifiés que pour des personnes qui l'étaient moins, ce qui explique que la part des non-nationaux n'ait cessé d'y augmenter. Cette évolution a eu pour conséquence que la population issue de l'immigration a de plus en plus fait pression politiquement pour que soient mises en place des procédures de naturalisation facilitée et pour que les étrangers établis en Suisse se voient accorder davantage de droits politiques. Simultanément, la concurrence se durcissait sur le marché de l'emploi, confrontant une partie de la population suisse à des difficultés d'adaptation et suscitant une hostilité de plus en plus marquée à l'endroit d'une immigration et d'une diversité culturelle en augmentation, et débouchant même sur des tensions sociales.

L'immigration de main d'œuvre, liée à la forte intégration économique du pays, a permis de ralentir le vieillissement démographique de la Suisse, la main d'œuvre concernée étant majoritairement jeune. Cette immigration a permis de limiter les pénuries de personnel dans le secteur de la santé, que des mesures de formation et de formation professionnelle ont contribué à surmonter. La pression financière sur les assurances sociales a ralenti. D'un autre côté, l'intégration économique et la mobilité croissante ont multiplié les risques de pandémie. L'absence de véritables progrès techniques dans le domaine de la recherche médicale a eu par exemple des conséquences sur le développement des médicaments. Si la production de génériques dans la région Asie-Pacifique a porté préjudice au secteur pharmaceutique suisse, celui-ci n'en a pas moins pu pénétrer de nouveaux marchés dans cette même région. De plus en plus souvent, les personnes atteintes de maladies chroniques ou en situation de dépendance étaient prises en charge et soignées à l'étranger.

La croissance économique s'est traduite par un accroissement considérable de la consommation de ressources naturelles et d'énergie. L'industrialisation, l'expansion des villes et l'agriculture intensive ont occasionné dans le monde entier une augmentation des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution. Les technologies qui auraient été susceptibles de neutraliser au moins en partie les conséquences écologiques négatives de la croissance économique et démographique ne se sont généralisées que lentement. Le changement climatique continuait de progresser en raison des émissions dues à la croissance économique mondiale du siècle précédent, avec des incidences affectant la planète tout entière. L'extension des zones désertiques et les inondations, qui ont touché principalement la Chine, l'Asie du Sud et le Sahel, ont provoqué des catastrophes humanitaires. Les réfugiés climatiques se sont comptés par millions. Cependant, aucune partie du monde n'a été épargnée par les conséquences du phénomène. La pénurie alimentaire s'est accélérée, provoquant une hausse des prix sur le marché mondial.

Ces évolutions ont eu pour effet de mieux sensibiliser la population suisse à l'environnement. En Suisse, le changement climatique a entraîné une hausse des températures comprise entre un et deux degrés Celsius par rapport à la période 1984 - 2002, modifiant la fréquence de phénomènes météorologiques extrêmes tels que la canicule ou les fortes précipitations. Plusieurs stratégies ont été mises en œuvre pour tenter de s'adapter aux conditions climatiques nouvelles, étant entendu que les solutions technologiques qui au-

raient permis à la Suisse de composer avec elles n'étaient que difficilement accessibles¹⁸. Les prix des produits alimentaires importés ne cessant de grimper, la Suisse a dû augmenter sa production indigène pour pouvoir couvrir ses besoins, exploitant notamment à cet effet des terres situées hors des zones traditionnellement dévolues à l'agriculture.

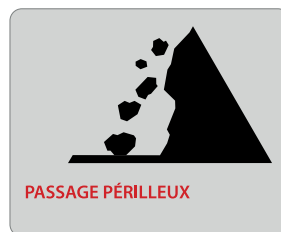
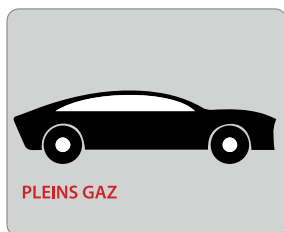
La consommation d'énergie par habitant a diminué, grâce notamment aux technologies d'efficacité appliquées à la production d'électricité indigène et aux technologies de basse consommation disponibles dès avant 2020. En Suisse, l'approvisionnement en énergie a dépendu principalement de l'importation de gaz de schiste et d'électricité produite par des centrales nucléaires. Rapidement disponible, le gaz naturel a servi de substitut à un nucléaire en voie de disparition. Le feu vert donné par l'UE à des techniques d'extraction nouvelles du gaz naturel a rendu très compétitif le coût de revient de l'électricité produite en centrale combinée à gaz, et la part de cette source d'énergie dans le bouquet énergétique de la Suisse a augmenté. Ces évolutions ont conduit à abaisser le taux d'autosuffisance énergétique du pays.

En 2030, la Suisse a atteint plus de 8,7 millions d'habitants¹⁹. La croissance démographique s'est également traduite par une augmentation de la consommation globale d'espace pour le logement. Alors que le manque de place se faisait notamment sentir dans les zones urbaines, la situation se stabilisait dans les régions rurales. La pénurie de terrain a poussé à privilégier une utilisation efficace des superficies disponibles, avec pour conséquence un ralentissement du mitage du territoire. La croissance démographique et l'intégration du pays dans un arc alpin économiquement dynamique a soumis les infrastructures de transport à des sollicitations de plus en plus importantes, au point qu'elles ont fini par atteindre la limite de leurs capacités, malgré leur grande qualité et des investissements continus. Du fait de la stagnation de l'évolution technologique, d'investissements insuffisants ou non durables dans l'entretien et le développement des réseaux, ces infrastructures ont fini par être sujettes à des défaillances.

¹⁸ OcCC (Organe consultatif sur les changements climatiques) et ProClim (Forum pour le changement climatique et l'évolution globale de l'environnement) : « Les changements climatiques et la Suisse en 2050 - Impacts attendus sur l'environnement, la société et l'économie », Berne, 2007, www.scnat.ch/downloads/CH2050.pdf (état : 24.11.2014) p. 98.

¹⁹ Office fédéral de la statistique (OFS), « Les scénarios de l'évolution de la population de la Suisse 2010-2060 », 2010, scénario « moyen », A-00-2010.

Tableau récapitulatif des quatre scénarios



Axe « Intégration économique de la Suisse »

Forte intégration économique de la Suisse

Faible intégration économique de la Suisse

Faible intégration économique de la Suisse

Forte intégration économique de la Suisse

Axe « Évolution technologique globale »

Fort impact de l'évolution technologique

Fort impact de l'évolution technologique

Faible impact de l'évolution technologique

Faible impact de l'évolution technologique

Dimension politique

- Ordre mondial multilatéral, aucun État n'a les moyens de se constituer en pouvoir hégémonique
- Rôle important joué par les organisations internationales et multinationales
- UE forte et bonnes relations entre l'UE et la Suisse
- La Suisse gagne en influence grâce à un contexte international propice

- Rivalité entre les États-Unis et la Chine
- Partenariat stratégique entre la Chine et la Russie
- Différends territoriaux dans le Pacifique
- Des rivalités pour l'accès aux matières premières entraînent des guerres par procuration dans les pays riches en matières premières
- UE forte et mauvaises relations entre l'UE et la Suisse
- Le conflit Est-Ouest s'envenime en Europe

- Régionalisation et rapports de force géopolitiques instables
- Des puissances économiques émergentes poursuivent une politique hégémonique dans leurs régions respectives
- Des différends autour de l'accès aux ressources ou aux matières premières dégénèrent en guerres par procuration
- UE faible et en perte de cohésion
- L'impossibilité de réformer l'ONU et d'autres organisations internationales réduit l'adhésion aux valeurs universelles

- Retrait des États-Unis de la région Pacifique
- Déplacement de l'équilibre géopolitique des forces vers l'Asie du Sud et de l'Est
- UE faible et en perte de cohésion
- Bonnes relations de la Suisse avec les États voisins

Dimension économique

- Dynamique économique mondiale avec une forte intégration résultant du libre-échange et interdépendance croissante des États
- Grâce à la libéralisation du commerce mise en œuvre dans le cadre de l'OMC, la Suisse est économiquement interconnectée avec de nombreux États et constitue un site attractif pour la recherche et l'implantation d'entreprises
- Importante immigration de main d'œuvre en Suisse et croissance économique forte
- Écarts de niveau de vie croissants
- Progression de la part des femmes parmi les actifs, meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, et création de conditions permettant de maintenir les travailleurs âgés dans l'emploi

- Faible intégration économique de la Suisse et croissance économique atone
- Faible immigration et pénurie de main d'œuvre
- Couverture partielle des besoins de main d'œuvre par le recours accru à l'automatisation et aux technologies
- L'OSC renforce l'influence économique de la Chine en Asie centrale

- L'économie mondiale est entravée par des obstacles au commerce et dominée par des marchés nationaux ou sous-régionaux (Chine, Inde, Russie, Brésil, Afrique du Sud)
- Stagnation aux États-Unis et dans les pays de l'UE
- La Suisse se replie de plus en plus sur son marché intérieur du fait de l'instabilité mondiale et de sa faible intégration économique
- Stagnation de la croissance économique en Suisse
- Niveau de vie en baisse

- Le RCEP, un accord de libre-échange conclu entre les pays de l'ASEAN, l'Inde, la Chine et d'autres pays du bassin Pacifique, se traduit par la création d'un espace dynamique et consolide la position de la Chine
- L'échec des négociations menées en vue de la création du TPP affaiblit les États-Unis
- La Suisse et les régions limitrophes des pays voisins constituent un espace économiquement performant
- Migration importante et multiplication des échanges de main d'œuvre entre la Suisse et l'Asie

Dimension socio-culturelle	<ul style="list-style-type: none"> - Importante immigration de main d'œuvre en Suisse - Accroissement des écarts de niveau de vie - Contrats de travail flexibles et éphémères - Diversité culturelle et multiplication des formes de vie commune - Individualisme croissant et disparition du lien social - Une forte immigration conjuguée à des recettes fiscales élevées allège la pression qui pèse sur l'État social 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible immigration, la Suisse devient un pays d'émigration - Obligation de la « double journée » pour les femmes du fait de l'accroissement du taux d'emploi et du manque de structures d'accueil extérieures - Le recul de la natalité et une faible immigration entraînent un vieillissement rapide de la société - La pression sur les assurances sociales augmente fortement - La qualité des soins médicaux est menacée 	<ul style="list-style-type: none"> - Une immigration faible et un chômage en augmentation accroissent la pression sur les assurances sociales - Principe de milice et redécouverte des valeurs traditionnelles - La famille en tant qu'institution fondamentale gagne en importance - La liberté des femmes de choisir entre vie professionnelle et vie familiale se réduit fortement 	<ul style="list-style-type: none"> - Flux migratoires importants et échanges culturels entre l'Europe et l'Asie du Sud et de l'Est - L'immigration de main d'œuvre très qualifiée concurrence la population indigène sur le marché de l'emploi, ce qui entraîne de grandes difficultés d'adaptation qui se traduisent par des tensions sociales
Dimension technologique	<ul style="list-style-type: none"> - La dynamique économique et l'intégration encouragent un développement technologique rapide et marqué par de nouvelles percées - Coopération transnationale en matière de recherche et développement, de contrôle et de diffusion de technologies-clé 	<ul style="list-style-type: none"> - La course aux matières premières incite à mettre au point des technologies permettant des gains d'efficacité - La course aux technologies à laquelle se livrent les grandes puissances se traduit par des percées technologiques - Il est difficile de réglementer les nouvelles technologies ; le risque de voir apparaître des technologies dangereuses augmente et les cyberincidents se multiplient 	<ul style="list-style-type: none"> - L'innovation technologique ne cesse de progresser, mais sans véritables percées - Risque important d'espionnage économique 	<ul style="list-style-type: none"> - L'innovation technologique ne cesse de progresser, mais sans véritables percées - Risque important d'espionnage économique
Dimension écologique	<ul style="list-style-type: none"> - Forte augmentation de la consommation et donc raréfaction des matières premières - Les négociations internationales aboutissent à un accord sur des objectifs contraignants en matière de réduction des émissions - Réduction de la pollution de l'environnement grâce à des technologies plus efficaces - Les technologies nouvelles sont potentiellement porteuses de menaces difficilement quantifiables pour l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Le changement climatique ralentit grâce à la faible croissance économique et à des technologies permettant des gains d'efficacité - Les prix élevés des matières premières incitent la Suisse à améliorer l'efficacité énergétique - Augmentation de la production d'électricité indigène grâce à un recours accru aux énergies renouvelables - La production et la consommation d'électricité se décentralisent 	<ul style="list-style-type: none"> - L'accès aux ressources constitue un avantage concurrentiel déterminant et un moyen de pression - La pollution de l'environnement augmente du fait de l'absence de normes internationales en matière d'extraction des matières premières, de la croissance économique et de l'urbanisation rapide des pays émergents - Adaptation difficile au changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte augmentation de la consommation et donc raréfaction des matières premières - Importante pollution de l'environnement, les effets externes de la forte croissance économique ne pouvant être compensés au moyen de nouvelles technologies d'efficacité énergétique - Augmentation rapide de la teneur en CO₂ de l'atmosphère - Adaptation difficile au changement climatique
Dimension juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Normes de portée mondiale dans le domaine économique - Augmentation des tâches législatives pour l'État central ; le poids relatif des cantons diminue face à l'avènement de nouvelles formes de coopération renforcée entre entités territoriales - Réformes des droits politiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Au niveau mondial coexistent deux zones économiques (Est et Ouest) obéissant à des normes différentes - Faible réglementation mondiale ou multilatérale des technologies nouvelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité normative et juridique - Absence de gouvernance mondiale, l'état de droit s'effrite dans de nombreuses régions - Seules sont encore mises en œuvre des normes minimales du droit international 	<ul style="list-style-type: none"> - Revendications visant à mettre en place des procédures de naturalisation facilitée et à donner davantage de droits politiques aux étrangers établis dans le pays - La Chine se préoccupe de la protection de la propriété intellectuelle

Opportunités et dangers à l'horizon 2030

Description des opportunités et des dangers

Dimension politique

Dans le scénario *Pleins gaz*, le renforcement du système de gouvernance mondiale constitue une opportunité pour la Suisse. Cette dernière peut défendre ses intérêts à l'échelle internationale, et le niveau de sécurité est élevé. Toujours dans le scénario *Pleins gaz*, la Suisse peut apporter son expertise dans le système de gouvernance mondiale, dans le cadre du développement du droit international public. La forte intégration dans ce système entraîne toutefois une dépendance croissante dans plusieurs domaines. Dans les scénarios *Attention, bouchon* et *Passage périlleux*, l'affaiblissement du système de gouvernance mondiale met la Suisse en danger et complique la défense de ses intérêts.

Dans les scénarios conflictuels *Attention, bouchon* et *Passage périlleux*, la Suisse est exposée à des menaces accrues, mais elle peut se positionner en tant que médiatrice et facilitatrice reconnues, en particulier en Asie dans le scénario *Route de la soie*. L'expérience que la Suisse a acquise en tant qu'État fédéral est demandée dans le scénario *Passage périlleux*, qui est marqué par la régionalisation.

Dans le scénario *Pleins gaz*, l'accroissement des disparités en termes de prospérité s'accompagne d'une baisse de la confiance de la société dans le système politique. La cohésion nationale est affaiblie. Dans les scénarios *Attention, bouchon* et *Route de la soie*, la confiance de la population dans la politique diminue, aussi en raison de tensions dans la société, et les mécanismes de prise des décisions relevant de la démocratie directe sont affaiblis. Alors que les luttes concernant les directions à prendre influent sur l'agenda politique dans les scénarios *Pleins gaz* et *Route de la soie*, les luttes pour la répartition des ressources occupent le devant de la scène dans les scénarios *Attention, bouchon* et *Passage périlleux*.

Dimension économique

L'intégration économique de la Suisse constitue une opportunité dans les scénarios *Pleins gaz* et *Route de la soie*. Dans le scénario *Pleins gaz*, l'économie et les budgets publics profitent de la division internationale du travail, de l'accès aux marchés et des exportations. La forte interdépendance et le recours aux nouvelles technologies peuvent toutefois accroître le risque de dépendance et de vulnérabilité, sans parler du fait que la forte consommation de ressources à l'échelle mondiale renchérit les importations. Dans le scénario *Route de la soie*, la forte interconnexion économique avec l'Asie crée de nouveaux débouchés pour les entreprises suisses, mais elle accroît simultanément la concurrence et la pression concurrentielle.

Dans les scénarios *Attention, bouchon* et *Passage périlleux*, la faible intégration économique se manifeste aussi dans les lacunes de financement dont souffre la sécurité sociale. Le rafraîchissement des relations avec l'UE est un élément majeur dans le scénario *Attention, bouchon*. La Suisse voit sa capacité d'innovation diminuer et devient moins attrayante pour les entreprises et les travailleurs qualifiés. Dans les deux scénarios, elle risque de subir des pertes de savoir-faire et de connaissances spécialisées sous l'effet de la fuite des cerveaux.

Dans les scénarios *Attention, bouchon* et *Route de la soie*, le système suisse de formation peut s'adapter aux nouveaux défis à relever sur le marché de l'emploi.

Dans les scénarios *Pleins gaz* et *Route de la soie*, l'immigration et la croissance de la population atteignent des niveaux élevés, et tant la demande de logements que la charge qui pèse sur les infrastructures augmentent. Dans le scénario *Attention, bouchon*, les problèmes d'engorgement des infrastructures se multiplient en raison du manque de moyens et de la rapidité du remplacement des technologies.

Dimension socioculturelle

La cohésion sociale est malmenée dans le scénario *Pleins gaz*, mais les moyens disponibles pour la protection sociale permettent d'atténuer l'ampleur du phénomène. Le vieillissement de la société s'est ralenti grâce à la forte immigration. Dans cette société de la performance, les maladies psychiques se multiplient, tout comme les maladies de civilisation. Dans le scénario *Attention, bouchon*, le vieillissement de la société s'accélère, mettant en péril la solidarité intergénérationnelle. En revanche, l'esprit collectif se renforce dans le scénario *Passage périlleux*, et les structures familiales gagnent en importance. Toutefois, le manque de moyens publics met à mal la solidarité financière entre les cantons. Le scénario *Route de la soie* est marqué par le creusement des écarts de revenus et par l'effritement de la cohésion sociale en raison non seulement de la pression exercée pour qu'on s'adapte à la dynamique économique et sociétale, mais aussi de la forte immigration. Dans les scénarios *Pleins gaz* et *Route de la soie*, l'intégration de certaines catégories sociales dans le monde du travail se révèle difficile, sans parler du fait que la pression de la performance ainsi que les exigences linguistiques, interculturelles et technologiques s'accroissent.

Dans le scénario *Pleins gaz*, on constate des progrès dans l'égalité des sexes dans le monde du travail ; les possibilités externes de prise en charge sont désormais bien établies. Par contre, il est plus difficile de concilier vie professionnelle et vie privée ou familiale dans les scénarios *Attention, bouchon* et *Passage périlleux*.

Dans les scénarios *Pleins gaz* et *Attention, bouchon*, le développement technologique aboutit à une nouvelle augmentation de la qualité des soins de santé, alors qu'une pénurie de personnel qualifié affecte notamment le secteur médical dans le scénario *Attention, bouchon*. La pression visant à réduire les coûts qui s'exerce sur le système de santé et sur l'ensemble des institutions de la sécurité sociale se fait particulièrement sentir dans le scénario *Passage périlleux*.

Dimension technologique

Le développement de nouvelles technologies constitue à la fois une opportunité et un danger en particulier dans les scénarios *Pleins gaz* et *Attention, bouchon*. Alors que l'on procède à un renforcement de la cybersécurité dans le scénario *Pleins gaz* en mettant en place une coopération étroite à l'échelle internationale, il est plus coûteux d'assurer la cybersécurité dans les scénarios *Attention, bouchon* et *Route de la soie*. Par ailleurs, l'agriculture – pour ne prendre que cet exemple – profite, dans les scénarios *Pleins gaz* et *Attention, bouchon*, de technologies utilisant efficacement les ressources en ce sens qu'elle peut orienter l'exploitation et l'entretien du paysage cultivé vers le développement durable.

Dans le scénario *Pleins gaz*, la Suisse voit augmenter non seulement son attrait en tant que pôle de formation et de recherche, mais aussi sa capacité d'innovation. Dans le scénario *Route de la soie* également, les partenariats de recherche avec l'Asie confèrent à la Suisse un bon positionnement parmi les pôles d'innovation. Par contre, la faible intégration internationale et le manque de professionnels de pointe se fait sentir dans le scénario *Passage périlleux*, et la Suisse perd de son importance en tant que pôle de formation et de recherche.

Dimension écologique

Dans le scénario *Pleins gaz*, la communauté internationale réussit à convenir d'objectifs climatiques, et la Suisse fait figure de pionnière sur les questions climatiques. L'environnement est toutefois soumis à une forte pression, dans les scénarios *Pleins gaz* et *Route de la soie*, en raison de la croissance soutenue que connaissent l'économie et la population. Dans le scénario *Pleins gaz*, on dispose pourtant des moyens financiers et technologiques pour compenser, en partie, les effets négatifs de la croissance économique. L'environnement subit de fortes atteintes dans les scénarios *Passage périlleux* et *Route de la soie*, car les moyens financiers ou technologiques nécessaires pour prendre des mesures environnementales font défaut.

Dans le scénario *Attention, bouchon*, la Suisse réussit à améliorer considérablement l'efficacité de l'utilisation des ressources et des matières premières grâce au développement technologique et à la pression visant à faire des économies. Toujours dans ce scénario, la pression sur les zones bâties se réduit.

Dimension juridique

Dans le scénario *Pleins gaz*, on assiste à un renforcement de la coopération internationale sur les questions sécuritaires et juridiques, mais la Suisse subit une perte de souveraineté sous l'effet des pressions visant à ce qu'elle reprenne des bases juridiques internationales. Dans les scénarios *Attention, bouchon* et *Passage périlleux*, l'insécurité juridique règne en raison du manque de coordination à l'échelle internationale. Le scénario *Route de la soie* comporte le danger de voir se détériorer les relations avec nos partenaires asiatiques à cause des divergences non seulement dans nos conceptions des droits de l'homme et des droits des minorités, mais aussi dans nos systèmes de valeurs respectifs.

Opportunités et dangers au niveau fédéral

	Opportunités	Dangers
Pleins gaz		
Dimension politique	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse peut défendre ses intérêts parce qu'elle est bien positionnée et attrayante en tant que partenaire apte à une coopération politique dans le système renforcé de gouvernance mondiale, et parce que l'expérience que la Suisse a acquise en tant qu'État fédéral dans le cadre du développement du droit international public est demandée. - Le niveau de sécurité aux niveaux national et international est amélioré en raison du renforcement des organisations internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse perd de son influence sur la scène internationale étant donné qu'on fait moins appel à ses services de médiatrice. - La Suisse devient plus dépendante dans divers domaines en raison de sa forte intégration dans le système de gouvernance mondiale. - Affaiblissement de la cohésion nationale et des principes du fédéralisme en raison du transfert de décisions au niveau supranational. - Baisse de la confiance dans le système politique et désintérêt de la société pour la politique et l'économie en raison de la méfiance croissante à l'égard des élites et en raison de l'augmentation des disparités en termes de prospérité.
Dimension économique	<ul style="list-style-type: none"> - Gains de prospérité en Suisse et budget public équilibré en raison de la division internationale du travail et du dynamisme des exportations. - L'économie suisse profite de la croissance de la place financière suisse, qui est renforcée par l'augmentation des réglementations internationales et par la forte intégration économique. - Croissance de la branche touristique sous l'effet de la forte mobilité et de la forte intégration de la Suisse. - Le potentiel d'innovation de la Suisse peut être exploité intégralement étant donné que la Suisse est un pôle attractif pour les entreprises multinationales, pour les chercheurs de pointe actifs à l'échelle internationale, pour les PME et pour les travailleurs hautement qualifiés. - La Suisse est un pays d'immigration apprécié par les travailleurs qualifiés en raison de sa forte intégration économique et en raison des accords existants - Préservation de l'expertise des travailleurs d'un certain âge étant donné que ces derniers peuvent rester plus longtemps dans la vie active en raison de leur meilleure santé. - Les pouvoirs publics peuvent financer les dépenses croissantes inhérentes à l'approvisionnement de base grâce à la hausse des recettes. - Le mitage du territoire est freiné en raison de la concentration de la croissance dans les centres urbains. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque croissant d'assister à un effondrement économique à cause du danger de surchauffe et de la forte interdépendance. - Surcoûts pour la Suisse en raison de la raréfaction des ressources naturelles. - Précarité de l'emploi en raison de l'accélération des mutations structurelles due à l'évolution technologique. - L'immigration de personnes titulaires d'une formation universitaire met sous pression les travailleurs ayant un diplôme suisse correspondant à une formation axée sur la pratique. - Renchérissement du recrutement et augmentation des coûts salariaux pour les employeurs en raison de la concurrence grandissante entourant l'engagement de travailleurs qualifiés. - Augmentation des coûts inhérents aux infrastructures en raison des mutations technologiques rapides et de la forte croissance de l'économie et de la population. - Les logements en Suisse deviennent plus chers parce que le sol fait l'objet d'une très forte demande et que ce sont avant tout les élites du monde entier qui s'établissent dans notre pays. - Report, en raison des moyens disponibles, de la résolution de problèmes structurels comme le financement des assurances sociales ou l'apparition possible de bulles spéculatives. - L'agriculture suisse est exposée à une vive concurrence internationale à la suite de la libéralisation du commerce.
Dimension socioculturelle	<ul style="list-style-type: none"> - Les tensions sociales peuvent être atténuées grâce à des transferts de paiements plus élevés entre les collectivités territoriales et la prévoyance sociale étant donné que les fonds publics supplémentaires résultant de la forte croissance de l'économie et de la population sont mieux répartis. - La diversité linguistique, religieuse, socio-économique et socioculturelle de la population suisse renforce la cohésion sociale. - Ralentissement du vieillissement de la société sous l'effet de la forte immigration. - Meilleure compatibilité entre vie professionnelle et vie familiale en raison des conditions générales favorables. - La qualité des prestations de santé est bonne grâce à la recherche et au développement des technologies médicales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Menace sur la cohésion sociale et hausse de la propension à la violence en raison de l'individualisation croissante, de l'augmentation des disparités en termes de prospérité ainsi que de l'hétérogénéité culturelle et religieuse. - Le système de milice est sous pression en raison de l'accroissement des exigences de performance dans le monde du travail. - Le « fossé numérique » qui divise la société se creuse en raison des disparités de compétences qui existent entre divers groupes de population, et en raison de la difficulté à suivre le rythme imposé par le développement technologique fulgurant. - Les écarts de revenus se creusent étant donné que les exigences en termes de flexibilité et de compétences linguistiques, interculturelles et technologiques s'accroissent énormément, qu'il y a peu de personnes qui peuvent répondre à ces exigences et que les rapports de travail deviennent de plus en plus précaires. - Recrudescence des maladies de civilisation telles que le surpoids et le diabète, en particulier dans les catégories de revenus inférieures. - Forte augmentation des maladies psychiques telles que le <i>burnout</i>, et intégration toujours plus difficile des personnes concernées dans le monde du travail en raison de la pression toujours plus forte exercée par la société de la performance.

Dimension technologique	<ul style="list-style-type: none"> - L'attrait de la Suisse en tant que pôle de formation et de recherche augmente parce que la Suisse est concurrentielle dans les secteurs de la recherche et de l'innovation, et parce que les moyens nécessaires à cet effet sont disponibles. - Renforcement de la protection des données et de la cybersécurité en raison du développement technologique, de l'étroite coopération à l'échelle internationale et du renforcement des normes internationales. - L'agriculture ainsi que l'exploitation et l'entretien du paysage cultivé qui en découlent peuvent s'orienter davantage vers le développement durable en raison de l'existence de méthodes et de technologies utilisant efficacement les ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la vulnérabilité de l'économie en raison de la forte intégration et de la dépendance croissante vis-à-vis des systèmes TIC. - Risques technologiques potentiellement grands dus à la rapidité de l'évolution technologique.
Dimension écologique	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse fait figure de pionnière sur les questions climatiques en raison des connaissances dont elle dispose dans les domaines des <i>cleantech</i> et de la recherche environnementale. - L'efficacité énergétique et l'efficacité de l'exploitation des ressources et des matières premières s'accroissent sous l'effet du progrès technique. - Prise de conscience environnementale accrue et volonté croissante d'investir dans le domaine de l'environnement en raison de la disponibilité des moyens financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Fortes atteintes subies par l'environnement et menaces pesant sur la biodiversité en raison de la croissance de l'économie et de la population, de l'accroissement de la consommation des ressources et du recours à des technologies potentiellement dangereuses pour produire de l'énergie. - La Suisse est exposée aux risques environnementaux à l'échelle planétaire qui augmentent sous l'effet de l'exploitation accrue et intensive des ressources naturelles.
Dimension juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la sécurité juridique et de l'influence pour la Suisse en raison de la plus forte réglementation au niveau mondial. - Amélioration de la lutte contre la criminalité au niveau mondial grâce à la coopération internationale dans le cadre de la poursuite pénale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de souveraineté de la Suisse sous l'effet des pressions accrues exercées pour qu'elle reprenne des bases juridiques internationales et qu'elle adapte son système juridique. - Augmentation des coûts due à l'accroissement de la densité réglementaire. - Recrudescence de la criminalité internationale en raison de l'intégration économique croissante.

Attention, bouchon

Dimension politique	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse peut se positionner comme médiatrice étant donné que les parties à un conflit l'acceptent du fait de sa neutralité et de sa longue tradition des bons offices. - La Suisse peut occuper des niches dans la diplomatie et servir de facilitatrice puisqu'elle ne fait partie d'aucune alliance et qu'elle peut réagir aux crises avec souplesse. 	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse est moins en moins à même de défendre ses intérêts à l'échelle internationale en raison de son isolement économique et politique. - Augmentation des pressions extérieures sur la Suisse et augmentation des menaces en raison de l'affaiblissement du système juridique international et de la transformation des rapports de force à l'échelle mondiale. - Le conflit entre les zones économiques Est et Ouest menace la neutralité de la Suisse et accroît la pression exercée pour que cette dernière prenne parti. - Détérioration de la situation sécuritaire en raison de moyens financiers limités pour financer les dépenses de sécurité. - Baisse de la confiance et du soutien de la population vis-à-vis de la politique menée par les autorités en raison des luttes pour la répartition des ressources, de la radicalisation et des tendances au repli dans la société.
----------------------------	--	---

Dimension économique	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse peut mettre l'accent de ses réglementations économiques sur la compétitivité sans les harmoniser avec celles qui régissent ses principaux marchés d'exportation. - Accroissement du taux d'occupation des femmes qualifiées et des travailleurs d'un certain âge, y compris des cadres, grâce à l'augmentation de la demande sur le marché de l'emploi. - Le système de formation – en particulier la formation professionnelle – peut réagir rapidement aux défis qui apparaissent sur le marché de l'emploi et aux mutations technologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse subit des revers économiques et des surcoûts et connaît des difficultés d'approvisionnement étant donné que l'accès au marché d'exportation de l'UE et aux matières premières est limité. - Inconvénients à surmonter dans le cadre de la concurrence fiscale internationale et insécurité juridique pour le pôle entrepreneurial suisse en raison du peu de réglementation au niveau international. - La place financière suisse perd en importance à cause de la détérioration des relations avec l'UE, qui est sa principale cliente. - La capacité d'innovation de la Suisse est mise à rude épreuve, et les hautes écoles suisses perdent en importance étant donné qu'il y a davantage de personnes hautement qualifiées qui émigrent qu'il n'y en a qui immigreront (fuite des cerveaux), et que l'on conclut moins d'accords de recherche avec d'autres États. - Perte de potentiel d'innovation, d'emplois et de recettes fiscales en raison du départ de groupes multinationaux. - Diminution de l'attractivité du marché suisse de l'emploi en raison de la baisse des salaires. - Lacunes de financement dans la sécurité sociale et situation tendue dans les budgets publics en raison du ralentissement de la croissance des recettes et de la hausse des dépenses inhérentes à l'approvisionnement de base. - Multiplication des problèmes d'engorgement des infrastructures et des mauvais investissements étant donné que les nouvelles technologies sont remplacées très rapidement et que les moyens financiers sont limités.
Dimension socioculturelle	<ul style="list-style-type: none"> - La qualité des prestations de santé est bonne grâce à la recherche et au développement des technologies médicales. 	<ul style="list-style-type: none"> - La cohésion sociale est menacée en raison de la faiblesse de la conjoncture économique et des luttes qui en résultent pour la répartition des ressources. - La solidarité intergénérationnelle est malmenée en raison de l'accélération du vieillissement de la société, des risques élevés de pauvreté touchant les personnes âgées et de l'augmentation du chômage des jeunes. - Exclusion de parties de la société étant donné que tout le monde ne peut pas profiter des progrès technologiques. - Double charge pesant sur les familles et détérioration de la compatibilité entre vie professionnelle et vie familiale en raison du manque de places d'accueil externes. - Le repli sur soi des groupes de population autochtones aboutit à des tensions avec les groupes de population étrangers. - Les carences dans la prise en charge des personnes malades et de celles qui nécessitent des soins sont imputables à la pénurie de personnel qualifié et au manque d'infrastructures appropriées en raison de la faible immigration et du manque de moyens financiers. - La forte hausse des dépenses de santé due à l'évolution technologique s'accompagne d'une mauvaise conjoncture économique et d'un vieillissement de la société.
Dimension technologique	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse peut devenir un pôle d'accueil des centres de recherche et de l'industrie des TIC étant donné qu'elle dispose de conditions géographiques, politiques et juridiques propices. - L'agriculture ainsi que l'exploitation et l'entretien du paysage cultivé qui en découlent peuvent s'orienter davantage vers le développement durable en raison de l'existence de méthodes et de technologies utilisant efficacement les ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des cybermenaces et hausse de l'attrait de la Suisse en tant que carrefour de la cybercriminalité en raison de la faiblesse de la coopération internationale en la matière. - Risques technologiques potentiellement élevés en raison de la rapidité de l'évolution technologique.
Dimension écologique	<ul style="list-style-type: none"> - Tant l'efficacité de l'exploitation des ressources et des matières premières que la gestion du cycle complet des matériaux sont améliorées en raison des progrès technologiques et de la raréfaction des ressources. - Baisse de la pression sur l'environnement et sur les zones bâties en Suisse en raison du ralentissement de la croissance de l'économie et de la population. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le manque de ressources financières a des répercussions négatives sur la protection de l'environnement.
Dimension juridique		<ul style="list-style-type: none"> - Insécurité juridique et manque de coordination en raison de la diminution de la coopération internationale sur les questions juridiques. - Conflit entre la démocratie directe en Suisse et les principes ou les traités internationaux en raison de la juridicisation croissante à l'échelle internationale. - Recrudescence de la criminalité en raison de la baisse de la prospérité et du manque de moyens pour financer la sécurité publique.

**Passage
périlleux**

<p>Dimension politique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse peut se positionner comme médiatrice étant donné que les parties à un conflit l'acceptent du fait de sa neutralité et de sa longue tradition des bons offices, et que l'expérience qu'elle a acquise en tant qu'État fédéral est demandée. - Confiance croissante dans les institutions politiques et conditions propices à la recherche de consensus en raison du retour aux valeurs traditionnelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Défense ardue des intérêts suisses à l'échelle internationale et pression croissante des grandes puissances en raison de la régionalisation et de la faiblesse du système de gouvernance mondiale. - La Genève internationale perd de son importance étant donné que les organisations internationales sont affaiblies en raison de l'échec de certaines réformes. - La pression internationale (notamment à propos des questions financières et fiscales) que subit la Suisse s'accroît, car cette dernière n'a pas de véritable partenaire. - Incertitudes et difficultés de planification plus ou moins importantes en raison de la régionalisation, de la politique hégémonique et de la faiblesse du système de gouvernance mondiale. - Menaces extérieures accrues pesant sur la Suisse en raison de l'affaiblissement de la coopération internationale en matière de sécurité.
<p>Dimension économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse peut mettre l'accent de ses réglementations économiques sur la compétitivité sans les harmoniser avec celles qui régissent ses principaux marchés d'exportation. - Les PME sont des sources d'innovation pour le marché intérieur en raison de leur flexibilité et de leur capacité d'adaptation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Stagnation de l'économie en raison de la faible intégration économique à l'UE et de l'accès plus ardu aux marchés et aux matières premières. - L'ilot de cherté qu'est la Suisse se renforce étant donné que la protection du marché intérieur augmente, que la concurrence se fait moins vive et que la capacité concurrentielle à l'échelle internationale va être mise à rude épreuve sur le long terme. - La Suisse perd de son attrait pour les entreprises internationales étant donné que son intégration économique est faible, que les impôts augmentent et que la main d'œuvre qualifiée fait défaut. - La place financière suisse perd en importance à cause de la détérioration des relations avec l'UE, qui est sa principale cliente, et à cause de la faible intégration économique de la Suisse. - La capacité d'innovation de la Suisse est mise à rude épreuve étant donné qu'il y a davantage de personnes hautement qualifiées qui émigrent qu'il n'y en a qui immigreront (fuite des cerveaux), qu'on investit moins dans la formation et la recherche et qu'il est plus difficile d'accéder aux marchés mondiaux. - Lacunes de financement dans la sécurité sociale et situation tendue dans les budgets publics en raison de la hausse des dépenses et de la croissance quasiment nulle des recettes. - Entretien et extension plus difficiles des infrastructures en raison des moyens financiers limités.
<p>Dimension socioculturelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Regain d'importance des structures familiales et renforcement de l'esprit collectif dans des groupes de la société étant donné qu'on assiste à un retour aux valeurs traditionnelles. - Stabilité et égalité des chances dues au système dual de formation professionnelle étant donné que l'on recherche des personnes ayant appris une profession axée sur la pratique. - Sensibilisation accrue à la santé et amélioration de la prévention en raison de la hausse des frais de traitement et des difficultés de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse générale de la qualité de vie et effritement de la cohésion sociale en raison du recul de la prospérité en général. - Menace sur la solidarité entre villes et campagnes, entre régions linguistiques ainsi qu'entre la Confédération et les cantons en raison de la situation financière tendue. - Creusement des écarts de prospérité entre riches et pauvres et mise en péril de la paix sociale en raison du financement incertain des assurances sociales et du blocage des réformes. - La solidarité intergénérationnelle est malmenée en raison de l'accélération du vieillissement de la société, des risques élevés de pauvreté touchant les personnes âgées et de l'augmentation du chômage des jeunes. - Restriction à l'égalité des sexes et à la liberté de choix, pour les familles, entre profession et prise en charge de proches en raison de la situation sur le marché de l'emploi, du transfert de la prise en charge dans le domaine non rémunéré et du renforcement des valeurs traditionnelles. - Augmentation des tensions religieuses et pression accrue sur la population étrangère vivant en Suisse pour qu'elle s'adapte, en raison de la faiblesse de la conjoncture économique. - Pression financière sur le système de santé et accès restreint aux soins en raison de la pénurie de personnel qualifié et de l'évolution démographique.
<p>Dimension technologique</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Affaiblissement de la position de la Suisse dans le cadre de l'évolution technologique en raison du manque de financement et d'infrastructures, mais aussi de l'espionnage économique. - Risques technologiques en raison du recours prolongé aux technologies existantes, qui sont potentiellement dangereuses, pour produire de l'énergie dans le but d'éviter les problèmes d'approvisionnement.

Dimension écologique	<ul style="list-style-type: none"> - Pression plus faible sur la biodiversité et le sol en Suisse en raison du ralentissement de la croissance de l'économie et de la population. 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de l'efficacité de l'exploitation des ressources et des matières premières en raison du ralentissement de la technologisation. - Écosystèmes (eau, air) menacés en raison des moyens financiers limités pour la protection de l'environnement. - Difficultés de prévention et de maîtrise de l'ampleur des dommages climatiques en raison du manque de moyens technologiques et financiers.
Dimension juridique		<ul style="list-style-type: none"> - Inconvénients pour la Suisse en raison du minage progressif du droit international dans les conflits. - Insécurité juridique et manque de coordination en raison de la plus faible coopération internationale sur les questions juridiques. - Recrudescence de la criminalité dans différents domaines en raison de la baisse de la prospérité et du manque de moyens pour la sécurité publique.

Route de la soie

Dimension politique	<ul style="list-style-type: none"> - La Suisse voit croître son influence en politique étrangère et elle peut défendre ses intérêts étant donné qu'elle entretient de bonnes relations avec l'Asie, qu'elle est perçue positivement et qu'elle est reconnue en tant que médiatrice. - La Suisse peut étendre des accords intergouvernementaux à certains pays de l'UE étant donné qu'elle entretient déjà des relations économiques étroites avec eux et que la cohésion au sein de l'UE est faible. - La Suisse dispose d'un avantage concernant la conclusion de nouveaux accords avec des États asiatiques étant donné qu'elle profite déjà des accords existants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte dépendance vis-à-vis de l'Asie en raison de la forte intégration économique. - Baisse de la confiance et du soutien de la population vis-à-vis de la politique menée par les autorités en raison des luttes qui agitent la société concernant les directions à prendre. - Difficultés de trouver des consensus et blocage des processus de recherche du consensus dans le cadre de la démocratie directe en raison de la radicalisation de certains groupes de la société. - Baisse de l'acceptation des décisions démocratiques en raison de la part croissante d'étrangers en Suisse qui ne disposent pas de droits politiques. - Sous-estimation d'évolutions importantes à cause de la faible pression pour le changement en raison de l'abondance des moyens disponibles.
Dimension économique	<ul style="list-style-type: none"> - Budget public équilibré en raison des échanges commerciaux intenses avec l'Asie qui stimulent l'activité économique. - La Suisse peut mettre l'accent de ses réglementations économiques sur la compétitivité sans les harmoniser avec celles qui régissent ses principaux marchés d'exportation. - La Suisse peut conquérir de nouveaux marchés et exploiter des niches étant donné qu'elle a déjà conclu des accords avec des pays asiatiques et africains, et que l'on apprécie la qualité élevée des produits suisses d'exportation. - Les branches très concurrentielles de l'économie suisse peuvent occuper des niches sur les marchés mondiaux en raison de la forte intégration et de la garantie de l'accès aux marchés. - Il est possible d'innover dans des niches spécifiques parce qu'il faut conquérir de nouveaux marchés. - La Suisse est un pays d'immigration apprécié par les travailleurs qualifiés en raison de sa forte intégration économique et en raison des accords existants. - Le mitage du territoire est freiné en raison de la concentration de la croissance dans les centres urbains. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recul des exportations en raison de la baisse du pouvoir d'achat aux États-Unis. - Accélération des mutations structurelles et concurrence accrue en Suisse en raison de l'augmentation des transferts de production vers l'Asie et de l'accroissement des activités de libre-échange avec les États asiatiques. - Baisse de l'importance de la place financière suisse dans le système financier international en raison du déplacement du centre de gravité économique vers l'Asie. - Mise en péril de la capacité d'innovation de la Suisse étant donné que les dispositions sur la protection des brevets ont été assouplies par des accords de libre-échange. - Problèmes d'engorgement des infrastructures en raison de l'augmentation de la demande, qui est difficilement calculable.
Dimension socioculturelle	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité culturelle due à des échanges intenses avec l'Asie. - Ralentissement du vieillissement de la société en raison de la forte immigration. - Le financement de la sécurité sociale est assuré grâce à la forte croissance de l'économie et de la population. - Les prestations de santé sont de bonne qualité grâce à la formation et au personnel qualifié. 	<ul style="list-style-type: none"> - Tensions sociales dues à la forte immigration. - Menace sur la cohésion sociale en raison de l'individualisation croissante et de l'augmentation des disparités en termes de prospérité. - Les écarts de revenus se creusent étant donné que les exigences en termes de flexibilité et de compétences linguistiques et interculturelles s'accroissent énormément, et qu'il y a peu de personnes qui peuvent répondre à ces exigences. - Instabilité dans la cohésion sociale suite à l'augmentation du chômage et à la situation défavorable des jeunes ; ces derniers ont de plus en plus de difficultés à s'intégrer dans le monde du travail parce que les nouveaux emplois – auxquels ont aussi accès les nombreux immigrés – soit requièrent des qualifications très élevées, soit ne requièrent aucune formation spécifique. - Détérioration du statut des femmes sur le marché de l'emploi en raison de la concurrence accrue exercée par la main d'œuvre étrangère. - Incidence et intensité grandissantes des pandémies en raison de l'accroissement de la mobilité à l'échelle mondiale.

Dimension technologique	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement du système de formation professionnelle en fonction des défis auxquels doit faire face le marché du travail est plus simple étant donné que la Suisse part d'une situation favorable avec son système dual de formation. - La Suisse peut exporter son système dual de formation professionnelle en Asie et ainsi renforcer ses relations économiques avec cette dernière. - La Suisse est bien positionnée en raison de son savoir-faire en tant que pôle de connaissances et d'innovation, et en raison de ses partenariats de recherche avec l'Asie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le pôle de recherche et d'innovation qu'est la Suisse perd de son avance étant donné que les autres pays rattrapent leur retard. - La Suisse devient le théâtre du cyberespionnage et de la cybercriminalité internationaux en raison d'informations intéressantes et d'une mise en réseau insuffisante à l'échelle mondiale.
Dimension écologique	<ul style="list-style-type: none"> - Prise de conscience environnementale accrue et volonté croissante d'investir dans le domaine de l'environnement en raison de la disponibilité des moyens financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de l'efficacité de l'exploitation des ressources et des matières premières en raison du ralentissement des progrès technologiques. - Difficultés de prévention et de maîtrise de l'ampleur des dommages climatiques en raison du manque de moyens technologiques. - Fortes atteintes subies par l'environnement et menaces pesant sur la biodiversité en raison de la croissance de l'économie et de la population, de l'accroissement de la consommation des ressources et du recours à des technologies potentiellement dangereuses pour produire de l'énergie.
Dimension juridique		<ul style="list-style-type: none"> - La crédibilité de la Suisse est menacée dans le cadre de la mise en œuvre du droit international en raison de l'intensification des relations commerciales avec l'Asie. - Désaccords et relations tendues avec les partenaires asiatiques sur les questions relatives aux droits de l'homme et aux droits des minorités à cause des divergences dans nos conceptions et nos systèmes de valeurs respectifs.

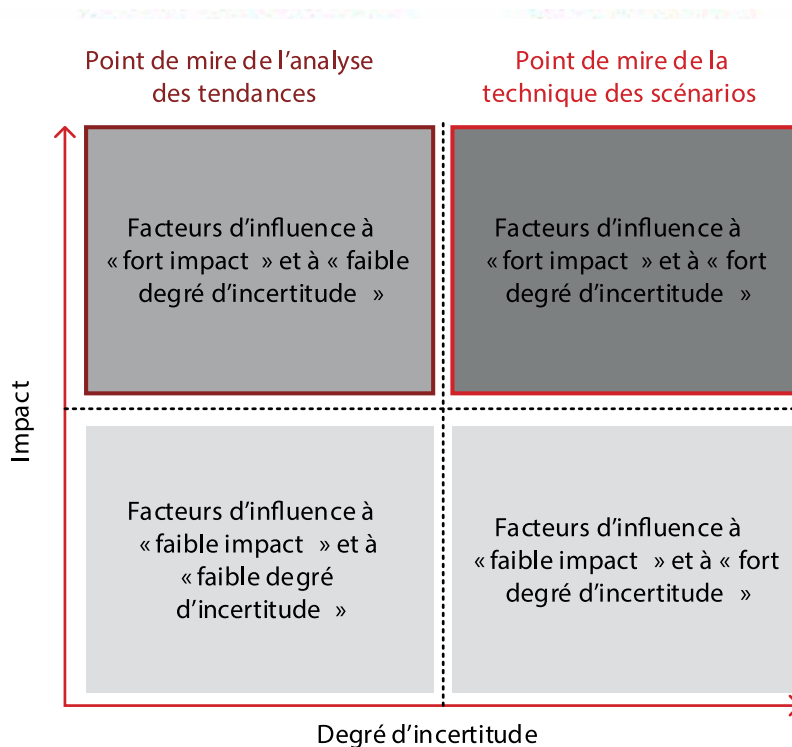
Procédure et méthodologie

Le processus d'élaboration du rapport « Perspectives 2030 » a reposé sur la combinaison des deux méthodes que sont l'analyse des tendances et la technique des scénarios.

L'analyse des tendances consiste à identifier et à interpréter les évolutions économiques, écologiques, technologiques, sociétales et culturelles importantes. En l'occurrence, une tendance est une évolution importante, constante pendant une certaine période, et linéaire la plupart du temps. Les tendances ont une grande portée et elles déploient souvent des effets dans plusieurs domaines. Qui plus est, elles sont souvent liées les unes aux autres. Une tendance est stable la plupart du temps, raison pour laquelle son évolution future peut être prévue de manière relativement bonne. L'analyse des tendances repose sur la question fondamentale suivante : « Que se passerait-il si telle ou telle évolution se poursuivait à peu près de la même manière ? ».

La technique des scénarios est l'une des méthodes les plus complètes développées par la futurologie. Elle se révèle particulièrement adaptée lorsqu'il s'agit de décrire l'avenir dans un environnement complexe et tributaire d'évolutions incertaines. D'une manière générale, la futurologie part du principe que l'avenir, vu dans la perspective actuelle, n'existe que sous la forme de scénarios prospectifs bien distincts, et que l'avenir lointain est fait d'incertitudes et qu'il n'est donc pas prévisible. Par conséquent, elle cherche non pas à faire des prévisions, mais à prendre en compte notamment les renversements de tendance, les discontinuités et les facteurs perturbateurs externes qui pourraient apparaître. Elle repose sur la question fondamentale suivante : « Quelles formes l'avenir pourrait-il prendre et quels événements devraient se produire dans un avenir proche pour que tel ou tel scénario prospectif se réalise ? ».

Graphique 1 : Points de mire de l'analyse des tendances et de la technique des scénarios



Comme le montre le graphique 5, le point de mire de l'analyse des tendances est constitué par les facteurs d'influence qui appellent une réponse forte de la part du système décisionnel suisse (« fort impact »), mais dont l'évolution à court et à moyen termes est relativement prévisible (« faible degré d'incertitude »). Par contre, la technique des scénarios se concentre sur les facteurs d'influence qui appellent eux aussi une réponse forte de la part du système décisionnel suisse (« fort impact »), mais dont les évolutions futures – et donc les opportunités et les dangers qui y sont liés – sont relativement incertains (« fort degré d'incertitude »). Dans un monde stable, on pourrait négliger les facteurs d'incertitude et analyser la poursuite de tendances sur un horizon temporel déterminé. Or, l'environnement dans lequel nous évoluons devient de plus en plus complexe, et les incertitudes s'accroissent. C'est la raison pour laquelle il est judicieux de combiner les deux méthodes que sont l'analyse des tendances et la technique des scénarios.

Il convient toutefois d'indiquer ici qu'un tel exercice a ses limites puisque l'on est dans l'impossibilité de prévoir notamment ce que l'on appelle les « cygnes noirs », qui sont des événements hautement improbables – et donc rares –, mais qui peuvent avoir des conséquences dévastatrices (par ex. les attentats du 11 septembre 2001, l'éruption volcanique en Islande en mars 2010 et la catastrophe de Fukushima en mars 2011). Le développement de scénarios prospectifs plausibles, qui vient s'ajouter à l'analyse des tendances, peut toutefois favoriser la prise de conscience des évolutions émergentes et donc affiner la réflexion stratégique.

Le processus d'élaboration du rapport « Perspectives 2030 » s'est déroulé en cinq phases sur une période de douze mois environ.

Le rapport est le fruit d'une procédure interactive de nature participative à laquelle ont pris part des personnes issues d'un large éventail de disciplines spécialisées : secrétaires généraux, membres de l'État-major de prospective de l'administration fédérale, experts issus des rangs de l'administration, experts externes et laboratoires d'idées à l'étranger (voir les annexes).

L'État-major de prospective et les experts issus de l'administration (groupes thématiques départementaux) ont participé aux cinq phases du projet de façon à garantir que les vastes connaissances internes alimentent le processus. Les secrétaires généraux, les experts externes et les laboratoires d'idées à l'étranger n'ont participé qu'à la phase 1, c'est-à-dire à l'élaboration des bases de réflexion. La Chancellerie fédérale a assuré le suivi de l'ensemble du processus d'élaboration du rapport « Perspectives 2030 ».

Graphique 2 : Vue d'ensemble de la procédure en cinq phases

	Objectif	Résultat	Participants	Instrument
Phase 1	Élaboration des bases de réflexion : identification des tendances évolutives et des facteurs d'influence qui pourraient être déterminants pour la Suisse dans les quinze années à venir	Tendances évolutives et facteurs d'influence pondérés en fonction de leur impact et de leur degré d'incertitude. Identification des « zones d'ombre » et des « signes avant-coureurs »	Secrétaires généraux État-major de prospective ²⁰ Groupes thématiques départementaux ²¹ Experts externes ²² Laboratoires d'idées à l'étranger ²³	Questionnaire en ligne composé de questions ouvertes et de questions fermées
Phase 2	Identification des facteurs d'influence principaux, groupés en fonction de leur impact et de leur degré d'incertitude : établissement du plan cartésien des scénarios dans la perspective du développement et de l'élaboration des scénarios	Plan cartésien des scénarios présentant deux situations extrêmes	Groupes thématiques départementaux : discussion des facteurs d'influence pondérés en fonction de leur impact et de leur degré d'incertitude État-major de prospective : validation des facteurs d'influence pondérés en fonction de leur impact et de leur degré d'incertitude, et choix du plan cartésien des scénarios	Discussions thématiques
Phase 3	Développement et validation du diagramme des influences/élaboration des scénarios	Diagramme des influences validé/élaboration des scénarios en tant que fondement de la description des scénarios	Secrétariat de l'État-major de prospective : élaboration du projet Groupes thématiques départementaux : affinement du diagramme des influences ainsi que des expressions des facteurs d'influence État-major de prospective : validation du diagramme des influences ainsi que des expressions des facteurs d'influence	Discussions thématiques
Phase 4	Description des scénarios	Quatre scénarios prospectifs plausibles, cohérents et bien distincts les uns des autres	Secrétariat de l'État-major de prospective : élaboration des projets de descriptifs des scénarios Groupes thématiques départementaux : évaluation écrite Secrétariat de l'État-major de prospective : remaniement et finalisation des descriptifs des scénarios sur la base de l'évaluation écrite	Rédaction et évaluation écrite sur la base du diagramme des influences validé
Phase 5	Identification des opportunités et des dangers au niveau fédéral et au niveau des départements	Synthèse : présentation des opportunités et des dangers au niveau fédéral et au niveau des départements	État-major de prospective : identification des opportunités et des dangers au niveau fédéral Groupes thématiques départementaux : identification des opportunités et des dangers au niveau fédéral et au niveau des départements	Discussions thématiques

²⁰ Voir l'annexe A1

²¹ Voir l'annexe A2

²² Voir l'annexe A3

²³ Voir l'annexe A4

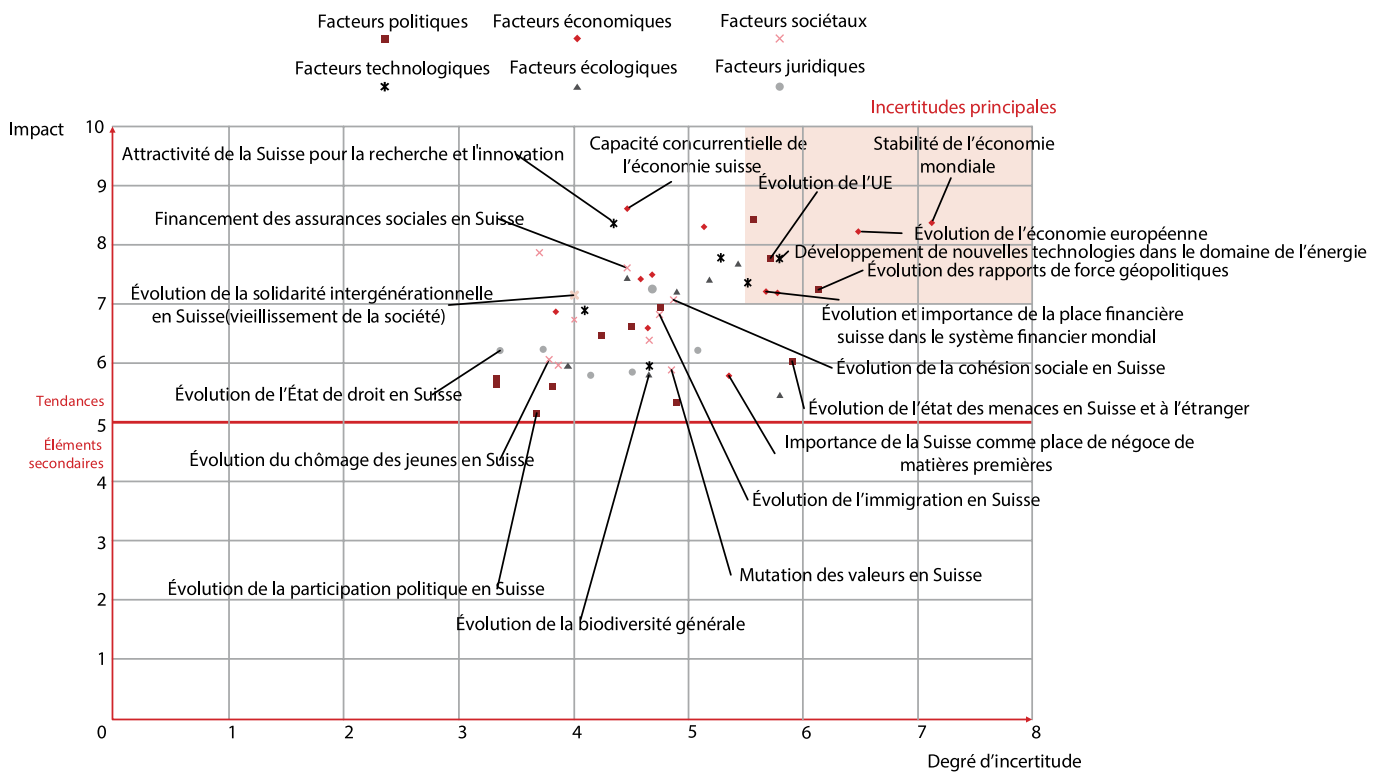
Phase 1 : Identification et pondération des tendances évolutives et des facteurs d'influence

L'objectif de la phase 1 était d'identifier et de pondérer les facteurs d'influence et les tendances évolutives les plus importants qui influenceront et marqueront la Suisse et son environnement dans les quinze années à venir.

La première étape a consisté à recenser les facteurs d'influence et les tendances évolutives à l'aide d'un questionnaire en ligne. Il s'agissait de répondre à des questions ouvertes, notamment à celle de savoir quels sont les tendances évolutives et les facteurs d'influence (de nature politique, juridique, sociale, économique, technologique, écologique ou autre) qui influenceront et marqueront la Suisse et son environnement dans les quinze années à venir. Finalement, la Chancellerie fédérale a fait une synthèse des tendances évolutives et des facteurs d'influence pour aboutir à 52 facteurs d'influence.

Dans le cadre de la deuxième étape du questionnaire en ligne, les experts interrogés ont évalué les tendances évolutives et les facteurs d'influence résultant de la synthèse en leur attribuant une valeur entre 1 (faible impact/faible degré d'incertitude) et 10 (fort impact/fort degré d'incertitude). Ces évaluations ont permis d'identifier les facteurs d'influence ayant un fort degré d'incertitude ou un fort impact et de les représenter graphiquement sur un plan cartésien appelé diagramme des impacts et des degrés d'incertitude (voir le graphique 3). Le diagramme indique les facteurs d'influence qui pourraient exiger une réaction de la part du système décisionnel suisse dans les dix à quinze années à venir.

Graphique 3 : Diagramme simplifié représentant 19 des 52 facteurs d'influence



À l'issue de la phase 1, on a procédé à une analyse comparative qui a permis d'une part d'identifier les différences d'évaluation entre les départements et d'autre part de comparer les points de vue internes à l'administration aux points de vue externes à celle-ci. Il a ainsi été possible non seulement de recenser, mais aussi de discuter les « zones d'ombre »²⁴ et les « signes avant-coureurs »²⁵.

Graphique 4 : Liste des 52 facteurs d'influence en fonction de leur impact et de leur degré d'incertitude

Facteurs d'influence		Degré d'incertitude (X)	Impact (Y)	
Facteurs politiques	- Importance des institutions multilatérales	4,5	6,6	
	- Évolution des rapports de force géopolitiques	6,1	7,2	
	- Position et capacité d'influence de la Suisse dans le contexte international	4,9	5,4	
	- Évolution de l'UE	5,8	7,8	
	- Évolution des rapports entre l'UE et la Suisse	5,6	8,4	
	- Évolution de l'état des menaces en Suisse et à l'étranger	5,9	6,0	
	- Évolution des institutions politiques en Suisse	3,3	6,1	
	- Avenir du fédéralisme suisse	3,3	6,1	
	- Évolution des rapports de force entre partis politiques et de la capacité de trouver des consensus en Suisse	4,7	6,9	
	- Importance des initiatives populaires et des référendums	4,2	6,5	
	- Évolution de la participation politique en Suisse	3,7	5,2	
	- Importance du système de milice en Suisse	3,8	5,6	
	Facteurs économiques	- Évolution de la concurrence internationale et mondialisation de l'économie	5,1	8,3
		- Stabilité de l'économie mondiale	7,1	8,4
- Régulation globale de l'économie		5,8	7,2	
- Évolution de l'économie européenne		6,5	8,3	
- Importance de la Suisse comme place de négoce de matières premières		5,4	5,8	
- Évolution et importance de la place financière suisse dans le système financier mondial		5,7	7,2	
- Capacité concurrentielle de l'économie suisse		4,5	8,6	
- Évolution des tâches et des finances publiques en Suisse		3,8	6,9	
- Évolution de l'immigration de travailleurs en Suisse		4,7	7,5	
- Dynamique du marché suisse du travail		4,6	7,5	
- Transformation structurelle des secteurs économiques en Suisse	4,6	6,6		

²⁴ Les zones d'ombre sont des évolutions qui n'ont pas encore été identifiées et qui pourraient revêtir de l'importance.

²⁵ Les signes avant-coureurs sont les facteurs d'influence qui ont été mentionnés par quelques personnes seulement dans le cadre de la première étape du questionnaire en ligne (identification des tendances évolutives/facteurs d'influence), mais qui ont été considérés par la majorité des personnes interrogées, lors de la deuxième étape du questionnaire en ligne (pondération des tendances évolutives/facteurs d'influence), comme ayant un fort impact et un fort degré d'incertitude. Les signes avant-coureurs peuvent être annonciateurs d'importants changements longtemps avant leur apparition.

Facteurs sociétaux	- Croissance générale de la classe moyenne	3,9	6,0
	- Évolution du chômage des jeunes en Suisse	3,8	6,1
	- Évolution de la cohésion sociale en Suisse	4,9	7,1
	- Évolution de l'immigration en Suisse	4,7	6,9
	- Évolution de la xénophobie et du nationalisme en Suisse	4,7	6,4
	- Mutation des valeurs en Suisse	4,9	5,9
	- Évolution de la solidarité intergénérationnelle en Suisse (vieillesse de la société)	4,0	7,1
	- Financement des assurances sociales en Suisse	4,5	7,6
	- Évolution de la fourniture de soins en Suisse	4,0	6,8
	- Évolution du système de formation en Suisse	3,7	7,9

Facteurs technologiques	- Évolution générale des technologies de l'information et de la communication	5,3	7,8
	- Évolution générale de sciences de la vie et des biotechnologies	5,5	7,3
	- Développement de nouvelles technologies dans le domaine de l'énergie	5,8	7,8
	- Évolution globale de l'acceptation sociale de nouvelles technologies	4,7	5,9
	- Informatisation et automatisation des processus de travail à l'échelle mondiale	4,1	6,8
	- Attractivité de la Suisse pour la recherche et l'innovation	4,4	8,4

Facteurs écologiques	- Évolution de la biodiversité générale	4,7	5,8
	- Évolution de l'approvisionnement général en ressources et en nourriture	5,2	7,4
	- Évolution du changement climatique global	4,9	7,2
	- Évolution des négociations internationales concernant la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement	5,8	5,5
	- Portée du développement durable et de la prise de conscience environnementale en Suisse	3,9	6,0
	- Évolution future du marché de l'énergie et de l'approvisionnement énergétique en Suisse	5,4	7,7
	- Développement du territoire, des transports et de l'habitat en Suisse	4,5	7,5

Facteurs juridiques	- Évolution générale de la protection des données et de la propriété intellectuelle	5,1	6,2
	- Mise en œuvre par la Suisse de normes sociales et environnementales contraignantes pour les activités entrepreneuriales	4,5	5,9
	- Traitement de la reprise du droit européen et du droit international	4,7	7,3
	- Compatibilité du droit interne avec le droit international public	4,1	5,8
	- Évolution de l'État de droit en Suisse	3,4	6,5
	- Évolution de la densité réglementaire en Suisse	3,7	6,2

Incertitudes principales = surlignées en rouge

Tendances = en blanc

Éléments secondaires = aucun élément secondaire n'a été identifié

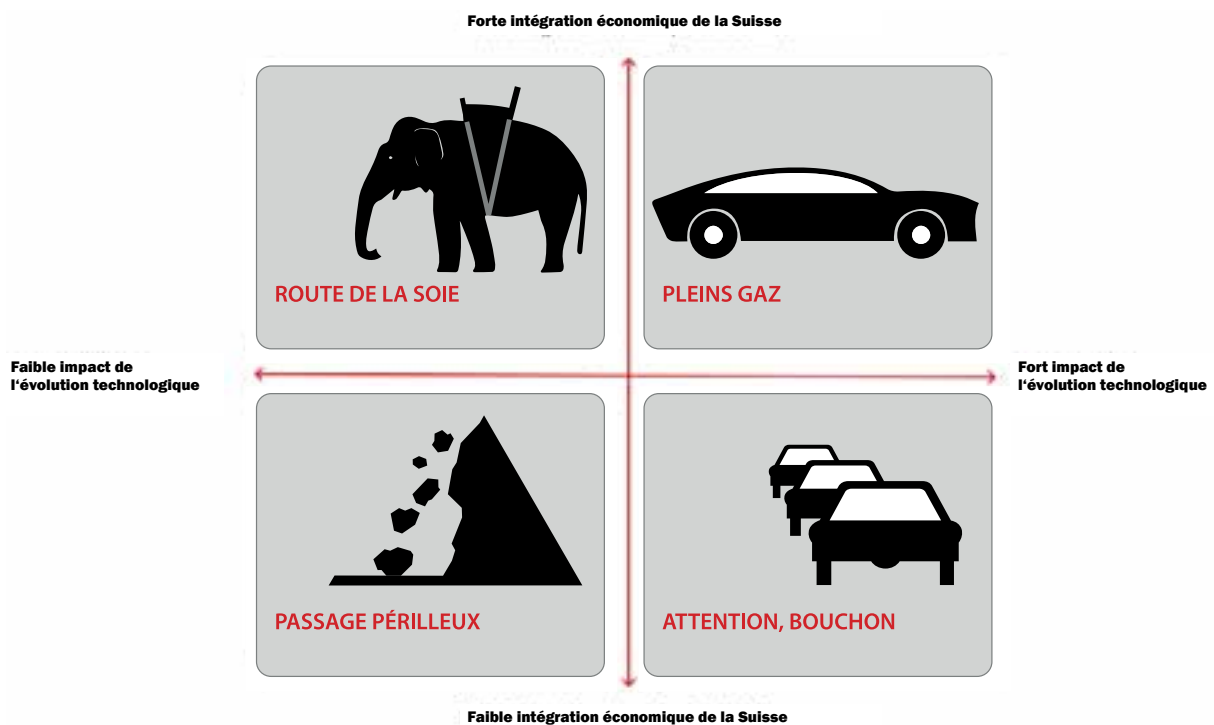
Phase 2 : Établissement du plan cartésien des scénarios

L'objectif de la phase 2 était de valider la pondération des facteurs d'influence opérée durant la phase 1 pour pouvoir établir sur cette base le plan cartésien des scénarios.

Dans un premier temps, on a discuté, par département, de l'évaluation des facteurs d'influence effectuée durant la phase 1. L'objectif de ces discussions était de s'entendre sur ce qui serait important à l'avenir, c'est-à-dire de parvenir à une conviction commune sur la manière de pondérer les facteurs d'influence sur l'axe de leur « impact » et sur celui de leur « degré d'incertitude ». Il s'agissait également d'élargir le champ de réflexion des participants en intégrant d'autres perceptions et d'autres avis. Cette étape était capitale pour la suite des travaux.

Dans un second temps, l'État-major de prospective a discuté des résultats obtenus et les a validés avant d'établir le plan cartésien des scénarios.

Graphique 5 : Plan cartésien des scénarios



Le plan cartésien des scénarios présente les spécificités suivantes :

Axe « Intégration économique de la Suisse » : L'intégration économique de la Suisse est notamment fonction du pourcentage du PIB que représente le commerce extérieur. L'intégration peut se faire avec les États voisins, dans la zone UE, à savoir à l'échelle régionale, ou à l'échelle internationale. Il s'agit en l'occurrence d'une coopération économique entre États et entre entreprises privées en Suisse et à l'étranger. L'intégration économique de la Suisse a une influence sur les liens commerciaux, sur la circulation des capitaux et des marchandises, sur la libre mobilité des personnes ainsi que sur les transports et la communication. L'intégration économique de la Suisse peut être forte ou faible.

Une forte intégration économique de la Suisse est caractérisée par un grand nombre d'accords de libre-échange conclus avec des États ou des organisations supra-étatiques et par le fait que le commerce extérieur représente un pourcentage élevé du PIB. Il va de pair avec le libre-échange. Une forte intégration économique est due aux liens commerciaux, à la circulation des capitaux et des marchandises, à la mobilité des personnes ainsi qu'aux transports et à la communication. *Une faible intégration économique de la Suisse* est caractérisée par un petit nombre d'accords de libre-échange conclus avec des États et par le fait que le commerce extérieur représente un faible pourcentage du PIB. Il va de pair avec les entraves au commerce et avec le protectionnisme.

Axe « Évolution technologique globale » : L'évolution technologique globale est due aux nouvelles technologies au niveau mondial. L'impact de l'évolution technologique fait suite à l'introduction de nouvelles technologies dans le domaine étatique, économique ou privé. L'introduction de nouvelles technologies peut se faire de manière plus ou moins rapide et exercer un effet de rupture plus ou moins important sur les systèmes et les équilibres existants. On entend par technologies de rupture les évolutions technologiques globales qui changeront radicalement notre monde dans les années à venir, ou qui ont le potentiel de le faire. Dans le cas contraire, on assiste au développement de technologies avec une plus grande constance dans les cas où les progrès sont lents ou linéaires, sans mutations profondes du monde. L'évolution technologique globale peut avoir un fort ou un faible impact.

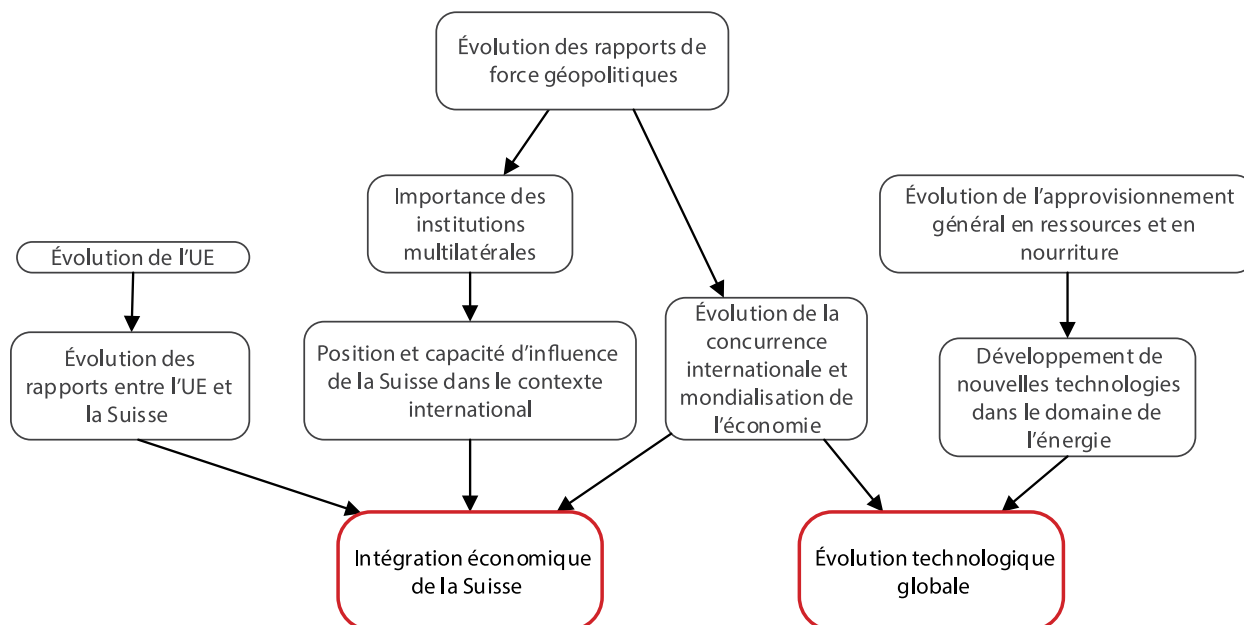
Un fort impact de l'évolution technologique est caractérisé par des évolutions technologiques rapides et disruptives qui modifient beaucoup la vie. Un faible impact de l'évolution technologique est caractérisé par une évolution technologique lente et continue qui ne modifie que peu la vie.

Le plan cartésien issu de la combinaison des spécificités des deux axes fait apparaître quatre scénarios prospectifs.

Phase 3 : Mise au point d'un diagramme des influences et élaboration des scénarios

L'objectif de la phase 3 était d'identifier les relations et les rapports de causalité entre les tendances et les incertitudes, et donc de jeter les bases de la description des scénarios. La mise au point d'un diagramme des influences a permis de dégager les liens logiques qui existent entre les tendances et les incertitudes. Les tendances, les facteurs d'influence et les incertitudes identifiés et pondérés durant les phases précédentes ont servi de base à la mise au point du diagramme des influences. En décrivant de façon systématique les raisons pour lesquelles une évolution donnée a lieu et la manière dont elle va influencer les évolutions futures, on a pu jeter les bases d'une description systématique des scénarios. Ce faisant, on a tenu compte de l'ensemble des facteurs d'influence pertinents.

Graphique 6 : Diagramme des influences simplifié



Le diagramme des influences a permis d'établir les premiers descriptifs succincts des scénarios, qui répondaient aux questions suivantes : « À quoi ressemblera le monde en 2030 ? » et « Que se sera-t-il passé jusqu'en 2030 ? ». Les descriptifs succincts des scénarios ont été discutés et affinés au sein des groupes thématiques départementaux. Ils ont ensuite servi de base à la description détaillée des scénarios.

Phase 4 : Description des scénarios

L'objectif de la phase 4 était de décrire pour la Suisse quatre scénarios prospectifs bien distincts les uns des autres. Les descriptifs des scénarios ont reçu un titre. Un descriptif succinct a servi à résumer les caractéristiques de chaque scénario. Sa partie principale, structurée par périodes, présentait le déroulement possible du scénario aboutissant à la situation qui prévaudra en 2030.

Phase 5 : Identification des opportunités et des dangers

L'objectif de la phase 5 était d'identifier les opportunités et les dangers inhérents aux différents scénarios. Ce faisant, il a fallu faire une distinction entre les opportunités et les dangers au niveau fédéral et ceux inhérents aux domaines politiques spécifiques.

Annexes

A.1 Composition de l'État-major de prospective de l'administration fédérale

Direction de l'État-major de prospective

Corina Casanova, chancelière de la Confédération

Chancellerie fédérale

Lorenzo Cascioni

Département fédéral des affaires étrangères

Pascale Baeriswyl

Département fédéral de l'intérieur

Brigitte Caretti

Département fédéral de justice et police

Patricia Messerli

Hans Moor

Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Yves Bichsel

Jürg Siegfried Bühler

Département fédéral des finances

Madeleine Bieri

Claudia Heierli Probst

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche

Nathalie Falcone-Goumaz

Vinzenz Jung

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Urs Weber

Secrétariat de l'État-major de prospective

Nadim Chammas

Nicole Graf (à partir d'avril 2014)

Lilith Schärer (jusqu'à avril 2014)

A.2 Composition des groupes thématiques départementaux

Chancellerie fédérale

Fabienne Bertagnollo
Lorenzo Cascioni, membre de l'État-major de prospective
Franco Fomasi
Michael Gautschi
Claude Gerbex
Barbara Perriard
Anne Roulin Perriard
Ulysse Tscherrig
Daniela Vorburger

Département fédéral des affaires étrangères

Pascale Baeriswyl, membre de l'État-major de prospective
Jürg Burri
Willi Graf
Fulvio Massard
Alois Ochsner
Jolanda Pfister Herren
Lukas Schifferle

Département fédéral de l'intérieur

Olivier Brunner-Patthey
Brigitte Caretti, membre de l'État-major de prospective
Yves Fischer
Markus Schwyn
Barbara Thévoz Lagast

Département fédéral de justice et police

Michel Besson
Pascal Bulliard
Monique Cossali
Christoph Curchod
Hanspeter Dolder
Philippe Heger
Patricia Messerli, membre de l'État-major de prospective
Hans Moor, membre de l'État-major de prospective
Stéphanie Zbinden

Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Jörg Annaheim
Yves Bichsel, membre de l'État-major de prospective
Andreas Bölsterli
Ulrich Brandenberger
Stefan Brem
Jürg Siegfried Bühler, membre de l'État-major de prospective
François Maridor
Peter Marti
Alexander Stucki

Jürg Stüssi-Lauterburg
Thomas von Gunten
Alain Vuitel

Département fédéral des finances

Madeleine Bieri, membre de l'État-major de prospective
Anouk d'Hooghe Witschi
Stefanie Frey
Claudia Heierli Probst, membre de l'État-major de prospective
Nicole Heynen
Bruno Jeitziner
Samuel Kobel
Roberto Lombardi
Serge Meyer
Christoph Mosimann
Michael Schuler
Agathe Tobola Dreyfuss
Sonja Uhlmann
Marc Zahner

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche

Edith Bernhard
Nathalie Falcone-Goumaz, membre de l'État-major de prospective
Katrín Frei
Vinzenz Jung, membre de l'État-major de prospective
Peter Moser
Rudolf Rytz
Doris Sfar
Patrick Vock
George Waardenburg
Markus Wildisen
Margot Wiprächtiger

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Felix Andrist
Martina Blaser
Petra Breuer
René Dönni Kuoni
Daniel Dubas
Pascal Previdoli
Thomas Stadler
Matthias Suhr
Urs Weber, membre de l'État-major de prospective
Markus Wüest

A.3 Experts externes

L'État-major de prospective de l'administration fédérale remercie les experts qui ont participé à la préparation des bases du présent rapport.

Alberto Achermann, Université de Berne, Institut für öffentliches Recht
Gerhard Adrian, Deutscher Wetterdienst
Renate Amstutz, Union des villes suisses
Metin Ardit
Lukas Bärfuss
Katerina Baumann, Advokaturbüro Baumann
Giuliano Bonoli, Université de Lausanne, Institut de hautes études en administration publique
Heiko Borchert, Sandfire AG
David Bosshart, Institut Gottlieb Duttweiler
Louis-Marie Boulianne, École polytechnique fédérale de Lausanne, Faculté de l'environnement naturel, architectural et construit
David Bresch, Swiss Re, Sustainability & Political Risk Management
Lorenzo Cantoni, Università della Svizzera italiana, Facoltà di scienze della comunicazione
Marina Cattaruzza, Université de Berne, Historisches Institut
Roger de Weck, Société suisse de radiodiffusion et télévision
Astrid Epiney, Université de Fribourg, Faculté de droit
Marie Valentine Florin, International Risk Governance Council
Dominique Foray, École polytechnique fédérale de Lausanne, Collège du management de la technologie
Peter Forster, Schweizer Soldat
Thierry Geiger, Forum économique mondial
Katja Gentinetta
Peter Grünenfelder, Chancelier d'État du canton d'Argovie
Joseph Häfliger, Stiftung Schulen für Afghanistan
Beat Hotz-Hart, Universität Zürich, Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät
Antoinette Hunziker-Ebnetter
Helen Keller, Universität Zürich, Lehrstuhl für Öffentliches Recht, Europa- und Völkerrecht
Ilona Kickbusch, Institut de hautes études internationales et du développement, Global Health Programme
Patrick Kilchmann, Ammann Group
Marylène Lieber, Université de Genève, Études genre
Claude Longchamp, gfs.bern
Ueli Mäder, Universität Basel, Seminar für Soziologie
Rico Maggi, Università della Svizzera italiana, Istituto Ricerche Economiche
Pascal Mahon, Université de Neuchâtel, Faculté de droit
Markus Maibach, INFRAS
Elham Manea, Universität Zürich, Institut für Politikwissenschaft
Daniela Pauli, Forum Biodiversité Suisse
Anne Petitpierre-Sauvain, Université de Genève, Faculté de droit
Armin Reller, Universität Augsburg, Institut für Physik
Peter Rügger, Stadtpolizei Zürich
Monique Ryser, Business and Professional Women Switzerland
Christoph Schär, École polytechnique fédérale de Zurich, Institut für Atmosphäre und Klimawissenschaften
Monika Scherrer, Fondation pour la démocratie
Dalia Schipper, Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle
Renate Schubert, École polytechnique fédérale de Zurich, Institute for Environmental Decisions

Tillmann Schulze, Ernst Basler und Partner
Gerhard Schwarz, Avenir Suisse
Christina Spoerry, Tiefbauamt der Stadt Zürich
Jan-Egbert Sturm, École polytechnique fédérale de Zurich, Konjunkturforschungsstelle KOF
Heidi Stutz, Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale BASS
Monika Tschannen-Süess, rundum mobil GmbH
Andreas M. Walker, Swissfuture
Michael Weber, École polytechnique fédérale de Zurich, Forschungsgruppe Agrarwirtschaft
Brigit Wehrli-Schindler
Klaus Wellershoff, Wellershoff & Partners
Peter Widermann, International Centre for Migration Policy Development
Hans-Peter Widmer, Aargauer Zeitung

A.4 Laboratoires d'idées à l'étranger

Jan Arpe, Bertelsmann Stiftung, Allemagne
Dominique David, Institut Français des Relations Internationales
Nicholas Fang, Singapore Institute of International Affairs
Christian Keuschnigg, Institut für Höhere Studien, Autriche
Paolo Magri, Istituto per gli Studi di Politica Internazionale, Italie
Elizabeth Sidiropoulos, South African Institute of International Affairs
Markus Uvell, Timbro, Suède
Vera Zabolnikova, Russian State University for the Humanities

A.5 Expertise méthodologique et modération

Expertise méthodologique : Institut für Strategie und Führung, Mainz

Christian Brands
Philipp Meissner
Torsten Wulf

Modération : Strategic Knowledge Group, Zürich

Christian Wiedemann
Svenja Espenhorst
David Griesbach
Deborah Solenthaler

